

DIALOGUE GLOBAL

10.2

3 numéros par an en 17 langues

Entretien avec
Alain Caillé

Sari Hanafi

Manifestations et
mouvements sociaux

Ngai-Ling Sum
Michalis Lianos
Jorge Rojas Hernández
Gunhild Hansen-Rojas
Rima Majed

Médias et capitalisme
numérique

Marlen van den Ecker
Marisol Sandoval
Sebastian Sevignani
Mark Andrejevic
Jack Linchuan Qiu
Tanner Mirrlees
Mandy Tröger

Perspectives
théoriques

Francis Nyamnjoh

Sociologie des
Philippines

Louie Benedict R. Ignacio
John Andrew G. Evangelista
Filomin C. Gutierrez
Phoebe Zoe Maria U. Sanchez

Covid-19 :
Pandémie et crise

Geoffrey Pleyers
Klaus Dörre
Sari Hanafi

Rubrique ouverte

- > **Espace urbain genré au Bangladesh**
- > **Internationalisme du travail et libre circulation du capital**
- > **Le Portugal face à l'extrême droite**

MAGAZINE



VOLUME 10 / NUMÉRO 2 / AOÛT 2020
<https://globaldialogue.isa-sociology.org/>

DG

Association
Internationale
de Sociologie
isa



> Éditorial

La pandémie et la crise du COVID-19 dominent actuellement les débats et l'actualité dans de nombreux pays du monde. Les zones dites sensibles, ou le fossé entre les pays du Nord et du Sud, montrent l'ampleur des inégalités sociales. Ce ne sont pas seulement les soins de santé qui seront un sujet de préoccupation dans les prochaines années, mais aussi l'évolution économique, sociale et politique à venir. Dans certains pays, la crise économique se traduit par une profonde et durable crise sociale, et/ou la démocratie est menacée par des mesures restrictives. Avec ce numéro, *Dialogue Global* entame une série consacrée à la pandémie et à ce qu'elle implique pour la société et pour la sociologie, et invite des auteurs de différents pays et régions du monde à apporter leur contribution. Pour commencer cette série, trois auteurs partagent leurs réflexions sur le COVID-19 et ses répercussions.

Dans notre rubrique « Parlons de sociologie », Sari Hanafi interviewe Alain Caillé, co-fondateur du mouvement et du manifeste convivialistes. Caillé critique le point de vue néolibéral et décrit les racines du « convivialisme », en montrant pourquoi et comment il fonctionne comme un « signifiant vide » autour duquel peuvent se rassembler tous ceux qui aspirent à bâtir un « monde post-néolibéral ».

Ces dernières années ont été le théâtre de nombreuses manifestations contre les tendances antidémocratiques et néolibérales et contre l'impact des inégalités économiques et sociales dictées par le marché. Des mouvements sociaux et des formes de protestation d'un nouveau genre sont apparus, remettant en question dans de nombreuses régions du monde les politiques de l'establishment. Notre premier dossier, auquel ont contribué Ngai-Ling Sum, Michalis Lianos, Jorge Rojas Hernández, Gunhild Hansen-Rojas et Rima Majed, permet de mieux comprendre la situation à Hong Kong, en France, au Chili, au Liban et en Irak.

Le deuxième dossier met en évidence la manière dont les médias et la communication, conjugués à la recherche du profit, façonnent notre société. Les articles réunis par Marlen van den Ecker et Sebastian Seignani couvrent différents aspects et effets de la numérisation et de la marchandisation de la communication – des utilisateurs des médias sociaux remplissant la fonction de travailleurs non rémunérés, au rôle des données dans la propriété et l'accumulation capitalistes, en passant par les nouveaux travailleurs de l'ère numérique en Chine et la restructuration des systèmes médiatiques – et montrent comment ces évolutions vont de pair avec la transformation du capitalisme dans différentes parties du monde.

Les technologies de l'information et de la communication sont également le sujet de notre rubrique « Perspectives théoriques ». Francis Nyamnjoh se penche sur l'ontologie de « l'incomplétude et le caractère composite de l'être humain » présente en Afrique de l'Ouest et du Centre, et montre comment l'utilisation des nouvelles technologies influe sur cette croyance.

Pour notre section consacrée à la sociologie d'un pays ou d'une région en particulier, Filomin Gutierrez a invité des collègues des Philippines à présenter leurs réflexions et conclusions sur un certain nombre de sujets sociologiques importants, notamment dans le domaine des études urbaines et de la sociologie publique.

Les articles inclus dans notre « Rubrique ouverte » abordent des sujets sociologiques primordiaux, tels que l'utilisation genrée des espaces ouverts, l'internationalisme du travail, le capitalisme financier et la réaction au populisme de droite. ■

Brigitte Aulenbacher et Klaus Dörre,
rédacteurs en chef de *Dialogue Global*

> **Dialogue Global est disponible en 17 langues sur [le site web de l'ISA](https://www.globaldialogue.isa@gmail.com).**

> **Les propositions d'articles sont à adresser à globaldialogue.isa@gmail.com.**

ISA Association
Internationale
de Sociologie

**DIALOGUE
GLOBAL**



> Comité de rédaction

Rédacteurs en chef : Brigitte Aulenbacher, Klaus Dörre.

Assistants d'édition :

Johanna Grubner, Christine Schickert.

Rédactrice en chef adjointe : Aparna Sundar.

Responsables éditoriaux : Lola Busuttil, August Bagà.

Consultant : Michael Burawoy.

Consultant médias : Juan Lejarraga.

Rédacteurs-consultants :

Sari Hanafi, Geoffrey Pleyers, Filomin Gutierrez, Eloisa Martín, Sawako Shirahase, Izabela Barlinska, Tova Benski, Chih-Jou Jay Chen, Jan Fritz, Koichi Hasegawa, Hiroshi Ishida, Grace Khounou, Allison Loconto, Susan McDaniel, Elina Oinas, Laura Oso Casas, Bandana Purkayastha, Rhoda Reddock, Mounir Saidani, Ayse Saktanber, Celi Scalón, Nazanin Shahrokni.

Équipes régionales

Monde arabe : (Tunisie) Mounir Saidani, Fatima Radhouani, Habib Haj Salem; (Algérie) Souraya Mouloudji Garroudj; (Maroc) Abdelhadi Al Halhouli, Saida Zine; (Liban) Sari Hanafi.

Argentine : Magdalena Lemus, Pilar Pi Puig, Martín Urtasun.

Bangladesh : Habibur Haque Khondker, Hasan Mahmud, US Rokeya Akhter, Juwel Rana, Toufika Sultana, Asif Bin Ali, Khairun Nahar, Kazi Fadia Esha, Muhaimin Chowdhury, Helal Uddin, Md. Eunus Ali, Mostafizur Rahman, Jhilik Saha, Maria Sardar, Tahmid Ul Islam.

Brésil : Gustavo Taniguti, Angelo Martins Junior, Andreza Galli, Dmitri Cerboncini Fernandes, Gustavo Dias, José Guirado Neto, Jéssica Mazzini Mendes.

France/Espagne : Lola Busuttil.

Inde : Rashmi Jain, Nidhi Bansal, Pragya Sharma, Manish Yadav.

Indonésie : Kamanto Sunarto, Hari Nugroho, Lucia Ratih Kusumadewi, Fina Itriati, Indera Ratna Irawati Pattinasarany, Benedictus Hari Juliawan, Mohamad Shohibuddin, Dominggus Elcid Li, Antonius Ario Seto Hardjana, Diana Teresa Pakasi, Nurul Aini, Geger Riyanto, Aditya Pradana Setiadi.

Iran : Reyhaneh Javadi, Niayesh Dolati, Abbas Shahrabi, Sayyed Muhamad Mutallebi, Faezeh Khajehzade.

Japon : Satomi Yamamoto.

Kazakhstan : Aigul Zabirowa, Bayan Smagambet, Adil Rodionov, Almash Tlespayeva, Kuanysh Tel, Almagul Mussina, Aknur Imankul.

Pologne : Justyna Kościńska, Magdalena Kamela, Aleksandra Lubińska, Adam Müller, Jonathan Scovil, Aleksandra Biernacka, Jakub Barszczewski, Agnieszka Szypulska, Iga Łazińska, Aleksandra Senn, Sara Herczyńska, Zofia Penza-Gabler, Iwona Bojadziejewa, Weronika Peek.

Roumanie : Raluca Popescu, Raisa-Gabriela Zamfirescu, Diana Alexandra Dumitrescu, Iulian Gabor, Bianca Mihăilă, Alexandra Mosor, Mioara Paraschiv, Maria Stoicescu.

Russie : Elena Zdravomyslova, Anastasia Daur, Valentina Isaeva.

Taïwan : Wan-Ju Lee, Tao-Yung Lu, Po-Shung Hong, Yu-Min Huang, Bun-Ki Lin, Yu-Chia Chen.

Turquie : Gül Çorbacıoğlu, Irmak Evren.



Au cours des dernières années, de nombreux pays dans le monde ont connu une augmentation de la contestation sociale et des manifestations de masse. Ces **manifestations et mouvements sociaux**, qui se sont surtout exprimés dans la rue, portaient différentes revendications, de la lutte contre les tendances antidémocratiques et néolibérales à celle contre les effets des inégalités économiques et sociales dictées par le marché. Les quatre articles inclus dans ce dossier traitent des formes spécifiques de la contestation sociale au Liban, en Irak, en France, au Chili et à Hong Kong.



Cette section offre un aperçu de la **sociologie aux Philippines**, en présentant les travaux de membres de la Société philippine de Sociologie (PSS) sur des questions telles que l'urbanisation et la gouvernance, le mouvement LGBT, les violences exercées dans le cadre de la « guerre contre la drogue », l'exercice de la sociologie publique dans les milieux défavorisés, ou la marginalisation de la région de Mindanao.



Avec ce numéro, Dialogue Global lance une série sur le **COVID-19** pour traiter de la signification et des conséquences de la pandémie pour les différents pays et régions du monde, pour la société dans son ensemble, et pour la sociologie. Dans cette section, trois sociologues présentent leurs points de vue sur les défis et les responsabilités de la sociologie dans le contexte actuel.



Dialogue Global est rendu possible grâce au généreux concours des **Éditions SAGE**.

Édition française : ISSN 2519-8696

> Dans ce numéro

Éditorial 2

> PARLONS DE SOCIOLOGIE

Le Manifeste convivialiste, une nouvelle idéologie politique.
Entretien avec Alain Caillé

Sari Hanafi, Liban 5

> MANIFESTATIONS ET MOUVEMENTS SOCIAUX

Évolutions mondiales et mouvements locaux

Johanna Grubner, Autriche 8

Manifestations de 2019-2020 à Hong Kong :
Un point de vue néo-foucaldien

Ngai-Ling Sum, Royaume-Uni 9

La politique expérientielle et les gilets jaunes

Michalis Lianos, France 12

Le réveil de la société chilienne face aux inégalités
du néolibéralisme

Jorge Rojas Hernández et Gunhild Hansen-Rojas, Chili 15

Comprendre les soulèvements d'octobre en Irak et au Liban

Rima Majed, Liban 18

> À L'ÈRE DU CAPITALISME NUMÉRIQUE

Médias et communication à l'ère du capitalisme
numérique

Marlen van den Ecker et Sebastian Sevnigani, Allemagne 20

Exploitation numérique : Les liens entre communication
et travail

Marisol Sandoval, Royaume-Uni, et Sebastian Sevnigani, Allemagne 22

Automatisation et capitalisme

Mark Andrejevic, Australia 25

Temporalité et transformation de la classe ouvrière
chinoise à l'ère numérique

Jack Linchuan Qiu, Hong Kong 27

Une rivalité États-Unis/Chine ?

Technologie numérique et industrie culturelle

Tanner Mirrlees, Canada 30

Le libre marché pour une presse post-socialiste libre ?

Mandy Tröger, Allemagne 32

> PERSPECTIVES THÉORIQUES

Inspirations venues d'Afrique : Les TIC, une forme de *juju*

Francis Nyamnjoh, Afrique du Sud 34

> SOCIOLOGIE DES PHILIPPINES

Faire de la sociologie aux Philippines

Filomin C. Gutierrez, Philippines 37

Les études urbaines aux Philippines :

La sociologie comme point d'ancrage

Louie Benedict R. Ignacio, Philippines 38

Gérer les conflits d'un point de vue *queer*

John Andrew G. Evangelista, Philippines 40

Les récits dissonants de la lutte antidrogue aux Philippines

Filomin C. Gutierrez, Philippines 42

Faire de la sociologie publique aux Philippines

Phoebe Zoe Maria U. Sanchez, Philippines 44

L'intégration de Mindanao dans la sociologie philippine

Mario Joyo Aguja, Philippines 46

> COVID-19 : PANDÉMIE ET CRISE

La sociologie mondiale dans la pandémie

Geoffrey Pleyers, Belgique 48

Covid-19 : Premières leçons de la pandémie

Klaus Dörre, Allemagne 50

La sociologie dans le monde post-Covid

Sari Hanafi, Liban 52

> RUBRIQUE OUVERTE

L'espace urbain genré au Bangladesh

Lutfun Nahar Lata, Australia 55

Internationalisme du travail et libre circulation du capital

Raquel Varela, Portugal 57

Le Portugal face à l'extrême droite

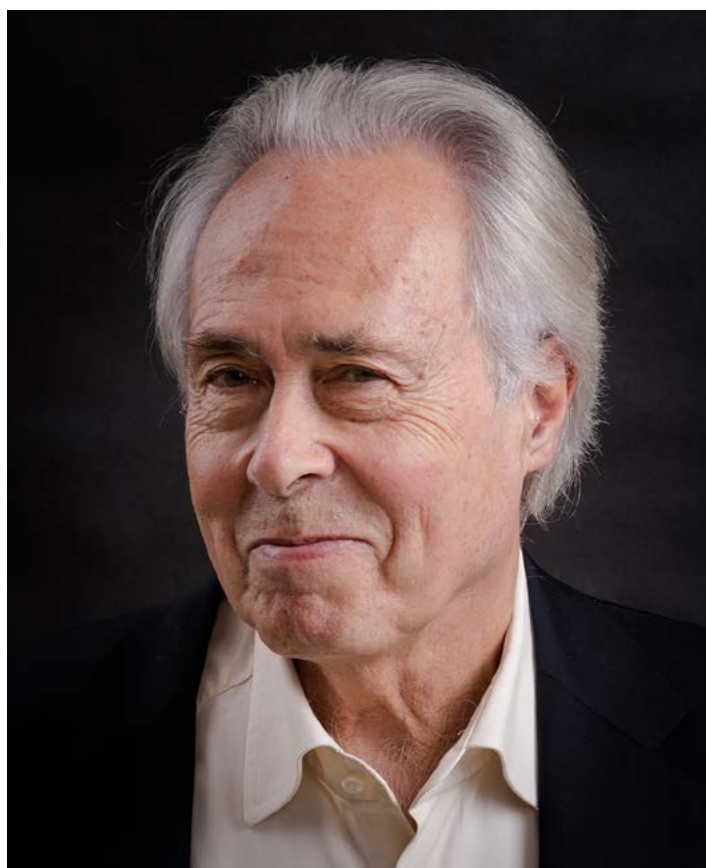
Elísio Estanque, Portugal 59

“La jeunesse est de plus en plus consciente de l'imminence des périls écologiques mais elle ne voit pas, ou pas assez, qu'on ne pourra pas y faire face sans remettre en cause l'hégémonie du néolibéralisme et sans, pour cela, redonner un nouveau souffle à l'imagination démocratique.”

Alain Caillé

> Le manifeste convivialiste, une nouvelle idéologie politique

Entretien avec Alain Caillé



Alain Caillé est professeur de sociologie émérite à l'Université Paris Ouest - Nanterre La Défense et directeur de publication de la Revue du MAUSS (Mouvement anti-utilitariste en sciences sociales). Il est connu pour ses critiques radicales de l'économie contemporaine et de l'utilitarisme dans les sciences sociales. Il est à l'origine du Manifeste convivialiste (2013). À l'occasion de la sortie de la deuxième version de ce manifeste (Internationale conviviale, Second Manifeste convivialiste. Pour un monde post-néolibéral, 2020), il a répondu aux questions de **Sari Hanafi**, Président de l'Association internationale de Sociologie (ISA), dans l'entretien qui suit.

| Alain Caillé. Crédit : Alain Caillé.

SH : Pourriez-vous nous expliquer brièvement en quoi consiste le Manifeste convivialiste ?

AC : Avant même de parler de son contenu, le point le plus important à signaler, sans doute, est que ce *Second Manifeste convivialiste* est cosigné par près de 300 personnalités intellectuelles (économistes, philosophes, sociologues, activistes associatifs) ou artistiques de 33 pays différents. Elles forment l'embryon d'une sorte d'Internationale conviviale (nom qui a été choisi pour désigner l'auteur collectif du Manifeste). Une Internationale, totalement informelle, rassurez-vous, sans bureau, sans organisation (juste quelques bonnes volontés) et sans un sou, mais qui ne demande qu'à s'étendre bien au-delà des 300 signataires initiaux, à de multiples autres intellectuels, activistes ou artistes, et, surtout, à

provoquer un basculement décisif de l'opinion publique mondiale. Depuis plusieurs décennies nous vivons sous l'emprise, sous l'hégémonie aurait dit Gramsci, de l'idéologie néolibérale, qui nous empêche d'imaginer un autre monde que le nôtre, celui qui se soumet tout entier aux injonctions d'un capitalisme rentier et spéculatif. Celui-ci, par nature, génère des inégalités vertigineuses qui, jour après jour vident un peu plus les idéaux démocratiques de leur contenu. Sauf dans les pays qui essaient de se débarrasser de leurs dictateurs, on « croit » de moins en moins à la démocratie, et notamment parmi les jeunes. C'est évidemment catastrophique. La démocratie est désormais menacée, un peu partout dans le monde, comme elle l'a été dans les années 30 en Europe. Avec elle, c'est tout ce qui est de l'ordre de la pensée, à commencer par la sociologie, qui risque de disparaître.

>>

SH : Pourquoi l'idéologie néolibérale est-elle si puissante ?

AC : Elle est soutenue, bien sûr, par de gigantesques moyens matériels, économiques, financiers, militaires, policiers, médiatiques, criminels parfois, etc. Mais il y a aussi un autre facteur, moins bien perçu mais essentiel, qui est la raison d'être du convivialisme : il n'existe pas à ce jour d'idéologie de remplacement, aucun ensemble à peu près cohérent d'idées, de concepts, de théories et de valeurs au nom desquels puissent se rassembler tous ceux, infiniment nombreux, qui aspirent à autre chose qu'à un monde régi par la seule logique financière et spéculative. Un monde dont nous savons bien par ailleurs qu'il est à deux doigts de basculer dans des désastres climatiques et environnementaux irrémédiables. Dans les pays riches, la jeunesse est de plus en plus consciente de l'imminence de ces périls écologiques, mais elle ne voit pas, ou pas assez, qu'on ne pourra pas y faire face sans remettre en cause l'hégémonie du néolibéralisme et sans, pour cela, redonner un nouveau souffle à l'imagination démocratique.

De manière idéal-typique disons que l'idéologie néolibérale s'organise autour des six propositions suivantes : 1. Il n'existe pas de sociétés, il n'existe que des individus. 2. L'avidité, la soif du profit, est une bonne chose. *Greed is good*. 3. Plus les riches s'enrichiront et mieux ce sera, car tous en profiteront par un effet de ruissellement. 4. Le seul mode de coordination souhaitable entre les sujets humains est le marché libre et sans entraves, y compris le marché financier et spéculatif, autorégulé. 5. Il n'y a pas de limites. Toujours plus, c'est nécessairement toujours mieux. 6. Il n'y a pas d'alternative. Ce qui est surprenant c'est qu'aucune de ces propositions n'a de véritable consistance théorique ou empirique. Et, pourtant, nous ne savons pas trop quoi opposer à l'ensemble qu'elles forment.

SH : Comment expliquez-vous cela ?

AC : Si nous restons impuissants face au néolibéralisme c'est parce que les grandes idéologies politiques modernes, dont nous sommes les héritiers – libéralisme, socialisme, communisme, anarchisme (chacun d'entre nous les combinant à sa guise) – ne sont plus à la hauteur des problèmes qu'il nous faut affronter aujourd'hui. Pour au moins trois raisons : 1. Toutes (au moins dans leurs variantes principales) reposant sur le postulat que les humains sont d'abord des êtres de besoin, et que les conflits entre eux sont provoqués par la rareté matérielle, conduisent à déduire que l'impératif premier est de produire toujours plus. 2. Cette « solution » pouvait avoir un sens aussi longtemps que la Nature apparaissait comme inépuisable, exploitable à l'infini (et que nous n'étions pas sous la menace de la stagnation séculaire, c'est-à-dire de longue durée, que diagnostiquent de nombreux économistes). Nous savons désormais que ce n'est pas le cas. 3. Nous concevant comme des êtres de besoin, ces idéologies ignoraient l'autre source des conflits,

au moins aussi importante que la rareté matérielle, qu'est le désir de reconnaissance. Du coup, elles ne nous disent rien sur les modalités possibles de la coexistence entre cultures et religions différentes, entre pays ou au sein d'un même pays. Et ne parlons pas des rapports hommes/femmes.

Le terme de « convivialisme » peut donc être vu au minimum comme un signifiant vide (l'équivalent du *mana* selon Lévi-Strauss...) symbolisant l'espoir d'une idéologie politique nouvelle dans laquelle puissent se reconnaître tous ceux qui aspirent à bâtir un monde post-néolibéral, chacun mettant sous ce terme ses aspirations et ses intérêts propres.

SH : Mais, le terme de « convivialisme » est-il le meilleur pour désigner une idéologie politique nouvelle ?

AC : Est-ce le bon mot ? Le néolibéralisme est-il bien le problème ? Le bon mot ? En français comme en anglais la convivialité désigne un art de la table entre amis qui permet de passer un bon moment ensemble. Le mot convivialisme a donc une connotation un peu gentille, qui rebute certains de nos sympathisants potentiels. Mais nous n'avons pas trouvé mieux pour désigner une philosophie de la vie en commun (de la « convivance ») qui pose la question de comment les humains peuvent et doivent coopérer en « s'opposant sans se massacrer » (suivant la formulation de Marcel Mauss). Le bon problème ? Certaines des personnalités que nous avons contactées ont renoncé à signer en disant que le problème crucial aujourd'hui n'était pas l'hégémonie du néolibéralisme mais la montée des populismes. C'est ne pas voir que celle-ci est une résultante de l'hégémonie néolibérale, son autre face en quelque sorte. Il suffit de relire *La Grande Transformation* de Karl Polanyi pour s'en convaincre.

SH : Quels sont les principes fondateurs du convivialisme ?

AC : Le « convivialisme » n'est pas seulement un signifiant vide, un symbole d'espoir. Pour ma part, je m'émerveille (et me réjouis) de voir que des personnalités intellectuelles extrêmement diverses – d'inspiration plutôt libérale ou socialiste pour certains, communiste ou anarchiste pour d'autres, sans compter différentes traditions religieuses – ont su se mettre d'accord sur cinq valeurs ultimes ou cinq principes, que je ne peux détailler ici : les principes de commune naturalité, de commune humanité, de commune socialité, de légitime individuation, et d'opposition créatrice (« coopérer en s'opposant sans se massacrer »). Ces cinq principes dessinent un espace axiologique commun qui circonscrit le champ des choix politiques légitimes possibles. Ils se tempèrent l'un l'autre. Mais tous sont subordonnés à un impératif que l'on peut dire catégorique : celui de la nécessaire maîtrise de l'aspiration à la toute-puissance, à la démesure, à l'*hubris*. Il ne reste que bien peu de temps à l'humanité pour apprendre à maîtriser sa propension à l'*hubris*. Peut-être la tâche prioritaire de la sociologie est-elle de l'y aider.

SH : Votre sociologie est-elle un appel à connecter la sociologie à la philosophie morale ?

AC : Entre autres, oui. Je ne peux pas lire les grands classiques de la sociologie, Marx, Tocqueville, Weber, Durkheim, etc., autrement que comme des philosophes moraux et politiques d'un genre un peu particulier. Des philosophes qui, à la différence d'un Hobbes, ou d'un Rousseau par exemple (qui disait : « Écartons tous les faits »), sont soucieux des faits et de leur historicité. Soucieux également d'anthropologie. Comment comprendre notre présent sans voir ce qui subsiste en lui de formes sociales passées ? D'où mon intérêt pour Marcel Mauss, qui nous montre comment les sociétés premières s'organisaient pour distribuer de la reconnaissance à leurs membres au prorata de leurs dons ou de leur participation au domaine de ce que la tradition phénoménologique appelle la donation (*Gegebenheit*). Domaine dont le *mana* est l'expression la plus connue. Sans cette dimension de philosophie morale, les classiques ne nous parleraient et ne nous intéresseraient plus guère. Une sociologie qui se bornerait à vouloir établir des faits – tâche infinie (lesquels ? comment ? pourquoi ?) – tournerait à vide et se condamnerait à l'insignifiance.

SH : Parmi les entrepreneurs moraux on trouve les autorités religieuses. Envisagez-vous de discuter/colaborer avec elles ?

AC : Ma conviction est que notre seule chance d'éviter les catastrophes – à la fois écologiques, économiques, financières, sociales, politiques et morales – qui nous menacent, est une prise de conscience planétaire de l'ampleur et de l'urgence des enjeux. Contre les dégâts que génère le capitalisme financier et spéculatif aujourd'hui dominant (vous aurez remarqué que je ne dis rien du capitalisme en général...), il faut parvenir à mobiliser une opinion publique majoritaire dans le plus grand nombre de pays possible. Je ne dis pas que ce sera facile ni que nous ayons de grandes chances de succès, mais il est évident que nous n'en aurons aucune sans le soutien des autorités religieuses. C'est la raison pour laquelle le Second manifeste cite d'assez longs passages d'une déclaration, *La Fraternité humaine. Pour la paix mondiale et la coexistence commune*, cosignée le 4 février 2019 par le pape François, au nom des chrétiens d'Occident et d'Orient, et par le grand imam d'Al-Azhar (Égypte), Ahmad al-Tayyeb, au nom des musulmans d'Orient et d'Occident. Et je ne vois pas pourquoi des autorités morales protestantes, bouddhistes, juives, etc. ne pourraient pas s'y associer. Peut-être faudrait-il essayer de créer très rapidement quelque chose comme une Assemblée mondiale de la commune humanité, comprenant des représentants de la société civile mondiale associationniste, de la philosophie, des sciences dites "exactes", des sciences humaines et sociales et des différents courants éthiques, spirituels et religieux qui se reconnaîtraient dans les principes du convivialisme. Il me semble que l'ISA pourrait jouer ici un rôle éminent.

SH : Est-ce que la réflexion autour de ce manifeste a fait l'objet de vérifications sur son utilité/validité pour le Sud global ? Est-ce qu'il y a des recherches faites dans ces pays ?

AC : Je répondrais oui et non. Oui, parce qu'un nombre non négligeable de signataires est issu de ce que vous appelez le Sud global et parce qu'un certain nombre d'amis du Sud sont associés à l'initiative du convivialisme depuis le premier Manifeste (2013). Mais non, aussi, malheureusement, parce que la plus grande partie du travail d'écriture et d'élaboration a été effectuée dans le Nord. Une étape importante maintenant est celle de l'appropriation et de l'enrichissement de la réflexion convivialiste par le Sud. Des traductions sont en cours en portugais et en espagnol (outre l'anglais, l'allemand, l'italien et le japonais), et des amis devraient s'en faire les porteurs en Argentine, au Brésil, au Mexique, mais aussi, j'espère, en Inde ou en Afrique, etc. Une traduction en arabe serait particulièrement importante, pour de nombreuses raisons. Mais allons à l'essentiel. Je dirais que ce Second manifeste fixe les bases d'un consensus post-néolibéral sur des enjeux écologiques, économiques et politiques centraux. C'est déjà bien, et presque inespéré. Mais il reste encore un travail considérable à faire pour intégrer tous les débats portés par les différents domaines d'étude – les *postcolonial*, *gender*, *subaltern*, *cultural studies* et autres. Je pense que très rapidement il faudra rédiger, sinon un *Troisième Manifeste convivialiste* (cela finirait par lasser), au moins ce qu'on pourrait appeler un *Supplément aux Manifestes convivialistes*. Et là, la contribution du Sud sera totalement indispensable.

SH : Êtes-vous optimiste quant à la diffusion de la convivialité ?

AC : Il me semble que le *Second Manifeste convivialiste* jette les bases de la philosophie politique dont nous avons besoin à présent. Mais une philosophie politique, ça ne fait pas une politique. Pour aller plus loin, il faut maintenant que des « entrepreneurs politiques » s'en emparent et qu'ils montrent concrètement, dans chaque pays ce que presque tous (salariés ordinaires, travailleurs précaires, petits commerçants ou entrepreneurs, populations ségréguées, etc.) nous aurions à gagner au convivialisme. Si, dans toutes ces catégories sociales, de plus en plus de gens commencent à se dire et à dire « moi, je suis convivialiste », alors nous aurons une chance d'éviter les catastrophes qui nous guettent. ■

SH : Merci, Alain, et bonne chance au convivialisme.

Toute correspondance est à adresser à :
Alain Caillé <alaincaille90@gmail.com>
Sari Hanafi <sh41@aub.edu.lb>

> Évolutions mondiales et mouvements locaux

Johanna Grubner, Université Johannes Kepler de Linz (Autriche) et assistante d'édition de *Dialogue Global*

Avant l'éruption du Covid-19 et l'adoption de restrictions à la libre circulation et au droit de réunion, beaucoup de pays dans le monde avaient été le théâtre d'une montée de la contestation sociale et des manifestations. Ces mouvements de protestation, qui se sont surtout exprimés dans la rue, portaient sur différentes questions et revendications. Les quatre articles inclus dans ce dossier traitent des formes spécifiques prises par ces mouvements sociaux et ces protestations au Liban, en Irak, en France, au Chili et à Hong Kong.

Le premier article, signé par Ngai-Ling Sum, porte sur les manifestations qui se sont produites dans les rues de Hong Kong en juin 2019. Sum interprète celles-ci d'un point de vue néo-foucaldien et montre comment, dans un contexte autoritaire illibéral, elles se sont amplifiées jusqu'à devenir un mouvement social, comment la lutte s'est manifestée face à l'affirmation croissante du contrôle du souverain par le biais d'une violence policière disproportionnée, et comment la biopolitique constructive des insurgés qui se trouvaient en première ligne a abouti à une protection de la vie contre une mort (pro-chaine).

En novembre 2018, les protestations des « gilets jaunes » ont fait leur apparition partout en France, introduisant une nouvelle structure et une nouvelle pratique

de la mobilisation sociale. Dans son article, Michalis Lianos nous permet de mieux comprendre cette forme spontanée et non partisane de mouvement social, qui bouscule notre compréhension sociologique de l'organisation, de l'architecture et du succès de l'action et de la réflexivité politiques collectives.

Après 40 années de politique néolibérale et de mobilisation continue au Chili, une nouvelle conscience émancipatrice s'est développée parmi la population, entraînant en octobre 2019 un mouvement de contestation massif et créatif. Jorge Rojas Hernández et Gunhild Hansen-Rojas décrivent la crise sociale produite par le régime néolibéral, l'occasion historique unique qui se présente aujourd'hui dans le pays, et la mobilisation sociale qui a conduit à la convocation d'un référendum en vue d'une nouvelle Constitution.

Dans l'article qui clôt cette série, Rima Majed analyse les soulèvements d'octobre 2019 en Irak et au Liban sous l'angle du processus révolutionnaire intervenu au sein du système politique connu sous le nom de « démocratie consociative ». Dans leur recherche d'un « nous » perdu, les acteurs sociaux doivent veiller à ne pas perdre de vue leur objectif social et politique lorsqu'ils revendiquent la justice socio-économique tout en rejetant le système confessionnel de partage du pouvoir. ■

> Manifestations de 2019-2020 à Hong Kong: Un point de vue néo-foucaldien

Ngai-Ling Sum, Université de Lancaster (Royaume-Uni)



Des manifestants utilisent des parapluies pour se protéger contre les gaz lacrymogènes lancés par la police à Hong Kong, en 2019. Photo : Joe Lee.

Les manifestations de juin 2019 à Hong Kong ont été déclenchées par un projet de loi d'extradition qui, s'il était adopté, permettrait le transfert vers la Chine continentale des citoyens et visiteurs de passage à Hong Kong en vue de poursuites pénales dans le cadre de son système judiciaire (et non de l'état de droit). Cette loi suscite l'inquiétude parmi la population, qui craint de voir Hong Kong perdre son « degré élevé d'autonomie » lié au principe « Un pays, deux systèmes ». Ce principe a été garanti par la déclaration conjointe sino-britannique de 1984 et la loi fondamentale chinoise de 1990 lorsque Hong Kong a été restitué en 1997 à la Chine continentale en tant que région administrative spéciale (RAS). Dans ce cadre, Hong Kong est doté d'un pouvoir exécutif et législatif, d'un système judiciaire indépendant, ainsi que du droit à un chef de l'exécutif nommé par le gouvernement central sur la base d'élections ou de consultations tenues localement.

Depuis 2003, cette crainte d'une perte d'autonomie s'est accentuée, face à une Chine continentale s'affirmant comme « une seule Chine » souveraine étendant toujours

plus son emprise sur Hong Kong. On peut citer comme exemple la mise en place d'une législation pro-chinoise, allant du projet de loi anti-subversion de 2003 prévu par l'article 23 au projet de loi de 2019 sur l'hymne national [chinois]. Ces mesures se sont accompagnées d'un recul de certains principes démocratiques à Hong Kong, comme le rejet de l'élection directe du chef de l'exécutif en 2015 et la destitution de six députés pro-démocratie en 2017. Cet empiètement au nom de la politique d'« une seule Chine » a été accentué par la procédure accélérée engagée pour faire adopter le projet de loi sur l'extradition de 2019. Le gouvernement de la RAS, avec le soutien du gouvernement central chinois, a même fait l'impasse sur l'examen habituel du projet de loi en commission, en le soumettant directement à l'assemblée législative pro-chinoise pour approbation. En riposte à cette précipitation, un million de personnes le 9 juin, puis deux millions le 16 juin, ont participé à des manifestations pacifiques. Étant donné le manque de réaction des autorités et les violences policières, les manifestations se poursuivent régulièrement. Les revendications des manifestants sont au

nombre de cinq : retirer le projet de loi sur l'extradition ; cesser de qualifier les manifestants d'« émeutiers » ; amnistier tous les manifestants arrêtés ; mener une enquête indépendante sur les brutalités policières ; et accorder le suffrage universel pour les élections du chef de l'exécutif et du conseil législatif de Hong Kong. Le projet de loi a finalement été retiré le 4 septembre 2019. Cependant, en raison des brutalités policières récurrentes et du refus de la chef de l'exécutif de satisfaire aux quatre autres demandes des manifestants (voir Tableau 1), la résistance s'est amplifiée jusqu'à devenir un mouvement social.

En analysant ce mouvement de protestation comme un mouvement social, je développe dans cet article une conception néo-foucaldienne centrée sur la biopolitique souveraine de la vie et de la mort. Selon Foucault, le souverain estime avoir le droit d'exercer son pouvoir sur un territoire et d'engager à ce titre une biopolitique de la vie et de la mort pour assurer sa propre sécurité. Les degrés de souveraineté varient dans les sociétés modernes et sont davantage visibles dans les contextes autoritaires illibéraux que dans les contextes démocratiques. Avec l'apparition de la notion d'« une seule Chine » à Hong Kong, le gouvernement de la RAS participe à un pouvoir co-souverain avec le régime à parti unique de la Chine continentale, afin de préserver la stabilité et la sécurité de Hong Kong. Les manifestants de Hong Kong se retrouvent exclus de cette co-gouvernance autoritaire et ont peu de marge de manœuvre. Leur biopolitique de la résistance implique que les insurgés qui se trouvent en première ligne fassent usage de leur vie comme d'une arme presque jusqu'à la mort, et que les partisans à l'arrière se déclarent en faveur de la protection de la vie des insurgés contre une (quasi) mort.

> La biopolitique des insurgés : Faire de sa vie une arme, (presque) jusqu'à la mort

Face à une Chine continentale qui se présente de plus en plus comme « une seule Chine » souveraine et au mouvement de protestation que cela a déclenché en 2019, la police (et la loi) jouent un rôle souverain dans la biopolitique qui consiste à : a) affaiblir la contestation dans les rues ; b) instiller la peur moyennant des arrestations, poursuites et procès ; et c) causer des lésions corporelles moyennant une violence disproportionnée. Le gouvernement central chinois ayant condamné les mani-

Tableau 1 : Les 5 revendications des manifestants de Hong Kong en 2019

Retirer le projet de loi sur l'extradition
Cesser de qualifier les manifestants d'« émeutiers »
Issue an amnesty for all arrested protesters
Décréter l'amnistie pour tous les manifestants arrêtés
Mener une enquête indépendante sur les brutalités policières

Tableau 2 : Formes pacifiques de contestation et recours à la force

Formes de contestation	Exemples
Moyens pacifiques	Manifestations, chaînes humaines, chants et rassemblements sur les places publiques, élaboration de posters et de statuts, « murs/tunnels Lennon » (murs recouverts de post-its revendicatifs), campagnes internationales, etc.
Recours à la force	Bombes aérosol, pointeurs laser, combats de rue, bombes à essence, barricades, exactions d'ordre privé/public, jet de briques, incendies criminels de commerces pro-chinois, siège d'universités, etc.

festants comme étant « assimilables à des terroristes » et la chef de l'exécutif de Hong Kong n'ayant pas accédé à leurs cinq demandes (voir Tableau 1), le mouvement de protestation a cessé d'être pacifique pour employer des moyens plus énergiques ou violents (voir Tableau 2). La police antiémeute, avec le soutien de la chef de l'exécutif, a réagi avec une violence accrue en lançant des gaz lacrymogènes, en procédant à des arrestations arbitraires ou forcées, en frappant brutalement les manifestants, en utilisant des canons à eau contenant des substances chimiques et même en tirant des coups de feu. Les forces de police ont placé des indicateurs et désigné les manifestants comme des « cafards » qui peuvent être éliminés pour maintenir la sécurité. Cela a dégénéré en un scénario de « violence qui génère toujours plus de violence » et les manifestants ont commencé à expérimenter la peur et le désespoir, pour eux-mêmes et pour la population.

Les manifestants qui se trouvent en première ligne résistent en se servant de leur vie comme d'une arme, en réaction à la violence disproportionnée des forces de l'ordre et à leurs craintes concernant leur avenir et celui de Hong Kong. Leur refus d'être extradés constitue un terrain propice à l'essor d'une identité hongkongaise. Certains insurgés sont prêts à sacrifier leur vie pour défendre et sauvegarder le mode de vie autonome de Hong Kong tel qu'il est défini par le principe des « deux systèmes ». Dans les affrontements contre la police qu'ils livrent sur le mode de la guerre, certains portent même leur testament (et leurs déclarations de non-suicide) dans leur sac à dos. Leurs réflexions personnelles comprennent des messages comme « Give up Life for Hong Kong Society » (Sacrifier ma vie pour la société hongkongaise), « Defend Hong Kong with my Blood » (Verser mon sang pour défendre Hong Kong) et « Use Death to Exchange for Freedom » (Échanger la mort contre la liberté). Ces manières d'utiliser la vie comme une arme dans la biopolitique des insurgés de Hong Kong sont l'expression enflammée de l'espoir, de la peur, de la consternation, de la colère, des larmes, du sang et d'une quasi-mort. La résistance implique la biopolitique du traumatisme psychologique, le sacrifice de soi, la peur des blessures physiques, de l'arrestation, de la détention, des



Une manifestation de masse à Hong Kong en 2019. Photo : Virginia Pak.

poursuites en justice, de l'incarcération, de la disparition et du suicide.

> Biopolitique constructive : Protéger la vie des insurgés contre une (quasi-)mort

La biopolitique insurrectionnelle des protestataires incite à des efforts constructifs pour protéger la vie. Les protagonistes du précédent mouvement des parapluies de 2014 ont appris que les leaders pouvaient être poursuivis et emprisonnés. Cette expérience a contribué à ce que le mouvement actuel fonctionne sans leader officiel. Le mouvement adopte une stratégie sans leader et a recours aux tactiques diffuses du « be water » et à l'entraide. Celles-ci sont facilitées par l'utilisation d'applications Internet telles que Telegram et Airdrop pour partager des informations et coordonner les diverses actions et décisions.

Le mouvement est financé par le cloud et renforcé par des groupes d'entraide qui transcendent les clivages professionnels, générationnels, sexuels et raciaux. Ces partisans se rassemblent pour protéger la vie des insurgés d'une mort prochaine. C'est ce qu'illustre par exemple la campagne « Protect the Children » lancée par un groupe de seniors pour surveiller et protéger les jeunes qui se retrouvent en première ligne. Certains choisissent de se placer entre la police antiémeute et la première ligne de manifestants, tandis que d'autres brandissent des pancartes avec des déclarations telles que « Ne tirez pas sur nos enfants ». Ces actions de protection de la vie sont également renforcées par des chaînes d'approvisionnement biopolitiques qui fournissent des dons, des repas, de l'eau, des masques faciaux (pour se protéger et préserver

son identité), des parapluies, une protection des données, des transports gratuits, une aide médicale, une assistance sociale, des conseils juridiques et des foyers ouverts pour accueillir les jeunes qui manifestent en première ligne.

D'autres mesures biopolitiques constructives comprennent : a) la mise sur pied d'une chaîne humaine de près de 50 kilomètres d'une extrémité à l'autre du port de Hong Kong, pour symboliser le désir de liberté ; b) l'organisation du deuil public pour les morts, afin d'encourager l'apaisement des esprits et le renouvellement de l'engagement ; c) la finalisation et l'enregistrement de nouvelles chansons telles que *Glory to Hong Kong* dans un délai de cinq jours, pour remonter le moral des protestataires et unir le mouvement ; et d) la mise en place de nouveaux syndicats et de soutiens électoraux, pour consolider l'énergie issue de la contestation de rue. On retrouve des pratiques similaires d'amélioration de la vie aux niveaux (trans-)local et (trans-)national. Les sympathisants à Hong Kong s'unissent à la diaspora hongkongaise pour entreprendre des actions de sensibilisation internationale et de diplomatie « people to people » (directe) qui ciblent les communautés locales, les assemblées législatives nationales, les médias mondiaux et les organisations internationales pour « se tenir aux côtés de Hong Kong » dans cette lutte.

> Observations finales

Dans cet article, j'adopte une approche néo-foucaldienne du mouvement de contestation de 2019-2020 à Hong Kong. Étant donné que cette contestation intervient dans le contexte autoritaire et illibéral du pouvoir co-souverain exercé par le gouvernement de la RAS de Hong Kong et le régime à parti unique de la Chine continentale, la perspective d'une biopolitique souveraine est importante pour comprendre ce mouvement de protestation. Elle met en évidence la conjoncture de 2019, lorsque la propagation plus poussée du modèle d'« une seule Chine » à Hong Kong s'accompagne du refus de certains citoyens partisans des « deux systèmes » de renoncer à leur « degré élevé d'autonomie ». Cette lutte dans le cadre du principe « Un pays, deux systèmes » s'exprime moyennant l'affirmation croissante du contrôle du souverain par le recours à une violence policière disproportionnée. Cela se heurte à la biopolitique de vie et de mort des protestataires qui coexiste avec les actes biopolitiques constructifs des partisans qui luttent contre la politique d'extradition de Hong Kong. ■

Toute correspondance est à adresser à Ngai-Ling Sum <n.sum@lancaster.ac.uk>

Remerciements

Je tiens à remercier Brigitte Aulenbacher, Bob Jessop, Virginia Pak, Joe Lee et le « Lancaster Stands With Hong Kong Group » pour leur soutien dans la rédaction de cet article et l'apport de photographies.

> La politique expérientielle et les gilets jaunes¹

Michalis Lianos, Université de Rouen (France)



Forte présence policière lors d'une manifestation à Paris en 2019. Photo : Michalis Lianos.

Les gilets jaunes sont sortis de nulle part. La société française n'était fondamentalement pas consciente du potentiel que recélait un tel mouvement. On sait bien que les institutions politiques établies et les médias ont dénigré le mouvement. Ce n'était pas surprenant dans la mesure où l'on pensait que les classes populaires blanches constituaient un tampon, inerte et obtus, entre les minorités raciales victimes de ségrégation et les différentes strates de la classe moyenne. Ce qui est surprenant, c'est qu'un mouvement spontané et non partisan ait émergé, et ait brisé l'architecture établie de la stratification politique dans une société postindustrielle. Cela est certainement lié à la conjonction rare d'un nouveau parti politique (La République en

marche) qui a remporté à la fois l'élection présidentielle et les élections législatives françaises, et d'un président qui n'avait jamais auparavant exercé de mandat électif. L'ampleur des espoirs d'amélioration ainsi suscités a été à la mesure de la déception qui s'ensuivit.

Le mouvement a fait son apparition dans la sphère publique nationale le 17 novembre 2018. Deux semaines plus tard, il faisait la une des journaux du monde entier. Entretemps, une transformation spectaculaire était à l'œuvre. Après l'étincelle initiale déclenchée par la hausse de la taxe sur le carburant, les gilets jaunes ont rapidement évolué vers une remise en cause plus globale de l'ensemble de l'architecture politique des sociétés contemporaines.

>>



Un manifestant affiche ses positions à Paris, 2019.
Photo : Michalis Lianos.

Désormais, ils revendiquaient la mise en place d'un référendum d'initiative citoyenne comme moyen de donner au « peuple » un contrôle total sur les décisions importantes dans tous les domaines de gouvernance. En même temps, ils affirmaient qu'ils étaient « le peuple », qu'ils se sentaient humiliés, censés vivre en silence dans la quasi-pauvreté et méprisés par les « élites », alors même qu'ils incarnaient le cœur même de la société française. Ce sentiment de légitimité sociale s'est trouvé particulièrement renforcé par le fait de se présenter comme « apolitiques » et « pacifistes », la plupart d'entre eux n'ayant jamais participé auparavant à une manifestation et se montrant indifférents ou hostiles aux partis politiques. Ils ont donc été choqués et offensés de se trouver confrontés à une violente répression policière, car ils se considéraient comme des citoyens respectueux des lois qui exerçaient pour la première fois leur droit de manifester.

Outre leur importance comme mouvement de contestation, les gilets jaunes ont amorcé une nouvelle étape dans la structure et la pratique des mouvements sociaux. Leurs

nombreux aspects originaux bousculent toute une série de postulats sur la nature, l'organisation et le succès de l'action politique collective. Je mentionnerai brièvement cinq aspects successifs pour illustrer l'intérêt sociologique de ces innovations :

1. Le rejet de tout lien avec les partis politiques et les mouvements constitués

L'élément le plus impressionnant de ce phénomène est sa spontanéité. Les gilets jaunes ne se sont pas réunis autour d'une approche ou d'une théorie politique spécifiques. Ils n'avaient même pas de vague point de vue politique en commun. Cependant, ils ont instinctivement estimé qu'on ne pouvait faire confiance à aucune des structures de « formatage » politique. Toute personne détenant ou recherchant le pouvoir était à leurs yeux corrompue, corruptible ou, au mieux, principalement intéressée à défendre ses propres intérêts, et non ceux du « peuple ». Cela ne veut pas dire que les gilets jaunes ont évolué vers le « populisme ». Au contraire, ils ont rejeté non seulement l'autoritarisme, mais même la hiérarchie au sein du mouvement. Ils sont presque immédiatement devenus une communauté soudée d'individus, une « famille » comme ils se sont eux-mêmes souvent désignés, de personnes qui gardaient jalousement leur droit de prendre des décisions de manière autonome suivant qu'ils étaient en accord ou en désaccord sur telle ou telle question. Ils ont spontanément fui tout cadre ou programme sociopolitiques.

2. La pluralité idéologique

Les mouvements sociaux sont bien connus pour leur tendance à l'homogénéité idéologique. Si les tensions et les antagonismes se développent toujours au sein d'un mouvement, il est pratiquement acquis que ces tensions tournent autour du contrôle du cadre idéologique unificateur et des actions qui vont en découler. Là encore, les gilets jaunes font manifestement exception à cette loi de l'homogénéité. Non seulement ils n'ont pas convergé autour d'une idéologie politique spécifique, mais ils ont réussi dans le même temps à constituer une base pluraliste pour leurs revendications. Cela a été possible à la fois parce qu'ils ont résolument tenu la politique partisane à l'écart de leur mouvement et parce qu'ils ont spontanément accepté de coexister les uns avec les autres, alors qu'ils étaient souvent largement en désaccord sur des questions spécifiques. Leur explication était expérientielle. Ils étaient « dans la même merde » et ce qui importait, c'était leur ressemblance objective et la volonté de changer cette situation. Les explications qu'ils donnaient à cette situation divergeaient peut-être, mais elles avaient toujours trait à un système où les puissants ne respectaient pas suffisamment les gens du « peuple » pour leur permettre d'avoir une vie décente.

3. L'architecture neuronale et l'autonomie

Le mouvement s'est auto-organisé autour de groupes, qui se recoupent partiellement, dans des espaces virtuels ou réels. Chaque participant a été impliqué dans des discussions, des débats, des assemblées et des actions de protestation, par le biais d'un ou plusieurs groupes en ligne, ou autour d'un ou plusieurs ronds-points. Le développement de cette structure neuronale qui a couvert l'ensemble du territoire français (y compris ses territoires coloniaux éloignés) a été une caractéristique essentielle du mouvement des gilets jaunes. La conscience de l'autonomie individuelle que leur a apporté Internet s'est traduite par le choix du rond-point comme point de convergence communautaire. Dans les deux cas, le principe conceptuel est le même : que des points d'intersection autonomes garantissent que seul le réseau en tant que tel détient le pouvoir. Il n'y a pas au-dessus ceux qui dirigent, et en-dessous ceux qui exécutent.

4. La démocratie directe

Naturellement, ces caractéristiques constituaient une base symbolique destinée à un mode d'organisation politique où la participation constante et égale était considérée comme une condition préalable plutôt qu'un objectif utopique. De façon impressionnante, un mouvement de personnes modérément instruites, issues des classes populaires et qui se mobilisaient pour la première fois, a dès le départ affirmé que les systèmes représentatifs de participation et de décision étaient obsolètes et dangereux. Les gilets jaunes ont employé deux moyens puissants pour étayer cette affirmation. Premièrement, ils ont rejeté toute représentation du mouvement par quiconque, à quelque niveau que ce soit. Ils n'ont choisi qu'au cas par cas des « porte-parole » des ronds-points, malgré les pressions considérables exercées par l'ensemble des institutions politiques pour qu'ils élisent des représentants

permanents. Il n'y a jamais eu personne qui ait pu s'exprimer au nom des gilets jaunes, et toute tentative en ce sens revenait à trahir le mouvement. Deuxièmement, ils ont décidé que c'était l'ensemble de la structure politique des sociétés contemporaines qui devait changer. Ils ont réclamé l'introduction de référendums d'initiative citoyenne dans tous les domaines. Ils décideraient, et les « élites » se contenteraient d'exécuter leurs décisions.

5. La tolérance de l'incertitude

Au moment où j'écris ces lignes (23 février 2020), les gilets jaunes entament leur 67^e semaine de mobilisation. Il s'agit incontestablement du mouvement de protestation politique globale le plus long de l'histoire récente. Les gilets jaunes n'ont jamais cherché à promouvoir une utopie spécifique ni à mettre en œuvre un projet politique particulier. Au contraire, ils sont restés mutuellement ouverts sur leurs priorités et leurs idées pluralistes. Cela leur a permis d'atteindre un niveau de réflexivité collective sans précédent. Pour eux, l'important était de progresser vers un changement politique global, plutôt que de s'emparer d'une partie du pouvoir dans un système établi. Ce faisant, l'incertitude du résultat ne les a pas arrêtés. Comme ils me le disaient généralement lorsque je les interrogeais, « Il nous faut continuer. On verra bien ce qui en sortira ».

Bien que moins nombreux, des rassemblements, marches et manifestations de gilets jaunes se poursuivent à divers endroits à travers la France. Tous, nous nous demandons quel sera l'impact durable du mouvement. Dans tous les cas, une conclusion s'impose. Les gilets jaunes ont prouvé qu'un nouveau degré de réflexivité politique collective est possible. Ils ont établi un nouveau lien entre l'expérience individuelle, la communauté et le mode d'organisation politique, préfigurant une démocratie directe à grande échelle. ■

1. Cet article est basé sur une recherche empirique approfondie menée depuis le début du mouvement des gilets jaunes. Pour en savoir plus, voir [ici](#), [ici](#), or [ici](#).

Toute correspondance est à adresser à :
Michalis Lianos <michalis.lianos@univ-rouen.fr>

> Le réveil de la société chilienne

face aux inégalités du néolibéralisme

Jorge Rojas Hernández, Centro de Recursos Hídricos para la Agricultura y la Minería (CRHIAM, Chili) et **Gunhild Hansen-Rojas**, Universidad de Concepción (Chili)



Au Chili, les cacelrazos, ou « concerts de casseroles », faisaient partie des moyens employés par les manifestants pour se faire entendre.
Photo : Diego Correa/flickr.com. Certains droits sont réservés.

L'explosion sociale (*estallido social*) actuelle au Chili se manifeste de manière créative dans les graffitis, les peintures murales, la musique, la poésie, les chansons, les réunions et les débats collectifs. Le mécontentement accumulé au fil des années par les Chiliens trouve ainsi à s'exprimer à travers une nouvelle forme esthétique. Des décennies d'insatisfaction, de discrimination et d'injustice sociale sont dénoncées dans des slogans comme « Le Chili s'est réveillé ! », « ... jusqu'à ce que la dignité humaine devienne une habitude quotidienne ! », « Le Chili va enterrer le néolibéralisme ! », « Je n'ai plus peur ! », « Assez d'abus ! », « Éliminons les fonds de pension privés ! », « Le marché ne protège pas les droits sociaux ! », « Nous ne sommes pas en guerre ! », « Pour une nouvelle Constitution ! », « Pas d'accord politique sans nous »

>>

les femmes ! », « Nous avons besoin d'une nouvelle démocratie ! », « L'éducation gratuite pour tous ! », « Des droits à l'eau gratuite et publique ! », « Ma plus grande crainte, c'est que rien ne change ! », « La normalité est le problème ! », « Pour le droit de vivre en paix ! ».

> Un réveil douloureux

Le 18 octobre 2019, le Chili a changé. La colère refoulée a été libérée de manière à la fois massive et créative. Aujourd'hui, après quatre mois de mobilisation continue, un nouvel esprit républicain, qui apparaît irréversible, se fait sentir. Après 40 années, les Chiliens prennent conscience des effets négatifs du modèle néolibéral dominant, mercantiliste et non réglementé : inégalités sociales, et privatisation des services de base, des retraites, des secteurs de l'éducation et de la santé, ainsi que des ressources naturelles. Le gouvernement a répondu par des violences policières. Plus de 400 personnes ont perdu la vue à cause de l'utilisation d'armes à feu, et des femmes ont été violées. Des actes de torture et des milliers d'arrestations arbitraires ont eu lieu. Le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme et d'autres organisations internationales ont confirmé que les droits de l'homme sont massivement violés aujourd'hui dans le pays, et ont appelé le gouvernement chilien à réagir.

Ce réveil de la société chilienne n'est pas un phénomène spontané mais le résultat d'un processus complexe d'accumulation d'expériences négatives et d'insatisfaction sociale. Après 40 années de régime néolibéral, celui-ci apparaît à bout de souffle, et la crise à laquelle il a mené a mis à nu les dommages irréversibles dont le pays aura du mal à se remettre. Grâce aux mobilisations et aux nouveaux flux d'informations, une nouvelle conscience émancipatrice est en train de naître parmi les Chiliens.

> Inégalités sociales et écologiques, et mouvements sociaux

Les inégalités sociales et structurelles au Chili ont augmenté plus vite que les promesses du marché : bas salaires, retraites indignes, privatisation des systèmes de santé et d'éducation qui a conduit à une augmentation des frais d'accès, précarité du travail, services de base excessivement chers et privatisés, coût de la vie incroyablement élevé, et concentration extrême de la richesse. En outre, les jeunes ont beaucoup de difficulté à intégrer le marché du travail, la discrimination à l'égard des femmes existe toujours, et les droits des peuples indigènes ne sont toujours pas reconnus. Le faible niveau de participation des citoyens, les problèmes environnementaux et la vulnérabilité au changement climatique, ainsi que le manque d'eau et de ressources, entraînent des problèmes supplémentaires pour mettre à disposition des services de base.

Ces politiques de privatisation et d'individualisation entraînent nécessairement une perte de sens ainsi qu'un sentiment d'incertitude quant à l'avenir. D'où des mobilisations, et l'émergence de nouveaux mouvements sociaux : 2006 a vu naître la « révolte des pingouins », le mouvement des lycéens pour réclamer un meilleur système d'éducation publique. En 2011, un mouvement étudiant influent et massif s'est constitué pour réclamer la gratuité de l'enseignement universitaire. Ces deux mouvements ont trouvé un large écho auprès de la population. En 2018, le mouvement « No+APF » contre le système de retraites privatisé chilien a vu le jour. Les mouvements ethniques, et en particulier les représentants des communautés Mapuches, réclament leur reconnaissance dans la Constitution, la restitution des terres et une certaine autonomie en tant que minorités ethniques. Il existe également de nouveaux mouvements de défense de l'environnement et mouvements d'opposition à la construction de mégaprojets responsables de la perte d'écosystèmes et d'habitats. Le mégaprojet Hydro-Aysen en Patagonie est devenu le symbole le plus important de ce mouvement. En outre, des citoyens se sont mobilisés contre les politiques environnementales du gouvernement dans les zones dites « sacrifiées » (*zonas de sacrificio*) des municipalités de Quintero, Puchuncaví et Coronel, qui sont extrêmement contaminées par la forte densité industrielle et présentent des taux extrêmement élevés de pathologies. 2019 a également été l'année de la mobilisation des femmes contre les abus sexuels et pour l'égalité entre les sexes. Ces exemples montrent que la société chilienne a été peu à peu bouleversée, au fur et à mesure qu'elle prenait conscience des zones d'ombre du modèle tant célébré et qu'elle a commencé à s'organiser en amont, en partant de la base.

> Réformes sociales et pacte social

Dans cette situation, le Chili a besoin de profondes réformes sociales pour parvenir à un système de protection sociale qui compense les carences existantes et réponde aux revendications des protestataires. La Mesa de Unidad Social, une association de diverses organisations sociales, a exigé un pacte social avec la participation active de la société civile sous le slogan « No habrá paz si no hay justicia social » (Il n'y aura pas de paix sans justice sociale). Le 22 décembre 2019, la majorité des municipalités chiliennes ont organisé avec succès une consultation citoyenne sur les problèmes jugés urgents par la population, à laquelle plus de 2,5 millions de Chiliens ont participé, avec les résultats suivants : 91,3% souhaitent une nouvelle Constitution ; 89,9% sont prêts à participer à un référendum en avril 2020 ; une grande majorité est en faveur d'une assemblée constituante démocratiquement élue. La consultation a également signalé trois grandes priorités : de meilleures pensions, un meilleur système de santé et un accès garanti à un système d'éducation

public amélioré. Un pacte social constituerait donc une contribution essentielle à la résolution de la crise actuelle du modèle néolibéral.

Ces revendications sociales étaient déjà présentes dans les démocraties du XX^e siècle, mais elles ont été en partie démantelées par les stratégies néolibérales engagées à l'échelle mondiale. Comme le montrent les événements et débats actuels à travers le monde, ces acquis historiques de l'État providence doivent être réactivés au XXI^e siècle et réintégrés dans les politiques actuelles afin de garantir la qualité de vie des populations, contrer le populisme de droite et assurer le développement des pays.

> Une crise de légitimité de l'État et des partis politiques

La crise sociale a révélé les défaillances de l'État produites par le néolibéralisme. Le néolibéralisme a toujours défendu un État minimal, la privatisation et l'individualisation de la société. Les conséquences dévastatrices de cette doctrine se font sentir aujourd'hui. Le gouvernement conservateur du Chili, dépassé par la situation, réagit par la violence, la déclaration de l'état d'urgence, et l'oppression, sans faire de distinction claire entre les grandes manifestations démocratiques pacifiques de citoyens et les actes de pillage, les incendies criminels et la violence destructrice de petits groupes isolés.

C'est dans ces circonstances que le Centro de Estudios Públicos a publié en décembre 2019 les résultats suivants de l'enquête sur la confiance des Chiliens dans leurs institutions : seuls 5% font confiance au gouvernement, 3% au Parlement, 2% aux partis politiques, et 8% au pouvoir judiciaire. La grande majorité des personnes interrogées rejette la violence comme forme de contestation, ainsi que la violence policière. 67% appellent de leurs vœux une nouvelle Constitution, et 56% estiment

que celle-ci constitue un instrument important pour résoudre les problèmes actuels. 87% sont favorables à des dirigeants capables de promouvoir le dialogue social et politique et le consensus. Parmi les trois questions que les personnes interrogées jugent devoir être traitées en priorité par le gouvernement, 64% ont cité les pensions de retraite, 46% la santé et 38% l'éducation. L'enquête fait apparaître la légitimité de la démocratie comme système politique.

> Pour une nouvelle Constitution et une démocratie renouvelée

Le 15 novembre 2019, les fortes et continues mobilisations sociales ont conduit le gouvernement et l'opposition à se mettre d'accord pour que soit organisé un référendum le 25 octobre 2020 en vue d'une nouvelle Constitution. Les représentants qui élaboreront cette nouvelle Constitution seront élus le 11 avril 2021 et devront satisfaire à trois critères importants : respecter la parité hommes-femmes, ne pas être affiliés à un parti politique, et assurer la représentation des minorités indigènes.

Avec ce plébiscite et les stratégies pour l'avenir qui y sont associées, le Chili a une occasion historique unique de résoudre les problèmes politiques et sociaux existants de manière pacifique et démocratique et avec la participation de tous les acteurs sociaux. Il reste cependant un obstacle potentiel, à savoir, le refus du secteur conservateur de soutenir ce processus dans le but d'empêcher l'adoption d'une nouvelle Constitution et la modernisation des institutions et des systèmes de retraite, de santé et d'éducation, et par là de maintenir les structures de pouvoir et de marché existantes. On peut espérer que les revendications des mouvements citoyens se traduiront au bout du compte par un processus pacifique et démocratique et un plébiscite réussi portés par une vaste participation de tous les secteurs de la société. ■

Toute correspondance est à adresser à :
Jorge Rojas Hernández <rojas@udec.cl>
Gunhild Hansen-Rojas <hansen-rojas@udec.cl>

> Comprendre

les soulèvements d'octobre en Irak et au Liban

Rima Majed, Université américaine de Beyrouth (Liban) et membre des comités de recherche de l'ISA « Forces armées et résolution des conflits » (RC01), « Racisme, nationalisme, indigénité et appartenance ethnique » (RC05), « Sociologie politique » (RC18), « Femmes, genre et société » (RC32), « Classes sociales et mouvements sociaux » (RC47) et « Mouvements sociaux, action collective et changement social » (RC48)



Une manifestation à Beyrouth lors du soulèvement d'octobre en Irak, 2019. Source : Wikimedia Creative Commons.

Octobre 2019 a vu l'éruption de mobilisations de masse sans précédent en Irak et au Liban. Tel un feu de forêt, les protestations ont rapidement gagné l'ensemble des deux pays, attirant des centaines de milliers, voire des millions, de manifestants en quelques jours. Au cœur des revendications se trouvaient les questions du chômage, d'une fiscalité injuste, de la corruption généralisée, du manque de services de base tels que l'eau et l'électricité, et de la mauvaise gouvernance. Ce n'était certes pas la première fois que de telles revendications étaient exprimées dans les rues, mais les manifestations d'octobre 2019 se sont clairement distinguées, par leur portée et leur ampleur, de toutes les mobilisations précédentes. Au Liban, comme en Irak, ces soulèvements ont rapidement été qualifiés de « révolutions », marquant une nette rupture avec les vagues de mobilisation antérieures, comme celles qui s'étaient produites en 2011 et 2015 dans les deux pays.

Bien que ces soulèvements peuvent ne pas correspondre à la définition traditionnelle des « révolutions » dans les travaux consacrés aux mouvements sociaux – puisqu'ils n'ont pas conduit à renverser le régime – il est important de penser en termes de *processus* révolutionnaire, plutôt qu'en termes de révolutions comme *événements* qui réussissent ou échouent. En fait, les soulèvements d'octobre en Irak et au Liban se sont produits dans le contexte de plus d'une décennie de mobilisation cyclique dans les deux pays, l'an-

née 2015 ayant constitué un tournant essentiel, avec des mobilisations anti-régime axées sur des revendications socio-économiques, qui allaient au-delà des politiques identitaires jusque-là exagérément mises en avant. De plus, ces « explosions sociales » à caractère révolutionnaire ont clairement éclaté dans le contexte d'une deuxième vague de « révolutions arabes », qui avait débuté fin 2018 au Soudan et en Algérie et réussi à renverser deux dictateurs.

Cependant, ce qui rend depuis 2011 les cas irakien et libanais comparables, et différents de ceux du reste du monde arabe, c'est le système politique que les manifestants cherchent à renverser dans ces deux pays. Alors que les révolutions dans le monde arabe ont toutes eu lieu dans des pays dotés de régimes autoritaires ou de monarchies, le Liban et l'Irak sont les seuls cas où les soulèvements ont éclaté dans le cadre d'un système politique connu sous le nom de démocratie consociative – un dispositif de partage du pouvoir basé sur l'identité (confessionnelle et ethnique) où il n'y pas une « tête » particulière à renverser. Cette situation – associée au néolibéralisme, au clientélisme à base confessionnelle (connu sous le nom de *muhassasa*) et à l'héritage des guerres civiles et de la violence – a rendu la trajectoire de ces soulèvements plus difficile à cerner.

> Est-ce une opposition entre confessionnalisme et nationalisme ?

Depuis octobre 2019, les principales places du Liban et d'Irak sont remplies de manifestants qui brandissent le drapeau national et chantent l'hymne national, suivant une démarche souvent adoptée dans ces pays pour exprimer leur rejet des divisions confessionnelles et ethniques et mettre en avant la « coexistence » et « l'unité nationale » malgré la diversité. Mais le nationalisme est-il nécessairement l'opposé du confessionnalisme ?

Depuis des décennies, les études consacrées au confessionnalisme et au nationalisme montrent que ces deux phénomènes ne sont pas nécessairement opposés, le nationalisme ayant souvent été assorti d'une connotation confessionnelle. Par exemple, on a souvent attribué une connotation sunnite

au nationalisme arabe, et traditionnellement une connotation chrétienne au nationalisme libanais. Cependant, il est encore très courant au niveau de la société de mobiliser le nationalisme comme une marque de rejet du confessionnalisme. Les soulèvements en Irak et au Liban ont clairement abordé la problématique du confessionnalisme en manifestant leur aspiration à une « nation imaginée » comme remède.

En Irak, le mouvement a commencé début octobre à la suite d'un appel à la mobilisation lancé par le collectif *Nazel Akhod Haqqi* (« Je me mobilise pour défendre mes droits »). Sur les places où se rassemblaient les manifestants, les principaux slogans étaient « Le peuple veut la chute du régime », faisant écho au célèbre chant scandé en 2011, et « Nous voulons une patrie ». En réclamant une « patrie », un « pays » ou une « nation », les manifestants exprimaient leur souhait de pouvoir compter sur un État capable d'être au service de ses citoyens et de leur procurer un sentiment d'appartenance au-delà de la fragmentation confessionnelle et ethnique du pays.

Au Liban, on a pu observer un phénomène semblable de ré-imagination de la « nation ». Si le mouvement de contestation a débuté suite à une décision gouvernementale d'instaurer de nouvelles taxes – dont une taxe sur les appels WhatsApp – les places ont rapidement été envahies par le drapeau national, et l'hymne libanais a été entendu à maintes reprises. Parmi les principaux slogans, on retrouvait là encore le fameux « Le peuple veut la chute du régime », mais un slogan plus adapté au contexte libanais, « Tous veut dire tous », a également fait son apparition, pour signaler le rejet du système confessionnel de partage du pouvoir et dénoncer tous les dirigeants, quelle que soit leur appartenance confessionnelle. Comme en Irak, le rejet du confessionnalisme s'est exprimé par la volonté de se débarrasser de l'ensemble des dirigeants toutes confessions confondues, et de construire un « pays », un « État », une « nation », qui protège ses citoyens et les traite de manière égale et juste.

Si beaucoup pensent que les niveaux de corruption et d'inégalité dans les deux pays sont le résultat du système confessionnel, cette interprétation ne tient pas compte du rôle important joué par le système économique (le néolibéralisme) dans la crise qui a conduit à ces soulèvements. Aujourd'hui, pour les mouvements en Irak et au Liban, l'un des principaux défis consiste à lutter simultanément contre les deux piliers de leurs régimes confessionnels-néolibéraux, en maintenant l'accent sur la demande de justice socio-économique et de protection sociale tout en rejetant le système confessionnel de partage du pouvoir.

> Néolibéralisme et mécontentement : À la recherche d'un « nous » perdu

Le néolibéralisme a prospéré au Liban à l'issue de la guerre civile (en 1990) et en Irak après l'invasion du pays

(en 2003). Le recul de l'État et le développement du clientélisme sur des bases confessionnelles se sont accompagnés d'une culture politique néolibérale avant tout centrée sur l'individualisme. Cette culture politique a non seulement influé sur l'État et la société dans son ensemble, mais a également fait sentir ses effets sur la nature de l'activisme et de la contestation qui ont émergé à ce moment-là.

Bien que de nombreux militants aient été actifs dans des mouvements sociaux et des campagnes électorales au cours des dernières décennies, il est à noter que certaines des initiatives les plus importantes et les plus efficaces ont été essentiellement conçues en rapport avec l'individu. Par exemple, l'une des principales listes électorales issues des mobilisations de 2015 au Liban a été *Beirut Madinati* (Beyrouth, *ma ville*). Au lieu de mettre en avant un « nous » collectif pour repenser la ville comme un espace partagé pour tous et de faire échec à la logique individualiste du néolibéralisme, ce slogan mettait l'accent sur une relation individuelle avec la ville. De la même manière, au lendemain de la débâcle financière de 2019, des activistes libanais ont peint des graffitis sur les devantures des banques comme « Rendez-moi mon argent », et non « Rendez-nous notre argent ». Si la colère collective dirigée contre les banques était sans équivoque, la mobilisation reste marquée par une culture politique qui est un produit du système même qu'elle combat.

De nombreuses campagnes ont également adopté une approche essentiellement juridique centrée sur les droits, qui apparaît détachée des réalités du Liban et de l'Irak. Dans ces deux pays, les systèmes juridiques et judiciaires sont très faibles et corrompus, et les gens n'ont guère confiance en eux. Par conséquent, le langage des « droits » et des « devoirs » n'occupe pas une place centrale dans l'imaginaire politique de la population de ces pays. Cependant, plusieurs mouvements et campagnes de premier plan ont placé les « droits » individuels au cœur de leur action militante. Citons par exemple en Irak la campagne « Je me mobilise pour défendre mes droits » mentionnée plus haut, ou le groupe politique *Li Haqqi* (« Pour mon droit »), très actif dans le soulèvement libanais. Cet accent mis sur les droits individuels témoigne de l'aspiration à un État-nation moderne fantasmé dont les institutions protégeraient les droits individuels à la fois de la corruption et du clientélisme confessionnel.

L'absence d'organisations politiques ou de syndicats représentant une alternative politique qui puisse servir de support à la transition vers un nouveau système politique revendiquée par les protestataires est une autre conséquence du système confessionnel-néolibéral en Irak et au Liban. Aujourd'hui, avec la propagation du COVID-19 dans les deux pays, l'émergence et l'organisation d'un « nous » perdu est une priorité pour venir à bout d'un système qui apparaît manifestement incapable de protéger la société, que ce soit contre les catastrophes économiques ou les pandémies sanitaires. ■

Toute correspondance est à adresser à Rima Majed <rm138@aub.edu.lb>

> Médias et communication à l'ère du capitalisme numérique

Marlen van den Ecker, Université Friedrich Schiller d'Iéna (Allemagne) et **Sebastian Sevignani**, Université Friedrich Schiller d'Iéna et Université de Paderborn (Allemagne)



À l'ère du capitalisme numérique, les utilisateurs font souvent office de travailleurs non rémunérés. Photo : Alex Kotliarskyi/unsplash.com.

La technologie des médias d'aujourd'hui se développe et est utilisée à des fins de communication dans des conditions sociales communément désignées sous le nom de « capitalisme numérique ». Se distinguant du capitalisme « postindustriel » ou « informationnel » ou même de la « société mondiale de la connaissance », le « capitalisme numérique » indique que les changements sociaux présentent simultanément des continuités importantes en ce qui concerne les relations sociales fondamentales d'exploitation économique, d'aliénation culturelle et de domination politique.

Le capitalisme numérique se déploie différemment à travers le monde : Alors que de ce côté du globe, il favorise la formation de classes créatives et intellectuelles et stimule la société de consommation, ailleurs, des millions de personnes gagnent leur vie en extrayant les matières

premières nécessaires ou en assemblant des composants dans des conditions éprouvantes. Mais il existe aussi une unité dans la diversité : Les utilisateurs constituent une nouvelle classe exploitée à travers les plateformes de médias sociaux ou les producteurs de médias numériques ; les technologies de surveillance menacent les droits individuels des citoyens ; et les intérêts du capital limitent le potentiel démocratique et subversif des médias auto-organisés localement.

Étant donné l'importance croissante de la technologie des médias numériques, la sociologie critique de la communication et des médias nous permet de mieux comprendre l'évolution de la société en général, et joue même un rôle pionnier pour notre discipline. Elle est utile à la sociologie du travail lorsqu'elle explique les nouvelles vagues de rationalisation, de (dé)qualification et de réorganisation

>>

de l'activité professionnelle et des chaînes de valeur. Elle interagit avec la sociologie économique et la sociologie de la consommation lorsqu'elle étudie le rôle crucial des mégadonnées, des algorithmes, de la publicité ciblée et des plateformes numériques en tant que nouveaux marchés. Elle coopère avec la sociologie de la culture et la sociologie politique, du fait de leur relation avec les industries de la culture numérique et la transformation actuelle des sphères publiques. Et elle stimule la théorie sociale lorsqu'elle attire l'attention sur le flou de la relation entre communication et travail pour ce qui concerne des phénomènes de l'ère numérique tels que la « prosomption » (le fait d'être consommateur-producteur).

Nous espérons que les apports critiques fournis dans les articles de ce dossier contribueront à remonter à la source de ces problèmes.

Dans la mesure où la recherche sociale critique existante semble peu intéressée par les médias et la communication, et où, d'autre part, la recherche sur la communication laisse souvent de côté les problèmes d'exploitation liés au travail numérique, Marisol Sandoval et Sebastian Seignani établissent le lien entre communication et travail à travers l'étude des conséquences de « l'exploitation numérique ». On oublie souvent que la production de la culture médiatique mondiale contemporaine repose sur la communication et la coopération – lesquelles sont contrôlées et gérées par les géants du numérique. En tant qu'utilisateurs de plateformes de médias sociaux, nous faisons office de travailleurs numériques non rémunérés pour ces entreprises, sachant qu'elles exploitent les traces de nos données personnelles.

Le chercheur australien Mark Andrejevic s'est également intéressé à la logique des modèles commerciaux basés sur les données. Son article traite de la tendance croissante à la génération automatique de données et du rôle joué par les acteurs capitalistes qui les détiennent et les accumulent. Au lieu de se demander si les systèmes automatisés doivent être utilisés, Andrejevic pose la question de savoir *comment* ils ont été conçus jusqu'à présent.

Dans un article écrit depuis Hong Kong, Jack Linchuan Qiu évoque la possibilité de la formation d'une nouvelle classe ouvrière à l'ère numérique. L'exemple de la Chine tend à indiquer que les technologies de surveillance employées par les autorités sont très efficaces pour renforcer leur contrôle sur la société en termes de spatialité. Qiu souligne cependant que, si l'on s'intéresse aux différents modes de temporalité, la classe ouvrière à l'ère numérique peut déployer son potentiel subversif lorsqu'elle s'engage dans des actions collectives de déstabilisation telles que le ralentissement du travail, le sabotage ou la grève. La lutte des classes des travailleurs de l'ère numérique consiste à faire pression pour trouver de nouveaux moyens d'acquérir une souveraineté temporelle.

Même si la Chine est souvent représentée comme telle, notre collègue canadien Tanner Mirrlees doute qu'elle soit un rival sérieux pour les États-Unis. En effet, les États-Unis ne possèdent pas seulement la plus grande puissance économique et militaire : ses technologies numériques et son industrie culturelle sont largement supérieures à celles de ses concurrents chinois de par leur taille, leur portée et les bénéfices qu'elles génèrent à l'heure actuelle.

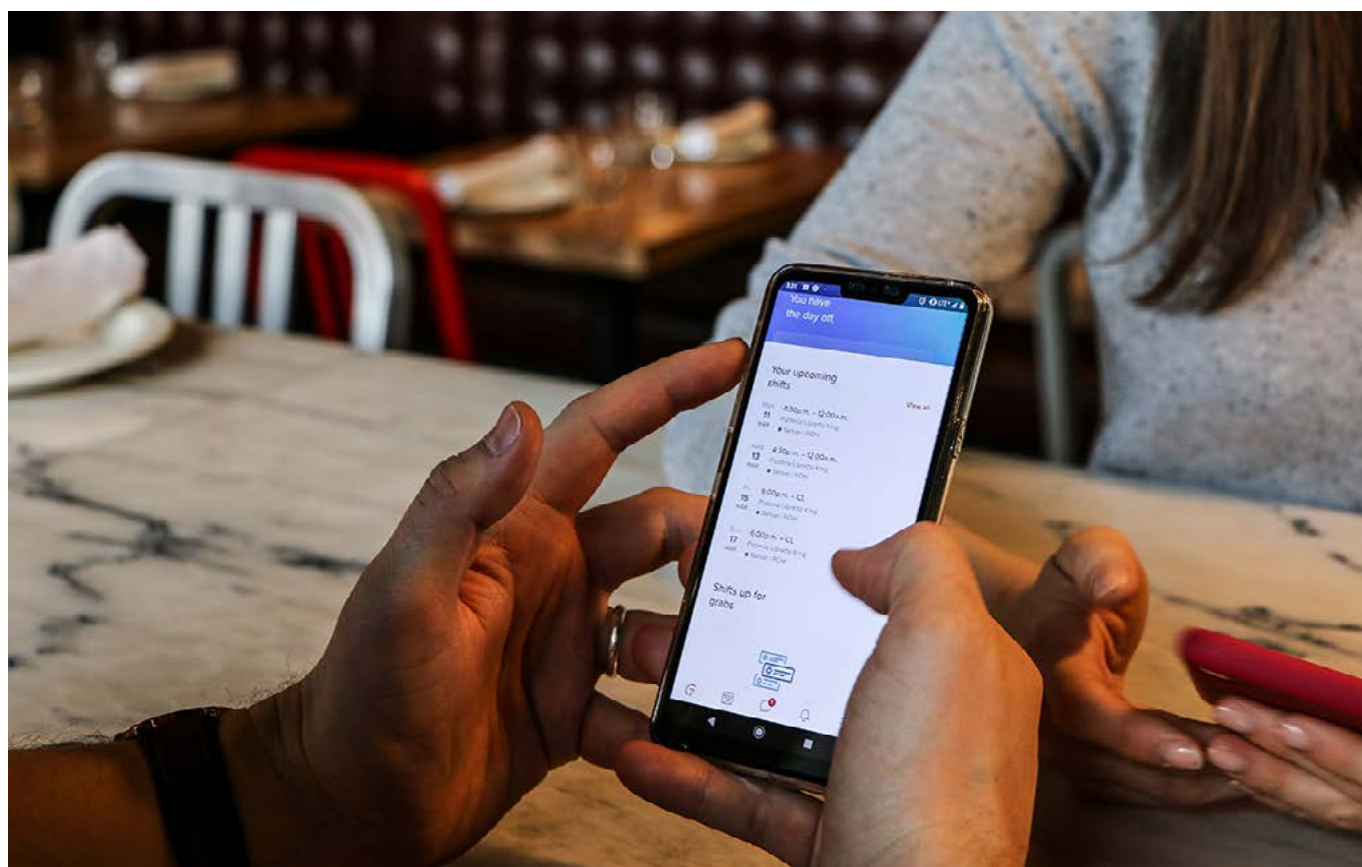
L'article qui clôt ce dossier, signé par notre collègue Mandy Tröger, tire la leçon de l'histoire des transformations post-socialistes dans le milieu des médias après la réunification de l'Allemagne. Au printemps 1990, les innombrables initiatives menées en République démocratique allemande en faveur d'une presse est-allemande libre et démocratique ont été rapidement accaparées par une poignée de groupes politiques et économiques ouest-allemands, qui ont mis en place des structures de marché servant leurs intérêts. On trouve là un parfait exemple de la manière dont, tout au long de l'histoire, les infrastructures médiatiques dotées d'un potentiel démocratique ont été à maintes reprises sapées par des intérêts économiques privés. ■

Toute correspondance est à adresser à :
 Marlen van den Ecker <marlen.van.den.ecker@uni-jena.de>
 Sebastian Seignani <sebastian.seignani@uni-jena.de>

> Exploitation numérique :

Les liens entre communication et travail

Marisol Sandoval, City, University of London (Royaume-Uni) et **Sebastian Seignani**, Université de Paderborn et Université d'Iéna (Allemagne)



Dans l'analyse des médias et de la communication, le rôle du travail est souvent négligé. Photo : 7shifts/unsplash.com. Creative Commons.

La sociologie critique de la communication et des médias est confrontée à un dilemme théorique et pratique : alors que pour la théorie sociale critique, inspirée par la pensée marxienne et marxiste, l'activité productive est essentielle pour comprendre la dynamique de la transformation sociale, la communication et les médias sont souvent traités comme des questions marginales. La recherche critique sur la communication, à l'inverse, analyse les effets des idéologies et des médias, mais laisse souvent de côté la question du

>>

travail. Il semble que l'importante distinction établie par Jürgen Habermas entre l'action instrumentale et l'action communicative en tant que sphères distinctes de la vie sociale, non seulement reste très présente dans les études courantes sur la sociologie de la communication et des médias, mais a aussi pour conséquence de restreindre la tradition critique. Notre compréhension des médias et de la communication à l'ère numérique s'en trouve considérablement limitée. C'est pourquoi nous plaçons pour une approche intégrative qui s'appuie sur une tradition de recherche humaniste critique. Nous exposons trois façons de relier la communication et le travail au niveau pratique et théorique.

> Conditions de travail dans les médias

Un premier moyen, et peut-être le plus évident, de relier communication et travail consiste à prendre au sérieux les conditions de travail qui sous-tendent la culture médiatique contemporaine à l'échelle mondiale. À la suite des critiques décrivant à juste titre le travail comme un « angle mort » de la recherche sur la communication et les médias, de nombreuses études ont été menées ces dix dernières années sur les conditions de travail dans toute une série de professions du secteur des médias et de la culture, notamment le journalisme, le design, la mode, les médias et les arts. Ces études montrent que, derrière les valeurs de méritocratie, de jeunesse, d'ouverture, de créativité, d'autonomie et d'épanouissement personnel qui entourent ces industries, se cachent des inégalités structurelles de race, de classe et de genre, des contrats précaires, du travail non rémunéré et une culture des longs temps de travail, du stress au travail, de l'appréhension, de la culpabilisation, de la compétitivité et de l'individualisme.

Un examen plus approfondi des chaînes d'approvisionnement de la production culturelle mondiale révèle une deuxième couche, plus profonde, qui informe sur la manière dont la culture médiatique est structurellement liée à la production physique. La culture médiatique contemporaine serait impensable sans le travail de milliers d'ouvriers pour assembler des ordinateurs et des produits électroniques dans les usines du monde entier. Les recherches sur le travail dans l'industrie électronique montrent clairement que la culture numérique moderne est structurellement soutenue par une industrie qui perpétue des conditions de travail qui rappellent les débuts du capitalisme industriel. Mis à part les scandales comme celui, en 2010, des suicides en série de travailleurs chez Foxconn, fournisseur d'Apple, les réalités quotidiennes de ces travailleurs restent en grande partie invisibles derrière la surface lisse des gadgets modernes et campagnes publicitaires vantant la légèreté et l'innovation. Si l'on considère, par exemple, les journalistes, les designers et les artistes comme des travailleurs, et la fabrication de composants électroniques comme un tra-

vail à la fois industriel et de communication, on constate que les médias, les arts et la communication n'ont jamais été de simples phénomènes superstructurels mais sont profondément intégrés dans les économies et les structures d'exploitation capitalistes.

> Communiquer pour produire

Deuxièmement, on peut dire qu'il faut communiquer et coopérer pour produire. Toute production intervient dans le cadre de rapports de production basés sur la communication et la médiation. Ici, la sociologie de la communication et des médias interagit avec la sociologie du travail et la recherche sur les modalités d'organisation et de contrôle du travail. Les (nouvelles) technologies des médias et de la communication, telles que le courrier électronique, les smartphones et les plateformes numériques, créent une culture de la connexion permanente, contribuent à augmenter le nombre total d'heures de travail et intègrent de nouvelles formes de travail, souvent non rémunérées, dans les chaînes de valeur. Elles intensifient également le travail en rendant sa division et sa re-composition sur le lieu de travail et entre les entreprises plus efficaces et plus flexibles en fonction des intérêts évolutifs du capital. Pour certains travailleurs, les applications de communication telles que Slack favorisent une évolution vers des formes de travail de plus en plus autonomes, axées sur le dialogue et l'étude exploratoire, qui déplacent les tâches de gestion traditionnelles vers les concepteurs et les participants au projet. Différents types d'applications algorithmiques de retour d'information et d'outils d'évaluation sont alors utilisés pour s'assurer que ce travail communicatif et coopératif « autonome » peut encore être contrôlé et dirigé par ceux qui possèdent les moyens de production de la communication.

> La communication en tant que production

Une troisième option pour relier la communication et le travail est quelque peu paradoxale : la communication elle-même peut être considérée comme un travail et une production. Cela devient plausible si l'on part du principe que la communication a la même structure que le travail et si nous les intégrons tous deux dans un même cadre permettant une activité d'objectivation. Les êtres humains utilisent ensemble des outils et des matériaux (bruts) pour produire des objets et, se heurtant à la résistance parfois tenace du monde matériel, ils développent et affinent ainsi leur subjectivité. C'est le point de départ d'une anthropologie marxiste qui considère l'être humain comme un être social actif, qui objective, s'approprie et apprend. Au lieu d'objectiver ses capacités en objets matériels, la communication consiste à travailler sur des signes et des symboles en utilisant les moyens de communication (Raymond Williams), c'est-à-dire d'autres signes, symboles et moyens d'expression, pour produire des informations. L'origine latine du mot information –

in-formare, qui signifie former ou façonner et informer quelqu'un – exprime parfaitement cela. Les signes objectivés ou les significations codées (de Stuart Hall et des British Cultural Studies) doivent être appropriés ou décodés et cela a des effets : au lieu de structurer le monde matériel, la communication structure la régulation psychique de celui qui communique et celle des autres sujets. Les gens ne peuvent communiquer qu'en travaillant sur des signes, et chaque interaction, aussi immédiate soit-elle, s'effectue en fait par l'intermédiaire de ce monde symbolico-matériel.

Pensez par exemple aux utilisateurs attirés dans les espaces protégés des plateformes de réseaux sociaux qui exercent un monopole, comme Facebook, Instagram, Weibo, Snapchat, TikTok et d'autres. Dans le nouveau cadre proposé, ils communiquent activement mais sont aussi des « prosommateurs », des consommateurs-producteurs, exploités. Leurs objectivations communicatives laissent continuellement des traces de données qui sont valorisées par le capital des réseaux sociaux dans le cadre de leurs *business models* basés sur la surveillance. Sans l'activité communicative des utilisateurs d'Internet et l'expropriation de leurs objectivations, il n'y aurait aucune marchandise à vendre à l'industrie de la publicité et aucun profit pour les réseaux sociaux commerciaux. Dans le cadre de cette relation sociale inégale d'exploitation entre le travail/la communication et le capital, ce dernier s'efforce de nous faire utiliser de manière plus absolue et intensive les médias numériques ; il oriente et canalise notre activité communicative vers la publicité et le consumérisme. L'activité des utilisateurs est ainsi subsumée au capital ; le capital (des réseaux sociaux)

constitue une activité communicative « morte » contrôlée par les classes sociales riches pour continuer à exploiter les autres classes sociales.

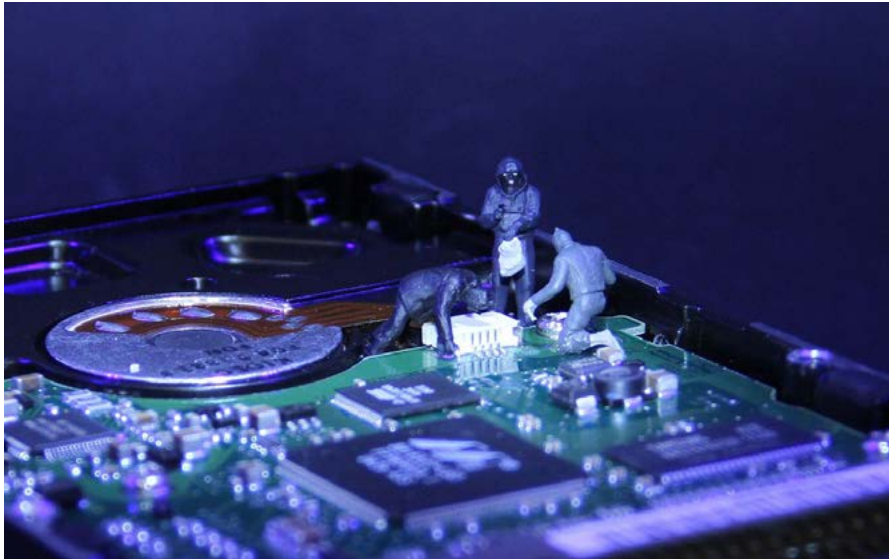
Cependant, les intérêts qui se cachent derrière le capital des réseaux sociaux ne se contentent pas d'exploiter la communication et de reproduire des relations sociales inégales en leur faveur ; une forme plus générale d'aliénation numérique est à l'œuvre. À l'ère du *big data* et des algorithmes, qui résultent de notre activité communicative, il est difficile de soutenir et même d'imaginer une forme d'autodétermination informationnelle humaine sans remettre profondément en question l'économie politique sous-jacente du capitalisme numérique. L'expropriation d'objectivations communicatives et l'aliénation de l'activité communicative ont déjà commencé à faire de nous des objets, et non des sujets, de l'ère numérique.

En étendant l'analyse de la culture médiatique au-delà du contenu et des effets des médias, l'approche humaniste intégrative que nous proposons permet de mieux saisir les complexités du capitalisme communicatif et d'aborder de manière critique la distribution inégale du travail culturel à l'échelle mondiale. Elle nous permet également de porter notre attention sur les éventuels moments de solidarité qui naissent de l'expérience commune de l'exploitation et de l'aliénation sous l'empire du capital des réseaux à l'échelle mondiale. Il appartient à la sociologie critique de la communication et des médias de continuer à étudier comment la communication et le travail sont influencés par les contradictions du capitalisme mondial et comment ils pourraient contribuer à le transformer. ■

Toute correspondance est à adresser à :
 Marisol Sandoval <marisol.sandoval.1@city.ac.uk>
 Sebastian Seignani <sebastian.seignani@uni-jena.de>

> Automatisation et capitalisme

Mark Andrejevic, Université Monash (Australie)



*L'automatisation consiste-t-elle à créer un monde matériel au service de l'homme ?
Photo : Franck V./unsplash.com. Creative Commons.*

La notion d'« automatisation », dans l'abstrait, donc sans aucun lien avec les relations sociales, entretient le rêve d'un monde matériel dédié au service de l'homme : des maisons qui, spontanément, répondent à nos besoins, des usines qui travaillent pour nous, des espaces qui réagissent à nos besoins en nous ouvrant des portes, en mettant de la musique, et même en nous rattrapant en cas de chute. Cependant, si on les situe dans le cadre des relations sociales contemporaines, les formes concrètes d'automatisation apparaissent quelque peu dystopiques, confinant à l'aliénation totale. Nous savons que nos propres activités, filtrées par des systèmes automatisés, déterminent notre environnement d'information – la musique qui circule sur nos plateformes, les nouvelles qui défilent en cascade dans nos flux de contenus, les résultats de nos pages de recherche – sans que nous sachions comment. Nous savons également que les systèmes automatisés évaluent, dans de nombreux cas, notre performance au travail, notre solvabilité et nos chances de réussite dans la vie.

L'automatisation est en train de jouer un rôle de plus en plus important dans tous les domaines sociétaux en raison des infrastructures interactives dont nous nous dotons. Celles-ci génèrent tellement de données, de manière automatique, que la seule façon de les utiliser est de les traiter – également de manière automatique. À

mesure que l'information numérique en vient à reconfigurer notre monde, elle ira nécessairement de pair avec l'automatisation.

La question cruciale à laquelle sont confrontés ceux qui étudieraient les médias est donc la forme que prend l'automatisation lorsqu'elle s'adapte aux priorités du capital. Telle était la question qu'il fallait se poser sur l'interactivité lorsque, autrefois, il n'y a pas si longtemps, elle était annoncée dans l'abstrait comme le prélude à la démocratie et à l'émancipation des masses.

C'est la question que nous devons aujourd'hui nous poser sur la « promesse » de l'automatisation – qui, et ce n'est pas un hasard, a déplacé l'interactivité, un terme dont l'utilisation a atteint son apogée au tournant du millénaire, mais qui a depuis connu un déclin. La question n'est pas nouvelle – c'est le thème récurrent de la critique de l'économie politique, dont la persistance est liée à celle du capitalisme. Pour que les retombées du scandale de Cambridge Analytica et les récentes réactions de rejet contre le « capitalisme de surveillance » puissent avoir un impact constructif, il va falloir recentrer le débat sur l'organisation politico-économique du pouvoir – et, dans le domaine des médias, sur celle des systèmes automatisés qui façonnent notre environnement informationnel. La question n'étant pas de savoir s'il faut automatiser, mais comment le faire.

>>

Pour répondre à cette question, il faut s'intéresser à la logique de l'automatisation dans le contexte de la propriété et de l'accumulation capitalistes. Étant donné la rapidité avec laquelle la technologie se développe, une approche potentiellement utile consisterait à identifier les logiques qui sont à l'origine des multiples façons dont l'automatisation va être utilisée pour consolider le pouvoir et renforcer le contrôle. L'avantage d'une telle approche est d'établir les liens entre les évolutions récentes et d'identifier les tendances et les évolutions futures. L'objectif est bien sûr d'anticiper plutôt que de réagir : imaginer la possibilité d'adapter les technologies en fonction de priorités communes plutôt que de céder le contrôle à la prochaine génération des Zuckerberg et des Bezos.

Nous pourrions commencer par identifier trois tendances de l'automatisation étroitement liées les unes aux autres dans le contexte actuel, et examiner leurs implications : la préemption, l'absence de cadre et l'opérationnalisme.

La préemption fait référence à la gestion des risques et des opportunités basée sur la capacité prédictive de la collecte et de l'exploitation automatisées des données. Cette logique est de plus en plus courante : Amazon envisage la possibilité de nous envoyer des produits avant même que nous sachions que nous les voulons (préemptant le désir), tandis que la prévision policière envisage la possibilité d'empêcher les crimes et délits dès le moment où ils se préparent. Les nouveaux systèmes de sécurité automatisés promettent de pouvoir détecter un coup de poing au moment où il est lancé, mais avant qu'il n'atteigne son objectif. Le millième de seconde entre ces deux moments marque l'intervalle de préemption automatisée : l'instant où le système pourrait un jour intervenir avant que le coup de poing n'atteigne son objectif.

La préemption, dans toutes ces situations, repose sur la détection et la collecte automatisée de données. Connaître le désir du consommateur et l'intention du délinquant avant qu'eux-mêmes ne le sachent suppose d'en apprendre le plus possible à leur sujet grâce à des capteurs intégrés et à une collecte de données approfondie. La préemption est donc indissociable d'une surveillance omniprésente et globale : il s'agit de tout collecter et tout conserver à jamais.

L'absence de cadre, quant à elle, rend compte à la fois de la tentative (impossible) de reproduire le monde sous forme numérique (c'est-à-dire de ne rien laisser de

côté, rien qui ne sorte du cadre) et de la recomposition incessante des données. Les cadres que nous utilisons traditionnellement pour évaluer la pertinence des données recueillies sont ébranlés lorsqu'on apprend que le navigateur web utilisé pour remplir une demande d'emploi constitue un meilleur indicateur de notre futur rendement professionnel que toutes les informations incluses dans le formulaire, ou que notre écriture manuscrite ou le nombre d'appels que nous passons à notre mère peuvent avoir une incidence sur notre solvabilité. Dans ces conditions, les explications narratives sont mises de côté, parce qu'elles tentent de réinstituer un cadre en indiquant pourquoi une variable particulière serait à prendre en compte. Mais ces explications ne font pas le poids face à la machine corrélationnelle, qui imagine pouvoir entièrement s'en passer. Comme Chris Anderson l'a indiqué lorsqu'il annonçait la fin de l'explication : « C'en est fini des théories du comportement humain, émises de la linguistique à la sociologie. Oubliez la taxonomie, l'ontologie et la psychologie. Qui sait pourquoi les gens font ce qu'ils font ? Le fait est qu'ils le font, et que l'on peut suivre et mesurer cela avec une fidélité sans précédent. Quand on a suffisamment de données, les chiffres parlent d'eux-mêmes ».

Dans la foulée des travaux de Harun Farocki sur les images « opérationnelles », on pourrait qualifier cela d'« opérationnalisme » : de l'information qui n'a plus besoin d'être interprétée parce qu'elle agit par elle-même. C'est-à-dire qu'elle aboutit à un résultat sans qu'il soit nécessaire de l'interpréter : quiconque utilise le bon navigateur ou la capitalisation appropriée obtient le travail ou le prêt souhaités. Quiconque correspond au profil est arrêté, promu ou ciblé.

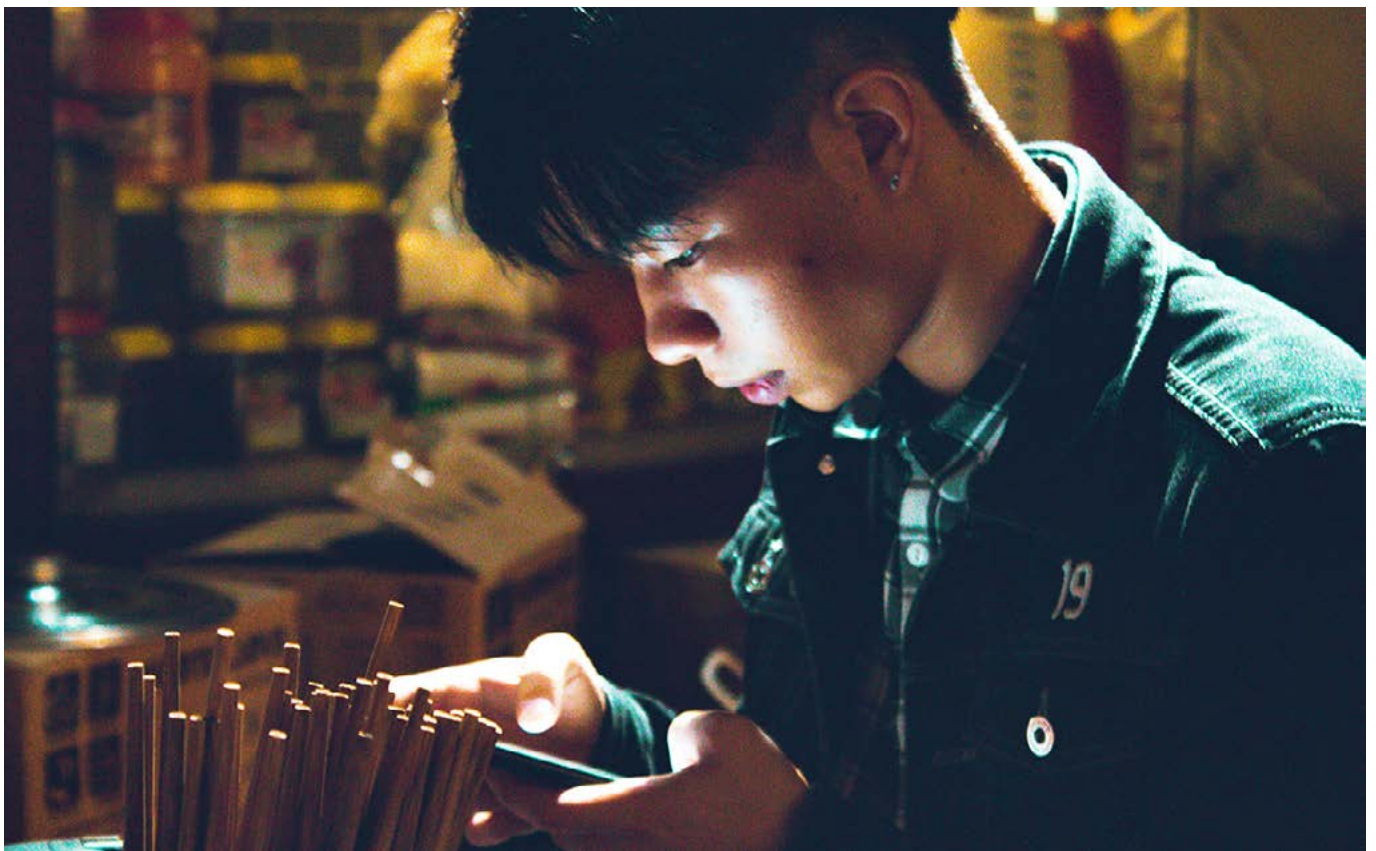
Ces logiques – de préemption, d'absence de cadre et d'opérationnalisme – s'appliquent à toute la gamme des processus automatisés, des publicités ciblées aux *signature strikes*, les attaques de drones sur indices – de la vente au meurtre. Elles localisent le pouvoir entre les mains de ceux qui ont accès aux données et la capacité de traiter ces données. La collecte automatique de données nécessite un traitement automatisé et facilite une réponse automatisée. En même temps, ces logiques montrent un terrain de résistance : le défi posé par notre irréductible finitude. Le but du pouvoir est d'occulter le fait que l'ambition de l'absence de cadre est à la fois grandiose et impossible – ce qui signifie que nous ne pouvons ni parfaire la préemption ni nous passer d'explication. ■

Toute correspondance est à adresser à :
Mark Andrejevic <Mark.Andrejevic@monash.edu>

> Temporalité et transformation

de la classe ouvrière chinoise à l'ère numérique

Jack Linchuan Qiu, Université chinoise de Hong Kong



*Les technologies numériques sont désormais omniprésentes. Elles peuvent être utilisées pour contrôler mais aussi pour se révolter.
Photo : Owen Winkel/unsplash.com. Creative Commons.*

À l'aide des plateformes de médias numériques, des services de localisation et de l'intelligence artificielle, le gouvernement chinois a considérablement renforcé son contrôle sur les mouvements spatiaux de sa population et sur l'évolution de la géographie de ses villes et de ses campagnes. Dans cet article, cependant, nous soutenons que si l'on déplace notre attention de la spatialité vers la temporalité tout en examinant la façon dont la classe ouvrière chinoise se fait et se défait à l'ère du numérique, il ressort que Pékin est en train de perdre le contrôle. La « classe » est ici comprise au sens marxiste et wébérien, ce qui correspond, *grosso modo*, respectivement au « temps de la révolution » et au « temps de la consommation ».

>>

La révolution et la consommation sont deux modes de temporalité opposés : le premier étant déstabilisateur, collectif, anticapitaliste, projeté vers l'avenir, héroïque et hyper-historique – c'est ce que je qualifie de *spiky time* (*temps saillant*) en empruntant au titre de l'article de Richard Florida, « The World is Spiky » ; le second étant continu, individualiste, néolibéral, présentiste, profane et anhistorique – désigné comme *flat time* (*temps plat*), d'après la thèse sur la « terre plate » développée par Thomas Friedman dans *The World is Flat*.

Si j'ai choisi de m'intéresser plus particulièrement à la population ouvrière chinoise c'est parce que, en comparaison avec d'autres groupes sociaux, ses membres ont tendance à vivre dans des temporalités davantage plurielles. Ils fournissent ainsi une représentation plus complète des ordres temporels qui coexistent tout en connaissant des conflits internes, ce qui permet d'analyser de manière dynamique l'interaction entre *temps saillant* et *temps plat*.

Le *temps saillant* et le *temps plat* forment les deux pôles d'un champ magnétique imprégné de temporalités diverses qui appartiennent, d'après Raymond William, au résiduel, au dominant et à l'émergent. Alors que le *temps plat* domine chez la plupart des travailleurs dans leur quotidien de plus en plus numérisé, le *temps saillant* dans ses moments plus ou moins fragmentaires se tapit au sein du résiduel et/ou surgit sous la forme de forces de changement, perforant la surface lisse du *temps plat*, aussi appelé « temps intemporel » par Manuel Castells. Alors que le *temps saillant* favorise la lutte collective et la transformation de la classe ouvrière à l'ère numérique en une classe à part entière, le *temps plat* entrave la formation des classes en encourageant les travailleurs à vivre dans des conditions atomisées, à emprunter les rêves des autres et à oublier que leur identité peut mener à quelque chose d'unique : la solidarité de la classe ouvrière.

Le *temps saillant* et le *temps plat* présentent par ailleurs des similitudes. En Chine, tous deux se heurtent à la linéarité temporelle qui caractérise les régimes passés, qu'ils soient confucianistes (valorisant la régression), bouddhistes (axés sur des réincarnations circulaires) ou modernistes (progressistes mais prévisibles). Alors que le *temps plat* n'est ni régressif, ni progressiste ni circulaire, le *temps saillant* se caractérise par son contour irrégulier qui résulte de la collision entre progrès et régression, créée par ce que Stuart Hall appelle « la politique sans garanties ».

Le *temps saillant* et le *temps plat* sont tous deux puissants en raison de leur synchronicité. Songez aux grèves nationales des camionneurs menées en 2018 contre Yunmanman, la plateforme chinoise de transport routier longue distance, semblables aux mobilisations contre Uber dans les villes occidentales mais, dans ce cas, menées à un niveau national ; ou à la célébration annuelle du commerce en ligne connue comme le *Singles' Day*, cette « journée

des célibataires » au cours de laquelle, chaque 11 novembre, les consommateurs chinois de diverses classes sociales se livrent à une spectaculaire frénésie d'achats en ligne. Les travailleurs peuvent vivre dans le *temps plat* 360 jours par an, mais passent les cinq jours restants dans le *temps saillant*, généralement en raison de causes structurelles qui déclenchent une action de soumission.

Le vecteur clé qui distingue les différentes notions du temps mentionnées plus haut – saillant ou plat, confucéen, bouddhiste ou moderniste – est ce que Judy Wajcman appelle la « souveraineté temporelle », qui désigne qui, en dernier ressort, détient le pouvoir de définir la temporalité. Quelle est l'unité temporelle de base ? Comment ces unités sont-elles liées entre elles ? Qu'est-ce qu'une totalité temporelle significative ?

Alors que les notions traditionnelles du temps, par exemple dans le confucianisme, supposent des souverains transcendants, la temporalité moderniste s'exprime dans le contexte chinois par l'étatisme, qu'il s'agisse de socialisme d'État ou de capitalisme d'État. Le Parti communiste chinois (PCC) est le souverain temporel moderniste le plus manifeste. Pourtant, aussi bien le *temps saillant* que le *temps plat* défient le régime temporel piloté par l'État, créant un vide à combler par des acteurs non étatiques : les entreprises pour le *temps plat*, et les activistes pour le *temps saillant*.

La temporalité n'est bien entendu jamais statique, surtout dans la Chine d'aujourd'hui, caractérisée par la sécularisation, l'individualisation et une mobilité croissante. Si les smartphones et les cafés Internet ont apporté une certaine dose de nouveauté, on observe cependant davantage de continuité historique que de rupture, étant donné les expériences collectives de la classe ouvrière chinoise depuis le début du XX^e siècle.

De manière générale, les travailleurs doivent suivre le rythme du temps que les patrons leur imposent : temps industriel de leur usine, *temps plat* de l'entreprise qui contrôle leurs médias sociaux. Mais parfois, lorsqu'il y a un accident du travail, lorsqu'une plainte collective est déposée contre la direction pour pratiques abusives, lorsque l'épidémie de coronavirus met l'économie à l'arrêt, les menaces existentielles auxquelles la classe ouvrière à l'ère du numérique est confrontée, engendrent une autre notion du temps dont les travailleurs deviennent eux-mêmes les seuls souverains temporels. Ralentissement des cadences de travail. Débrayages. Sabotages. Grèves sauvages. La lutte des classes à l'ère numérique consiste à établir d'autres régimes du temps appartenant aux travailleurs : le *temps saillant*.

L'essor du *temps plat* est un phénomène mondial. Les fermes de contenus alimentées par l'intelligence artificielle produisent une grande quantité de *fake news*, de

mêmes nationalistes se répandant sur le marché comme des virus, créant ce qu'Adam Greenfield appelle le « quotidien post-humain ». Le *temps plat* est double : Pour les consommateurs, il est censé être « naturel », dicté par les lois de la science des données et par Wall Street. Pour les sociétés informatiques, une fois capturé, ce même temps devient la propriété privée des entreprises, qui manipulent et monétisent le temps, transformé en matière première au service de l'accumulation du capital.

Mais il se passe quelque chose de particulier lorsque cette tendance mondiale s'enracine en Chine : le retrait inattendu de l'État. La Chine comporte l'un des appareils d'État les plus puissants du monde en matière de nationalisation du temps, non seulement par l'intermédiaire de l'école et des médias, mais aussi grâce aux mobilisations politiques régulières pendant et après l'ère maoïste. Depuis la réforme engagée par Deng Xiaoping en faveur de la marchandisation en 1992, le PCC conserve sa place centrale dans l'aménagement du territoire au moyen de méga-infrastructures qui ont commencé à s'étendre en Eurasie, en Afrique et dans les Amériques. Mais curieusement, sous Xi Jinping, les autorités n'ont pas réussi à conserver le contrôle de la temporalité.

L'État-parti a certes essayé. Mais en dépit des efforts déployés par l'État chinois, le pouvoir ultime de manipuler la temporalité s'est résolument déplacé des autorités publiques vers les entreprises privées. Pour les travailleurs, aucune campagne orchestrée par le gouvernement ne peut concurrencer la fête du shopping du *Singles' Day*. Le temps étatique conserve un statut quasi résiduel. Chaque jour, aux heures de grande écoute, la prestation rituelle de Xi Jinping, la figure quasi divine, est devenue insignifiante

au point d'en paraître surréaliste – une seule prise de vues de la foule applaudissant Xi peut durer plusieurs minutes – ce qui indique que le temps étatique moderniste a été vidé de sa substance, absorbé par le *temps plat*.

Pour les travailleurs chinois, 2004 a marqué le retour du temps révolutionnaire à l'ère de l'Internet. Trois luttes menées dans les provinces du Shaanxi, du Sichuan et du Guangdong ont enfreint les limites de contrôle de l'information fixées par les autorités locales, en ayant recours à des forums et des blogs en ligne. Depuis, il est devenu courant pour les travailleurs rebelles d'exploiter des médias numériques et de remporter des succès, partiels ou complets, contre leurs patrons et les censeurs autoritaires, comme on l'a vu par exemple lors de la grève de 2010 chez Honda Locks, la grève de 2014 dans l'usine de chaussures Yue Yuan ou la mobilisation de 2018 chez Jasic.

Permettez-moi de conclure par une référence à l'opposition faite par Giorgio Agamben entre « temps messianique » et « temps chronologique », son couple de temporalités qui correspondent à la juxtaposition entre le *temps saillant* et le *temps plat*. Je le cite : « Le temps messianique n'est pas extérieur au temps chronologique : il est, pour ainsi dire, une portion (*una porzione*) du temps chronologique, une portion qui subit un processus de contraction qui le transforme entièrement ». Pour la classe ouvrière chinoise à l'ère numérique, le temps messianique est déjà une réalité. Avec la généralisation des médias numériques et la prédominance du *temps plat*, la genèse du temps révolutionnaire est souvent invisible à l'œil nu. Mais le *temps saillant* est replié à l'intérieur du *temps plat*. C'est précisément dans ces moments d'oubli que les révolutions peuvent se produire, à tout moment. ■

Toute correspondance est à adresser à Jack Linchuan Qiu <jacklqiu@gmail.com>

> Une rivalité États-Unis/Chine ?

Technologie numérique et industrie culturelle

Tanner Mirrlees, Institut universitaire de technologie de l'Ontario (Canada)



La domination économique et culturelle des États-Unis touche-t-elle à sa fin ? Source : Wikimedia Creative Commons.

Depuis la fin de la guerre froide jusqu'à ce que la guerre menée à l'échelle mondiale contre le terrorisme par les États-Unis se heurte à la « Grande récession », les États-Unis ont été le plus grand empire du monde, et un empire sans rival. Mais aujourd'hui, aussi bien le président américain Donald Trump que les stratèges de la politique étrangère américaine et même l'opinion publique sondée par le Pew Research Center perçoivent la Chine comme une menace pour la domination des États-Unis sur l'ordre mondial. Dans la presse, les gros titres présentent les États-Unis et la Chine comme des « rivaux », comme dans le *New York Times* avec « U.S. Versus China: A New Era of Great Power Competition, but Without Boundaries » (Les États-Unis contre la Chine : Une nouvelle ère de concurrence entre grandes puissances, mais sans frontières) ou le *South China Morning Post* avec « As US-China rivalry heats up, the days of not choosing sides may soon be over for Southeast Asia » (Alors que la rivalité entre les États-Unis et la Chine s'intensifie, l'époque où l'on ne choisissait pas son camp pourrait bientôt être révolue en Asie du Sud-Est). Mais sont-ils vraiment des rivaux ? L'empire américain s'est longtemps appuyé sur trois piliers de puissance structurelle : la puissance économique à l'échelle mondiale, la suprématie militaire, et la notoriété technologique et culturelle. Alors que la puissance économique et militaire de la Chine connaît une croissance rapide et que les campagnes chinoises de *soft power* prennent leur essor, la Chine n'est pas encore un véritable rival. En 2019, l'empire américain a résisté et dominé la Chine au plan économique et militaire, notamment pour ce qui concerne sa technologie numérique et son industrie culturelle.

Selon la liste Forbes Global 2000 des plus grandes entreprises publiques du monde, 575 d'entre elles ont leur siège aux États-Unis, tandis que 309 se trouvent en Chine. Parmi les 20 plus grandes entreprises mondiales, dix sont américaines et cinq chinoises. Le dollar, et non le yuan, est la monnaie de réserve mondiale en même temps que la devise la plus utilisée dans le monde, et le PIB nominal des États-Unis se situe aux alentours de 19.390 milliards de dollars, bien au-dessus des 12.240 milliards affichés par la Chine. Les 684,6 milliards de dollars du budget américain de la défense dépassent de beaucoup les 185 milliards de dollars de dépenses de la Chine, et les richesses de ce trésor de guerre se retrouvent dans les caisses de Boeing, Lockheed Martin et General Dynamics, les plus importants producteurs et exportateurs d'armes mondiaux. De la base aérienne de Daegu en Corée du Sud à celle de Spangdahlem en Allemagne, des centaines de bases militaires américaines couvrent de nombreux pays ; depuis peu, elles se développent dans la région indo-pacifique afin d'encercler et de contenir physiquement la Chine. En comparaison, l'empreinte militaire mondiale de la Chine est minuscule, avec une seule base étrangère à Djibouti, à une distance considérable des États-Unis.

La technologie numérique et l'industrie culturelle, dont la taille, la portée, les profits et la puissance sont bien plus importants que ceux de la Chine, renforcent la puissance économique et militaire des États-Unis dans le monde. Voici quelques exemples : 65 des 154 plus grandes entreprises technologiques mondiales sont américaines, contre 20 chinoises. Parmi les dix premières, huit sont américaines (Apple, Microsoft, Alphabet-Google, Intel, IBM, Facebook, Cisco Systems et Oracle) et une seule chinoise (Tencent Holdings). Les deux plus grandes entreprises mondiales de télécommunications sont les sociétés américaines AT&T et Verizon. La société chinoise China Mobile se place en troisième position. La Silicon Valley abrite également plus de 14 des 20 sites web les plus visités, dont le monopole du moteur de recherche Google, le géant des réseaux sociaux Facebook, la plateforme de partage de vidéos YouTube, ainsi que le site de microblogging (Twitter), l'encyclopédie en ligne (Wikipedia), le streaming vidéo (Netflix), le courrier électronique (Outlook et Yahoo), le partage de photos (Instagram), les forums de discussion (Reddit) et la pornographie (Pornhub et Xvideos). Les entreprises chinoises du secteur de l'Internet

sont en pleine croissance, mais elles ne possèdent que deux des sites les plus visités au monde (Baidu et qq.com).

Ce sont les cinq principaux studios d'Hollywood – Walt Disney Studios et 20th Century Studios (propriété de Walt Disney Company), Warner Bros. (propriété d'AT&T-Warner-Media), Universal Pictures (propriété de Comcast-NBCUniversal) et Paramount Pictures (propriété de ViacomCBS) – et non les studios chinois, qui dominent le box-office mondial. En 2019, les recettes en salle des productions de Hollywood ont atteint 42,5 milliards de dollars, un record absolu : 11,4 milliards de dollars aux États-Unis, et 31,1 milliards de dollars à l'international. Le gouvernement chinois protège et encourage la croissance d'une industrie du divertissement prospère à l'échelle nationale, et la plupart des films et émissions de télévision qui se classent en tête en Chine sont *made in China*. La Chine n'est pas la victime de l'impérialisme culturel américain, mais les relations commerciales culturelles entre la Chine et les États-Unis sont déséquilibrées, en faveur de ces derniers. Les films hollywoodiens rapportent chaque année beaucoup d'argent en Chine tandis que les films chinois sont rarement projetés dans les salles américaines et ne génèrent pas de revenus comparables. Le film qui a rapporté le plus – *Avengers: Endgame* – a établi plus de 30 records au box-office chinois, tandis que la principale superproduction chinoise – *The Wandering Earth* – n'en a établi aucun aux États-Unis. Autrement dit, le secteur chinois du divertissement ne fait pas le poids face aux profits transfrontaliers et à l'attrait culturel d'Hollywood.

Chaque année, la Silicon Valley et Hollywood ajoutent des milliards de dollars au PIB américain. De plus, les plateformes des médias numériques répondent au besoin du capitalisme de créer des consommateurs et les poussent à continuer à acheter des marchandises. Google est le plus important vendeur de publicité numérique au monde, représentant 31,1% des dépenses publicitaires mondiales, soit 103,73 milliards de dollars. Facebook arrive en deuxième position, avec 67,37 milliards de dollars de recettes publicitaires nettes, suivi par le chinois Alibaba, avec 29,20 milliards de dollars, et enfin Amazon, avec à peu près 14,1 milliards de dollars. Les films et les émissions de télévision produits par Hollywood satisfont également les exigences du capitalisme en matière de publicité. Ce sont avant tout des biens culturels et expérientiels, produits par les studios pour être vendus à des distributeurs, et distribués pour être vendus aux exploitants sur toutes sortes de marchés de projection et de diffusion en continu. Hollywood dépense en tout lieu entre 20 et 150 millions de dollars pour commercialiser chacune de ses productions. Mais les annonceurs du monde entier paient également Hollywood pour placer des produits de marque dans leurs scénarios. Avec 288 millions de dollars de produits publicitaires dérivés, *Spider-Man: Far From Home* a établi un record pour le divertissement associé à des marques : lorsque vous regardez Spider-Man combattre Mystério, ce sont aussi Audi, Pepsi et United Airlines qui s'invitent sur vos écrans ! La troisième saison de

Stranger Things a bénéficié d'un placement de produits pour une valeur d'environ 15 millions de dollars, en résultat d'une synergie entre Coca-Cola, Burger King et KFC.

La technologie numérique et l'industrie culturelle américaines sont régies par une logique capitaliste, mais leurs activités sont également liées aux ambitions géopolitiques américaines. Le Département d'État américain encourage le libre-échange culturel et numérique et des politiques strictes en matière de propriété intellectuelle afin de soutenir les entreprises de la Silicon Valley et conforter les profits d'Hollywood dans tous les pays auxquels ils ont affaire. L'agence américaine de la sécurité nationale (NSA) s'appuie sur le modèle du « capitalisme de surveillance » des géants du web pour établir des profils de données afin de surveiller les populations mondiales, et effectue des analyses prédictives de la menace qu'elles représentent pour l'Amérique. Pour renforcer le *soft power* des États-Unis, le Bureau américain de la diplomatie publique et des affaires publiques mène des campagnes pro-américaines dans tous les médias, anciens et nouveaux. Le ministère américain de la Défense conçoit l'Internet et les plateformes de médias sociaux comme des « armes » et des « espaces de combat » pour une « cyberguerre », et passe des contrats avec des entreprises telles qu'Amazon, Google et Microsoft pour mener des activités de recherche et de développement à caractère militaire sur l'Internet des objets et l'intelligence artificielle. Toutes les branches de l'appareil sécuritaire américain sont ancrées dans les industries culturelles et aident régulièrement Hollywood à produire des émissions de télévision et des films sur le thème de la sécurité. La CIA a participé à la production de *The Americans*, une série télévisée sur la guerre froide dont l'un des créateurs a été Joe Weisberg, un ancien agent de la CIA. Le ministère de la Défense a créé en collaboration avec Hollywood de nombreux « produits » de militainment [mot-valise formé à partir de *military*, « militaire » et *entertainment*, « divertissement »] tels que *Tom Gun: Maverick*, *Captain Marvel* et *Transformers*.

Les convergences au XX^e et au XXI^e siècle entre la logique capitaliste de la technologie numérique et de l'industrie culturelle américaines et les actions géopolitiques de l'État sécuritaire américain sont examinées plus en détail dans mon livre *Hearts and Mines : The US Empire's Culture Industry* (2016) et dans le volume que j'ai co-dirigé, *Media Imperialism: Continuity and Change* (2019). Pour résumer, les organes gouvernementaux américains conjointement avec la technologie numérique et l'industrie culturelle établissent, protègent et défendent un système mondial d'États alliés intégrés, soumis à la pression des entreprises de la Silicon Valley et à l'exigence de rentabilité d'Hollywood, supervisé par l'appareil sécuritaire et militaire américain et imprégné par la culture populaire et les plateformes américaines. La Chine développe ses ressources en *soft power* et son arsenal de cyberguerre, et se livre à des campagnes d'influence culturelle. Mais elle ne fait pas encore le poids face à l'Empire américain. ■

Toute correspondance est à adresser à Tanner Mirrlees <tanner.mirrlees@uoit.ca>

> Le libre marché pour une presse post-socialiste libre ?

Mandy Tröger, Université Ludwig Maximilian de Munich (Allemagne)



Manifestation à Berlin, novembre 1989.
Photo : Peter Zimmermann/Bundesarchiv.

Le magazine syndical ouest-allemand *Publizistik & Kunst* appelait cela « la ruée vers l'or », tandis que le journal *die tageszeitung* évoquait « les débuts du capitalisme ». L'un comme l'autre faisaient référence à l'essor du marché de la presse dans l'ancienne République démocratique allemande (RDA) au printemps 1990. Des groupes politiques et économiques ouest-allemands étaient en train de mettre en place des structures de marché pour servir leurs propres intérêts, entravant ainsi une profonde réforme démocratique des médias.

À peine cinq mois plus tôt, en novembre 1989, des centaines de milliers d'Allemands de l'Est étaient descendus dans la rue pour manifester contre la répression exercée par l'État et exiger des médias libres et démocratiques. Ces manifestations, qui aboutirent à la chute du mur de Berlin, entraînèrent une vague de réformes progressistes, y compris dans les médias. Finalement, le 3 octobre 1990, la RDA rejoignait la République fédérale, aboutissant à la réunification de l'Allemagne. Si on a beaucoup écrit sur l'unification, la période intermédiaire est en revanche tombée dans l'oubli. Dans cet article, je montre que le marché allemand de la presse a été *de facto* unifié en mai 1990.

> Le temps des réformes

En novembre 1989, l'objectif initial de la réforme des médias était de briser le monopole du Parti socialiste unifié d'Allemagne (SED) sur l'information. Le SED détenait en effet près de 70% de la production de journaux en RDA. Dès décembre 1989, le Conseil des ministres de la RDA ratifia une résolution pour garantir l'égalité d'accès aux médias aux groupes de l'opposition. Peu après, le 5 février 1990, la Loi sur la liberté d'opinion, d'information et des médias interdisait la censure et déclarait que la presse était libre de toute monopolisation politique et économique et constituait donc une tribune ouverte pour le débat public. Toute personne physique ou morale en RDA avait le droit de publier, d'imprimer et de distribuer de l'information.

Il s'ensuivit une explosion dans la création de nouveaux journaux : 16 journaux ont été fondés rien qu'en février 1990 ; en juillet 1990, ils étaient une centaine. Dans un pays d'à peine 17 millions d'habitants, cette vague de création signifiait réforme structurelle et participation démocratique. De leur côté, les journaux déjà existants revendiquaient leur indépendance politique et faisaient l'objet de

réformes internes ; des débats sur ce qui définit une presse véritablement libre avaient lieu dans les salles de rédaction, dans les colonnes des journaux et du courrier des lecteurs.

Dans le même temps, plusieurs institutions furent fondées dans le seul but de réformer les médias est-allemands. Par exemple, le Conseil de contrôle des médias (MKR) et le Ministère de la politique des médias (MfM), deux organismes locaux non partisans, furent créés dès avril 1990. Leur but, selon le ministre des médias Gottfried Müller en mai 1990, était d'assurer « l'éclosion d'une transition vers la liberté des médias », afin de ne pas « simplement adopter ou imiter les modèles et concepts occidentaux ». L'objectif était de trouver de nouveaux modèles pour une presse libre.

> La prise de contrôle du marché

Parallèlement à ces initiatives de réforme politique, les entreprises ouest-allemandes de médias avaient commencé à explorer le marché est-allemand. Dès décembre 1989, des éditeurs commencèrent à distribuer leurs publications en RDA. Les exportations, auparavant sporadiques, devinrent rapidement systématiques. À la mi-février, le Ministère ouest-allemand de l'intérieur (BMI) admit qu'il fallait d'ores et déjà réglementer : les taxes n'étaient pas payées, les prix n'étaient pas fixés. Mais le BMI « approuva explicitement » ces « activités des éditeurs dans certains domaines juridiques flous ». Il s'agissait de contrôler le flux d'informations afin d'influencer les premières élections libres organisées en RDA en mars 1990, massivement financées par des intérêts partisans ouest-allemands. Les bases politiques d'une transition de la presse dictée par les intérêts du marché ouest-allemand étaient jetées.

Le 5 mars 1990, les grandes maisons d'édition ouest-allemandes – Springer, Burda, Bauer und Gruner + Jahr (G + J) – commencèrent des importations systématiques en RDA. Sans aide extérieure, elles mirent en place leur propre système. Divisant la RDA en quatre zones de distribution, elles s'appliquèrent ensemble à distribuer principalement leurs propres publications, inondant le marché est-allemand. Illégal en vertu de la loi fédérale, ce système provoqua la consternation dans l'ensemble des organes politiques et civiques de la RDA. Ce dispositif ayant commencé seulement deux semaines avant les élections, le gouvernement de la RDA n'eut pas la possibilité d'agir. Des tentatives de réglementation furent rejetées ou ignorées.

Peu après les élections, ces éditeurs cherchèrent à obtenir un avantage concurrentiel les uns par rapport aux

autres en vendant à perte, l'objectif étant de gagner de futurs lecteurs. Cette offensive commerciale excluait les petits éditeurs ouest-allemands qui ne pouvaient pas se permettre de tels prix, et renforçait la pression sur les journaux est-allemands : leurs imprimeries obsolètes, le manque de papier et des infrastructures de distribution peu fiables rendaient en effet la concurrence difficile. En outre, le 1^{er} avril 1990, la RDA mettait fin aux subventions à la presse. La plupart des journaux doublèrent ou triplèrent leurs prix et ne tardèrent pas à avoir recours à la publicité, ce qui a requis une expertise ouest-allemande. Tout cela – ainsi que les investissements en capital nécessaires – créèrent d'emblée une relation de dépendance pour les journaux est-allemands.

> Deux pays, un seul marché

En avril 1990, tous les journaux est-allemands étaient en négociation pour s'associer à des éditeurs ouest-allemands désireux d'obtenir un avantage concurrentiel à l'Est. Les 14 anciens journaux régionaux du SED, en situation de quasi-monopole dans leurs régions respectives, constituaient les objectifs principaux. Officiellement, ces journaux signèrent des accords d'intention. Mais en réalité, les éditeurs ouest-allemands mirent en place des relations d'affaires qui allaient de l'acquisition d'annonceurs à l'impression de journaux, en passant par des prises de participation. Il fallut cependant attendre avril 1991 pour que ces accords soient transformés en contrats légaux par l'agence fiduciaire (Treuhandaanstalt, THA) du gouvernement allemand. La THA céda, en l'état, les anciens monopoles d'État sur la presse aux grands éditeurs ouest-allemands, qui eurent tôt fait de consolider le marché.

> La fin d'un rêve

Le résultat fut une concentration de la presse : Sur les 120 journaux fondés en 1990, il n'en restait plus qu'environ 65, appartenant à une cinquantaine d'éditeurs, deux ans après. En novembre 1992, ce nombre était tombé à 50 journaux de 35 éditeurs. Pour l'historien Konrad Dussel, on avait là la conséquence du refus par le gouvernement fédéral de « toute expérience ». Il s'agissait de la fin du rêve démocratique de 1989. Les expériences, les idées et les initiatives visant à repenser une presse libre sur la base des expériences de la RDA ont été abandonnées, faisant de la période de transition une occasion manquée, et de l'unification allemande une simple expansion de l'ordre politico-économique occidental. C'est ainsi qu'une presse est-allemande souveraine ne s'est jamais développée. ■

Toute correspondance est à adresser à Mandy Tröger
<Mandy.Troeger@ifkw.lmu.de>

> Inspirations venues d'Afrique : Les TIC, une forme de juju

Francis Nyamnjoh, Université du Cap (Afrique du Sud)



| Illustration : Arbu.

J'ai grandi en Afrique de l'Ouest et du Centre où nous pensons, organisons et menons notre vie avec l'idée que tout dans le monde et dans la vie est incomplet : la nature est incomplète, le surnaturel est incomplet, les humains sont incomplets, de même que l'action humaine et les réalisations humaines. Nous croyons que, le plus tôt on reconnaît et prévoit l'incomplétude comme faisant partie de la normalité, le mieux on s'en portera. Nous pensons également qu'en raison de leur incomplétude, les êtres humains ne sont ni uniques ni uniformes dans leur forme et leur contenu, même si leur apparence peut donner à penser qu'ils le sont. Et il en est de même des choses. La fluidité, le caractère composite de l'être et la capacité d'être présent dans des multiplicités simultanées, en totalité ou de manière fragmentaire, constituent des caractéristiques essentielles de la réalité, et une ontologie de l'incomplétude. En outre, l'Afrique de l'Ouest et du Centre est une région où les interconnexions et les interdépendances sont reconnues et célébrées, et utilisées comme modèle dominant et agréé pour organiser les relations entre les humains, et entre les humains et les mondes naturel et surnaturel.

> De l'incomplétude

C'est parce qu'ils reconnaissent cette incomplétude que les hommes et les femmes d'Afrique de l'Ouest et du Centre aspirent à trouver des moyens de se renforcer par le biais de relations avec d'autres humains, et à utiliser leur créativité et leur imagination pour acquérir des objets magiques qui permettent leur extension dans ces relations, ainsi que dans les interactions, avec les aléas des forces ou des agents naturels et surnaturels. Ces objets magiques, qui dans le langage de la modernité sont désignés par le terme de *technologies*, sont plus communément connus en Afrique de l'Ouest et du Centre sous des appellations locales que j'ai grossièrement rendues à travers le terme de *juju*. Les cosmologies et les ontologies qui se prêtent à de telles croyances et pratiques ont été, et continuent souvent à être, mal caractérisées et dénigrées par les étudiants et les observateurs actuels de l'Afrique et même par certains Africains, comme étant de la sorcellerie, du paganisme, de la superstition et du primitivisme. Paradoxalement, même la diffusion des nouvelles technologies de l'information et de la communication (TIC) provoquée par la révolution

>>

numérique n'est pas considérée comme un facteur de rédemption pour ces cosmologies et ontologies, croyances et logiques pratiques, par ceux qui continuent à considérer la modernisation et le développement comme un objectif à somme nulle.

Pourtant, si l'on met à part les ambitions de domination et de supériorité par la conquête, et le refus d'admettre la dette et l'endettement, il devient évident que l'avenir appartient à ces croyances et pratiques populaires méprisées, qui sont basées sur le constat de l'incomplétude. Si les êtres humains ordinaires à l'état de nature sont incomplets, tous les efforts déployés pour chercher à se renforcer par le biais de relations avec leurs semblables et par le biais d'emprunts et de technologies, loin de les rendre complets, les ramènent à l'humilité de leur nature composite et à la reconnaissance de leur dette envers les autres – les êtres humains, la nature et le surnaturel. L'incomplétude est une condition durable, en ce sens que la recherche d'extensions pour réparer son état d'incomplétude ne fait que faire prendre conscience de son incomplétude, face à toutes les sortes d'extensions que l'on ne maîtrise pas. De plus, les extensions ont tendance à ne fonctionner que partiellement et seulement pendant un certain temps, et en fait, certaines d'entre elles remettent en cause le degré d'achèvement que l'on pensait avoir atteint. Le fait que la complétude soit une illusion qui ne peut que déclencher des ambitions stériles de conquête et des jeux de pouvoir à somme nulle, est une invitation à explorer, à méditer et à prévoir un monde d'ouverture, d'interconnexions, de fluidité et de convivialité ; un monde dans lequel personne n'a le monopole du pouvoir ou de l'absence de pouvoir, un monde dans lequel les humains et les choses sont complémentaires.

L'accent mis sur les interconnexions et les interdépendances nous invite à considérer l'incomplétude comme un état normal de l'être et du devenir, en nous faisant perdre systématiquement nos aspirations à une supériorité à somme nulle.

> Les technologies numériques comme forme de juju

Comme l'énonce Chinua Achebe dans l'un des proverbes sur le pouvoir invisible de son livre *La flèche de Dieu*, « quand on voit un petit oiseau danser au milieu du sentier, il faut savoir que le batteur est dans le buisson tout proche ». Pour pouvoir prétendre aux attributs divins d'omniscience, d'omnipotence et d'omniprésence, les êtres humains doivent chercher à améliorer leur moi ordinaire avec des activateurs extraordinaires – comme le *juju*. Ainsi, il y a une croyance très répandue en Afrique de l'Ouest et du Centre selon laquelle, bien que nous soyons ordinaires en tant qu'humains, notre capacité à être omniscients, omniprésents et omnipotents peut être considérablement améliorée par le *juju* (qui comprend mais ne se limite pas à des charmes, des sorts, des concoctions, des potions, etc.). Ce *juju* est généralement préparé spécialement par des experts

clairvoyants ou spirituels qui sont connus dans différents lieux sous différents noms.

Ainsi, je compare les TIC ou les technologies numériques à ce que nous avons l'habitude d'appeler en Afrique de l'Ouest et du Centre le *juju*. Je vous invite, en tant que spécialistes des sciences humaines numériques, à voir dans la croyance de notre région en l'incomplétude et le caractère composite de l'être humain, ainsi que dans la capacité d'être présent partout au même moment, une indication que nous avons beaucoup à apprendre du passé sur la meilleure façon de comprendre et d'exploiter les avancées actuelles prétendument innovantes en matière de TIC. L'idée que les technologies numériques permettent aux humains et aux choses d'être présents même en leur absence et absents même en leur présence n'est pas si différente de la croyance en ce qui est souvent étiqueté et rejeté comme de la sorcellerie et de la magie. Cette croyance se prête à un monde de possibilités infinies – un monde de présence dans des multiplicités simultanées et un pouvoir indéfectible de redéfinir la réalité. Le monde populaire de l'Afrique occidentale et centrale – un monde de flexibilité, de fluidité et d'incomplétude qui a été rejeté par les puissances coloniales et continue d'être dénigré par les modernisateurs – est un monde dans lequel le temps et l'espace ne sont pas autorisés à faire obstacle à la vérité et à toutes les nuances de sa complexité. C'est un monde que nous n'avons appris à mieux comprendre que récemment, avec l'avènement des nouvelles TIC telles que l'internet, les téléphones portables et les smartphones, avec leur disponibilité et accessibilité instantanées qui relèvent de la « magie » et de la « sorcellerie », ainsi que leur propension à faciliter le narcissisme, l'auto-indulgence et la conservation des apparences. Plutôt que de penser en termes de dichotomie, la tradition ouest et centre-africaine d'auto-extension par l'imagination créative suppose une ontologie des interconnexions qui peut être une approche fructueuse pour théoriser les intersections entre les êtres humains et les TIC.

Je considère le *juju* comme une technologie d'auto-activation et d'auto-extension – quelque chose qui nous permet de nous élever au-delà de notre ordinaire, en nous donnant le pouvoir de réaliser des choses que nous ne pourrions pas réaliser autrement, si nous ne comptons que sur nos capacités ou nos forces naturelles. Il est vrai que notre corps, s'il est bien entraîné, pourrait devenir un *juju* phénoménal, nous permettant de réaliser des exploits extraordinaires. Mais même ces corps techniquement entraînés, programmés ou disciplinés sont susceptibles de rencontrer des difficultés qui requièrent un pouvoir supplémentaire. En d'autres termes, si notre corps a le potentiel d'être notre premier *juju*, il a en fin de compte besoin de *juju* additionnel pour que nous soyons efficaces dans nos actions.

Le fait que le *juju* s'appuie souvent sur un réseau compliqué d'interconnexions pour fonctionner correctement est une complication supplémentaire et humiliante et un

facteur de dissuasion contre toute propension à l'orgueil. S'équiper ou s'étendre avec des *jujus* soi-disant plus scientifiques et techniques tels que des ordinateurs (de bureau ou portables), des téléphones portables (de base ou intelligents) et d'autres appareils mobiles (tablette, iPad) ne garantit toujours pas que ceux-ci ne tomberont pas en panne au moment où l'on en a le plus besoin.

C'est peut-être pour cette raison que les hommes et les femmes *jujus* d'Afrique de l'Ouest et du Centre n'hésitent pas à utiliser les technologies modernes/scientifiques (smartphones, tablettes, iPad, etc.) à côté de ce que certains préfèrent appeler leur « électronique africaine ». Ils utilisent ces mélanges de *juju* traditionnel et moderne pour l'auto-activation et l'auto-extension, et pour pouvoir rencontrer et s'occuper de clients dans de multiples endroits en dehors de leurs villages, dans des villes et même sur d'autres continents.

Le recours aux *jujus*, aux charmes, aux sorts et à la clairvoyance peut sembler primitif et irrationnel, mais ils font partie du répertoire de puissance qui détermine notre action compte tenu de notre incomplétude. À cet égard, comme nous l'avons vu plus haut, les *jujus* ne sont pas très différents des technologies d'auto-extension supposées plus scientifiques, rationnelles et modernes que nous connaissons (photos, ordinateurs, Internet, téléphones portables, smartphones, médias, réseaux sociaux, livres, électricité, machines à laver, intelligence artificielle, armes nucléaires, etc.) Une simple recherche sur Google de mots tels que *marabout* en France, au Canada ou en Belgique, par exemple, vous mènera non seulement aux sites web et aux coordonnées de marabouts au Sénégal, au Mali ou au Niger, mais aussi à leurs bureaux, agents, numéros de téléphone et agendas à l'étranger. Au Cameroun, par exemple, il n'est pas rare de trouver des devins appelant des Camerounais de la diaspora sur des ordinateurs, des smartphones et des tablettes à se manifester et à répondre à la détresse et aux difficultés de parents qu'ils ont laissés au pays.

> Le Juju, un mal nécessaire ?

Nous sommes témoins du pouvoir phénoménal, croissant et inquiétant des concepteurs de logiciels à l'ère des technologies numériques et de la montée en puissance des algorithmes. Il n'est plus impensable que des pirates informatiques installent à distance des logiciels espions dans nos smartphones qui leur permettent d'avoir accès à tous nos contenus, y compris les messages cryptés, et de contrôler à

distance le micro et l'appareil photo à notre insu. Ces fabricants de logiciels espions ne sont pas sans rappeler les esprits médiums qui, dans les buissons d'Afrique occidentale et centrale, entraînent leurs clients et leurs protégés dans des frénésies enivrantes, et ce, à la vue de tous.

De même que dans la vie, il y a pléthore de hiérarchies façonnées et fondées sur des inégalités, il existe également des inégalités et des hiérarchies parmi les *jujus*. Plus on a un *juju* puissant, meilleures sont nos chances d'être, de voir, de faire, d'éprouver et de sentir les choses, tangibles et intangibles, ainsi que d'influencer et de contrôler d'autres personnes, choses, événements et phénomènes. Un *juju* peut être utilisé seul ou en combinaison avec d'autres, afin de maximiser son pouvoir. Avec un bon *juju* (prenez le cas des drones), il n'est pas nécessaire d'être physiquement présent pour être efficace avec ceux que l'on cherche à influencer en bien ou en mal, dans le sens de l'amour ou de la haine. Rien de tel pour comprendre cela que les capacités d'un smartphone bien équipé (avec applications et contacts) – l'un des *jujus* en vogue le plus exceptionnel – avec accès au Wi-Fi, à un hotspot, ou à Bluetooth, à l'ère des médias sociaux, de la supra connectivité, et de l'impératif croissant de convivialité.

Pourtant, malgré leurs contradictions et leur manipulabilité, la vie serait très ordinaire, standardisée et routinisée de manière prévisible, sans cet excitant esprit d'aventure et cette ambition qu'apporte l'effervescence créative qui se déploie en permanence avec le *juju* (techniques et technologies). L'idée même d'innovation créative serait morte, car les individus et les sociétés perdraient la capacité d'improviser et de se réinventer. Cela souligne l'importance du *juju* dans la société et les relations sociales. Les individus et les collectivités utilisent le *juju* pour influencer, persuader et contrôler des situations et d'autres choses, et pour surmonter et obscurcir les adversités d'une manière qui ne serait pas possible sans le répertoire du *juju*.

L'ubiquité du *juju* doit être associée à l'idée que le pouvoir, loin d'être concentré dans les mains de quelques-uns, est en fait quelque chose qui va et vient, souvent sans prévenir. Quelle que soit la puissance d'une personne, elle cherche toujours à se renforcer par l'extension de parties de son corps et par des facultés supplémentaires d'une part, et par le *juju* (techniques et technologies) d'autre part. Cela devrait nous sensibiliser à la nécessité de développer et de défendre une façon d'être qui permettrait la symbiose entre l'extérieur et l'intérieur. ■

Toute correspondance est à adresser à :
Francis Nyamnjoh <francis.nyamnjoh@uct.ac.za>

> Faire de la sociologie aux Philippines

Filomin C. Gutierrez, Université des Philippines (Philippines) et membre des comités de recherche de l'ISA « Déviance et contrôle social » (RC29) et « Femmes, genre et société » (RC32)



Ce numéro de *Dialogue Global* présente les réflexions de divers membres de la Société philippine de Sociologie (PSS) sur des questions telles que l'urbanisation et la gouvernance, le mouvement LGBT, la violence dans la guerre contre la drogue, la pratique de la sociologie publique parmi les populations démunies, et la marginalisation de Mindanao. Originaires de trois régions ou groupes d'îles distincts du pays (Luzon, Visayas et Mindanao), ils traitent de leurs recherches respectives et réfléchissent aux défis auxquels les sociologues philippins sont confrontés aujourd'hui.

Louie Benedict Ignacio aborde la question de l'urbanisation aux Philippines en évoquant la métropolisation du Grand Manille (Metro Manila), un étalement urbain de plusieurs villes qui forment la « Région de la capitale nationale ». L'essor des quartiers résidentiels fermés a évolué, passant d'une fonction de sécurité économique à celle d'assurer la sécurité physique de ses résidents privilégiés, au fur et à mesure que la pauvreté urbaine augmentait et que les bidonvilles proliféraient. Ignacio présente les crises de l'urbanisation comme découlant non seulement de problèmes communs de gestion des ressources et des transports, mais aussi de la segmentation de la société et de problèmes de gouvernance.

John Andrew Evangelista examine comment un point de vue *queer* peut permettre d'expliquer les différences idéologiques existantes entre les diverses organisations du mouvement LGBTQ aux Philippines. Obéissant à des logiques idéologiques diverses, celles-ci portent diverses revendications, des activistes qui préconisent des lois anti-discriminatoires ou appellent à transformer le système économique actuel à ceux qui s'intéressent davantage au côté festif de la Marche des fiertés. Pour l'auteur, les espaces de contradiction et de conflit qui jalonnent l'histoire du mouvement LGBTQ montrent que les divergences entre les différents segments du mouvement sont des produits de l'histoire plutôt que le reflet d'intérêts opposés.

Dans son article, Gutierrez présente la violence de la « guerre contre la drogue », qui a tué des milliers de « personnalités de la drogue » aux Philippines, dans un contexte de récits dissonants. Le soutien des Philippines à cette campagne antidrogue contredit les plaintes pour violation des droits de l'homme et les récits de violences policières faits par les personnes suspectées d'infractions liées à la drogue, mais confirme néanmoins leur vision sur cette campagne comme étant une solution au problème de la drogue. Comme le sujet s'ouvre à des récits divers selon l'objet de la recherche, les chercheurs en sciences sociales doivent dépasser le débat entre le populisme pénal – une approche qui préconise des mesures punitives contre la criminalité, fondées sur les sentiments de la population – et l'élitisme pénal – une approche qui privilégie les avis scientifiques ou d'experts sur la criminalité et considère les sentiments de la population comme simplistes.

L'article de Phoebe Zoe Maria Sanchez fait la critique du régime populiste autoritaire du président Rodrigo Duterte comme un prolongement de l'échec de la révolution populaire de 1986 à réaliser une transition démocratique – un échec qui n'a fait que renouveler, voire aggraver, les composantes fascistes de l'État manifestées pendant la dictature de Marcos. Sanchez soutient que la sociologie publique peut gagner à soutenir les organisations des communautés pauvres et à débloquent leurs cultures du silence afin de renforcer leur participation dans la société civile et leur influence sur la politique gouvernementale.

Enfin, Mario Aguja écrit sur la marginalisation de Mindanao, dans le sud des Philippines, face à l'hégémonie du Grand Manille, dans le nord, comme centre *de facto* du pouvoir économique, politique, militaire et culturel. Il problématise cette relation centre-périphérie pour aborder la pratique de la sociologie elle-même. Alors que les problèmes qui se posent à Mindanao, tels que le conflit entre musulmans et chrétiens, les taux de pauvreté extrême et l'extrémisme violent, sont des sujets incontournables pour l'analyse sociologique, le propos des sociologues philippins se limitait aux sujets qui intéressent le centre. Pour renverser cette tendance, la PSS s'est récemment résolument tournée vers Mindanao en organisant des conférences annuelles dans la région et en plaçant des sociologues originaires de Mindanao au premier plan des débats sociologiques qui se tiennent au niveau national. ■

Toute correspondance est à adresser à Filomin C. Gutierrez <fcgutierrez@up.edu.ph>

> Les études urbaines aux Philippines :

La sociologie comme point d'ancrage

Louie Benedict R. Ignacio, Université de Santo Tomas (Philippines) et membre des comités de recherche de l'ISA « Sociologie et éducation » (RC04) et « Développement régional et urbain » (RC21)



Le Grand Manille (la région métropolitaine de Manille), avec un habitat informel étendu, est l'une des zones métropolitaines les plus denses au monde.
Photo : Rhon Paolo C. Velarde.

Les études urbaines aux Philippines, et la sociologie urbaine en particulier, ont connu un essor rapide à partir des années 80, lorsque la capitale, Manille, et les villes environnantes ont commencé à se développer sur le plan économique et politique. Avant que les communautés se structurent et que la technologie se développe, les zones aujourd'hui en pleine expansion avec leurs gratte-ciels, leurs *gated communities* (quartiers résidentiels fermés), et leurs rues animées, étaient couvertes de champs verdoyants et raccordées à l'eau et aux rivières. Mais au fur et à mesure que la population dans ces zones a augmenté, les besoins des communautés ont également évolué, au point que leur développement ne pouvait plus être assuré par leurs ressources propres. Ces changements ont montré qu'une gouvernance plus complexe de la vie économique, politique et sociale des habitants était nécessaire. Ils ont également conduit à ouvrir le débat sur différents aspects de la vie urbaine. Ces différents aspects, y compris le logement et l'environnement bâti, la segmentation des habitants en fonction de leur statut économique, la criminalité et la gouvernance, nécessitaient tous un regard spécialisé si l'on voulait comprendre la ville.

Sur le plan politique, pour répondre à ces préoccupations, l'État a délégué certaines de ses fonctions, comme

l'administration des affaires locales, à diverses unités gouvernementales locales. Aux Philippines, ce processus de décentralisation a été accordé par le Code du gouvernement local de 1991. En vertu de l'article 24 de ce Code, l'État a délégué ses fonctions aux unités gouvernementales locales, afin que chaque unité devienne responsable d'un ensemble minimum de services et d'installations à assurer conformément aux politiques, directives et normes nationales établies. Selon l'article 25 du Code, les unités gouvernementales locales doivent fournir des services de base tels que des moyens de communication et de transport adéquats, des services d'aide et des équipements pour l'éducation, la protection de la police et celle contre les incendies, et le développement des quartiers.

Aux Philippines, le concept de métropolisation – zones métropolitaines et gouvernance métropolitaine – a été conçu pour la première fois au début des années 1970 afin de coordonner et d'étendre les services de la métropole aux trois villes et 13 municipalités nouvellement intégrées dans le périmètre de la région métropolitaine de Manille. Le premier organe de gouvernance métropolitaine aux Philippines, créé en 1975 en vertu du décret présidentiel n°824, a été la Commission métropolitaine de Manille, qui a exercé ses fonctions de 1975 à 1986. Ses fonctions consistaient à coordonner des services tels que la ges-



Le fleuve Pasig traverse le Grand Manille. La qualité de son eau est considérée comme inférieure aux normes de santé publique.

Photo : Rhon Paolo C. Velarde.

tion du trafic et des transports, le contrôle des squatters et la préservation d'un environnement propre et vert. En 1995, en vertu de la loi RA 7924, l'Autorité de développement de la région métropolitaine de Manille (MMDA) a été créée, et chargée des fonctions de planification, de supervision, de coordination, de régulation et d'intégration de 17 villes et municipalités en vue d'assurer le fonctionnement des services de base. Ces services comprennent : la décongestion du trafic et l'efficacité des transports, la gestion du travail, la surveillance de la pollution, la gestion des inondations et des eaux usées, la rénovation urbaine, le zonage et l'aménagement du territoire, la santé et les mesures d'assainissement, et la sécurité publique, y compris les opérations de secours.

Si le XX^e siècle a été caractérisé par la domination de l'urbanisation, celle-ci a fait place au XXI^e siècle à une métropolisation, qui représente la dernière stratégie globale de gouvernance et de gestion urbaines. L'urbanisation s'est accompagnée d'une augmentation de la pauvreté urbaine due à la limitation des revenus et des opportunités d'emploi dans les villes, les populations urbaines continuant à croître naturellement et par le biais de l'exode rural. Cela a également provoqué la prolifération des bidonvilles dans les villes. Le manque d'eau potable et d'installations sanitaires et l'élimination des déchets ont été également des problèmes générés par l'urbanisation rapide, entraînant une dégradation de l'environnement. L'insuffisance des infrastructures et des moyens de transport dans les villes a conduit à un état d'engorgement qui a limité la croissance économique. À leur tour, tous ces problèmes urbains ont conduit depuis la fin des années 70 à l'effondrement du tissu social des villes, qui a atteint son niveau critique au début des années 90 avec le rétablissement de la démo-

cratie aux Philippines, et dont les conséquences se font ressentir jusqu'à aujourd'hui.

J'ai essayé, à travers mes recherches, d'étudier ce vaste domaine des études urbaines, en particulier celles concernant la région métropolitaine de Manille. Je me suis d'abord concentré sur la manière dont un organisme national interurbain comme la MMDA aborde le problème urbain de la gestion du trafic, en faisant valoir que la dynamique politique entre les responsables des unités gouvernementales locales et les responsables de la MMDA a joué un rôle important dans la résolution d'un problème aussi complexe. J'ai poursuivi en me concentrant sur la manière dont un quartier résidentiel fermé dans la zone urbaine de la région métropolitaine de Manille a émergé, en m'intéressant notamment à l'évolution de la fonction des quartiers résidentiels fermés, d'une fonction de sécurité économique à une fonction de sécurité physique, puis les deux. Plus récemment, j'ai étudié la dynamique des fonctions de sécurité dans un environnement urbain, étant donné que les quartiers résidentiels fermés, qui sont des entités privées régies par des associations de propriétaires privés, offrent à leurs résidents un niveau de sécurité plus élevé que celui que le gouvernement local offre au grand public. Ce phénomène, vu à travers le prisme du néolibéralisme et de la « nouvelle gestion publique », conduit à ébranler la légitimité des unités gouvernementales locales, en monopolisant les services tout en incitant de plus en plus de citoyens d'une classe supérieure à adopter cette configuration résidentielle.

Compte tenu de la croissance continue de la population de la région métropolitaine de Manille – avec une augmentation régulière de 1,7% par an, semblable à celle d'autres mégalo-poles dans le monde – il est d'autant plus important que les approches utilisées pour comprendre les zones urbaines soient plus diversifiées. Les études urbaines aux Philippines ont été compartimentées en différents domaines tels que la santé, la planification et l'aménagement urbains, la politique et la gouvernance, la disparité entre les groupes socio-économiques, et même les risques et les catastrophes. Pour la région métropolitaine de Manille, avec sa population de 12,8 millions d'habitants, soit l'une des plus fortes densités de population au monde, la sociologie peut fournir un cadre global pour comprendre la relation entre les individus et leur environnement. La sociologie peut aussi fournir un point d'ancrage pour relier les préoccupations et les solutions possibles qu'offrent la recherche scientifiquement fondée et l'immersion dans la ville. ■

Toute correspondance est à adresser à :
Louie Benedict R. Ignacio <lignacio@ust.edu.ph>

> Gérer les conflits d'un point de vue queer

John Andrew G. Evangelista, Université des Philippines Diliman (Philippines) et membre du comité de recherche de l'ISA « Femmes, Genre et Société » (RC32)



À quoi ressemblent les Philippines d'un point de vue queer ?
Source : Wikimedia Creative Commons.

contradictoires se rencontrent. Cela fournit un cadre viable pour interpréter les conditions sociales et historiques dans lesquelles les acteurs se confrontent et concilient des significations, des interprétations et même des idéologies apparemment contradictoires.

Dans son livre *Global Divas* (2003), Manalansan racontait l'histoire éloquent de d'un homosexuel philippin installé à New York qui semblait avoir créé une division spatiale dans son appartement, avec d'un côté, un autel orné de symboles religieux catholiques, et de l'autre, des photos d'hommes nus. L'héritage religieux du colonialisme espagnol aux Philippines se retrouvait ainsi restitué dans une ville offrant une relative liberté aux personnes LGBTQ. Ce cas illustre bien la *queerness*, en décrivant non seulement la rencontre compliquée entre homosexualité et religion, mais en mettant aussi en évidence la manière dont les conditions sociales et historiques contribuent à créer une telle situation de « désordre ».

> Pris entre deux feux

À l'image du « désordre » de cet appartement, les spécialistes de la théorie *queer* se retrouvent souvent dans des espaces de contradiction et de conflit. Souvent, ils ont l'impression d'être pris entre des interprétations contradictoires. Pour ce qui est de mon propre travail sur l'histoire du mouvement LGBTQ aux Philippines, je me suis retrouvé au milieu de diverses tensions idéologiques entre activistes. C'est un fait connu que les mouvements sociaux ne sont jamais monochromes. Porteurs d'idéologies diverses, les activistes interprètent et construisent souvent des revendications de diverses manières. C'est à ce genre de tensions que les spécialistes de la théorie *queer* comme moi-même sont confrontés dans leurs recherches sur les mouvements LGBTQ.

Mon implication dans l'organisation des LGBTQ aux Philippines, à la fois en tant que chercheur et qu'activiste, m'a permis de me familiariser avec les tensions existant entre les différents segments du mouvement. Alors que

Lorsqu'elle est apparue pour la première fois comme un cadre permettant d'étudier la société, la théorie *queer* a influencé notre vision des choses dans le sens d'une compréhension, voire d'une glorification, des oppositions. Pour s'attaquer à l'orthodoxie du patriarcat et de l'hétéronormativité, elle a mis au jour des événements, des moments, des identités et des cultures qui ne se prêtent pas à la rigidité des binarismes du genre et de la sexualité, et s'est appliquée à rechercher des logiques qui bouleversent les hiérarchies existantes. Dans cette perspective, être *queer* revient à se méfier de tout ce qui s'apparente à la normalité.

L'anthropologue Martin Manalansan s'est intéressé à cette conception de ce qu'on appelle en anglais *queerness*, en la faisant reposer sur la notion de « désordre ». Il ne s'agit pas là seulement de célébrer des actes et des pensées à caractère subversif, mais plutôt d'illustrer les diverses modalités suivant lesquelles la déviance se conjugue à la normalité et entre en conflit avec elle. Dès lors, la *queerness* peut être comprise comme ces espaces désordonnés où des logiques apparemment

certaines ont mis en avant le besoin de lois, d'autres ont associé la libération sexuelle et des genres à la transition socialiste. D'autres encore ont désigné l'homophobie et la misogynie comme des produits de la conscience individuelle, ce qui les a incités à plaider en faveur d'une éducation qui tienne compte du genre. Enfin, une partie du mouvement a également reconnu la conjugaison de plusieurs problèmes, évitant par conséquent les querelles centrées sur une cause unique et une solution unique.

Ces tensions peuvent être interprétées selon une optique queer. Le fait même que des idéologies diverses coexistent au sein du mouvement, le caractérise fondamentalement comme étant désordonné, dans la mesure où se trouvent confrontées en son sein des logiques idéologiques diverses. C'est ce qu'on peut constater en particulier lors de la Marche des fiertés dans le Grand Manille (Metro Manila), la région métropolitaine de Manille. Les manifestants portent diverses revendications issues d'idéologies spécifiques. Si certains réclament l'adoption de lois anti-discrimination spécifiques, d'autres mettent également en avant la nécessité d'une transformation du système économique actuel. D'autres encore appellent à mettre fin à la « contractualisation » des travailleurs (pratique de l'emploi à court terme) tandis que les contingents institutionnalisés font la fête et dansent de manière ostensible.

Pour expliquer ces tensions et ces désordres, il faut revenir sur les conditions sociales et historiques dans lesquelles le mouvement *queer* est né. Les premières organisations LGBTQ sont apparues aux Philippines quelques années après la chute du régime dictatorial de Marcos en 1986, intervenue à la suite d'un mouvement massif et prolongé de contestation. N'étant plus préoccupés par l'objectif ultime de renverser le régime dictatorial, les activistes ont alors commencé à s'aventurer dans la défense de différentes causes. L'adoption de la Constitution de 1987, centrée sur la protection des droits civiques, a accéléré la formation d'organismes légaux travaillant sur un large éventail de questions, notamment la justice sexuelle et la justice de genre.

Parallèlement à ces nouvelles possibilités d'organisation, une scission idéologique est apparue au sein de la

gauche philippine. D'un côté, un segment soutenait que le féodalisme restait la source d'alimentation principale de l'oppression. De l'autre, certains groupes s'écartaient de cette interprétation dans la mesure où ils reconnaissaient des ouvertures politiques et en profitaient pour défendre un programme progressiste. Sont également apparues des organisations qui refusaient d'aborder les problèmes de société à partir de la seule analyse de classe. Présents dans divers segments de la gauche philippine, les militants LGBTQ étaient rattachés à différentes tendances politiques, ce qui a favorisé une plus grande variété idéologique au sein du mouvement.

> La diffusion de la pensée queer

Parmi ces voix contradictoires, la théorie *queer* pourrait aider à faciliter le dialogue au sein d'un mouvement polarisé par les idéologies. La tendance de certaines organisations LGBTQ est de refuser le dialogue avec d'autres organisations, surtout lorsque celles-ci ne sont pas sur la même ligne. Ces attitudes et comportements s'expliquent en grande partie par la logique selon laquelle les différences idéologiques seraient essentielles, naturelles et innées. Certains m'ont même dit que les tentatives de rapprochement sont le plus souvent condamnées à l'échec car les idéologies sont à ce point ancrées qu'elles excluent systématiquement toute perception positive de certains groupes.

Je pense que dans ce contexte, le point de vue *queer* constitue un cadre de réflexion viable. Au lieu de considérer les convictions politiques comme naturellement contradictoires, j'interprète ces différences comme des produits de l'histoire. La diffusion de cette pensée *queer* réside dans sa capacité à susciter l'empathie envers des activistes porteurs d'idéologies différentes. Tenir compte de cet appel, c'est être tactique dans notre démarche. Nous devons cesser d'aborder les contradictions idéologiques comme étant innées et les considérer plutôt comme le produit d'histoires spécifiques. Ce n'est qu'ainsi que nous pourrions mobiliser une idéologie qui fonctionne pour le moment présent sans pour autant s'empêcher d'en mobiliser une autre, si besoin est. ■

Toute correspondance est à adresser à :
John Andrew G. Evangelista <jgevangelista@up.edu.ph>

> Les récits dissonants de la lutte antidrogue aux Philippines

Filomin C. Gutierrez, Université des Philippines (Philippines) et membre des comités de recherche de l'ISA « Déviance et contrôle social » (RC29) et « Femmes, genre et société » (RC32)

Lorsque Rodrigo Duterte a accédé à la présidence des Philippines en juillet 2016, une véritable « guerre contre la drogue » a immédiatement été déclenchée dans les villes de l'archipel. Dans le cadre de cette campagne, des membres de la police nationale philippine ont cherché à convaincre les toxicomanes de se rendre volontairement et de s'engager à arrêter de consommer de la drogue, et à peine six mois après l'arrivée de Duterte au pouvoir, plus d'un million de « personnalités de la drogue » s'étaient rendues. La campagne antidrogue était connue sous le nom d'*Oplan Tokhang*, *tokhang* étant un mot-valise formé à partir de *toktok* et *hangyo*, qui signifient respectivement « frapper » et « plaider » en cebuano, l'une des langues parlées aux Philippines. Depuis 2016, *tokhang* est devenu un euphémisme pour désigner les exécutions extrajudiciaires perpétrées par les autorités ou les milices antidrogue.

Le nombre croissant de victimes de cette guerre contre la drogue a suscité les critiques des organisations de défense des droits de l'homme. Selon des sources officielles, en juillet 2019, quelque 5.375 « personnalités de la drogue » avaient été abattues dans des opérations de police. Des organisations de défense des droits de l'homme estiment le nombre total de victimes, y compris les victimes d'exécutions extrajudiciaires, à plus de 25.000. En février 2018, la Cour pénale internationale a commencé à enquêter sur Duterte pour crimes contre l'humanité. Les sondages d'opinion publique réalisés fin 2019 par le principal institut de sondage philippin (SWS) ont indiqué que 75% des Philippines estiment que de nombreuses violations des droits de l'homme ont eu lieu à la suite de l'Oplan Tokhang.

La guerre contre la drogue a suscité beaucoup d'intérêt parmi les chercheurs philippins en sciences sociales, dont la plupart sont sensibilisés à la question des droits de l'homme. Les estimations contradictoires du nombre de morts, ainsi que les évaluations contrastées concernant l'ampleur et la gravité du problème de la drogue, étaient le reflet des débats qui se tenaient sur le fondement moral et politique de la campagne antidrogue, entre le gouvernement, les organisations de défense des droits de l'homme et les experts, y compris les chercheurs en sciences sociales.

La souffrance dont témoignent les personnes arrêtées et les veuves de ceux qui ont été tués constitue

la toile de fond d'une nouvelle réalité de violence aux Philippines. Cette réalité s'accompagne d'un paradoxe, celui d'une hyper-stigmatisation de la consommation de drogue par le régime politique et judiciaire actuel face à une « prolifération normalisée » des drogues, exprimée par le terme *talamak* (chronique), couramment utilisé par les personnes arrêtées, les médias et une grande partie de l'opinion publique.

Dans le cadre de mes propres recherches, je me suis efforcée de comprendre les récits dissonants des auteurs présumés d'infractions liées à la drogue, en particulier celles liées à l'usage du stimulant qu'est la méthamphétamine, connue aux Philippines sous le nom de *shabu*. J'ai interrogé 27 hommes en prison, dont la plupart sont des personnes issues des classes populaires, des jeunes mais aussi des hommes d'un âge moyen ou plus avancé qui ont été arrêtés au cours de la première année de l'Oplan Tokhang pour des infractions liées à la drogue. D'après leurs témoignages, ils ont été arrêtés à tort, les policiers ayant produit de fausses preuves, et ont été maltraités ou torturés pour qu'ils avouent leur culpabilité. Pour décrire leur situation, ils ont employé l'expression *walang kalaban-laban* (« sans défense ») face à une police qui s'est introduite de force dans leurs logements. Malgré leur situation tragique personnelle, beaucoup d'entre eux continuent de soutenir la campagne antidrogue de Duterte, car elle représente à leurs yeux une initiative décisive contre le problème de la drogue, un problème qui s'aggrave après avoir été longtemps ignoré.

Il est clair que les « délinquants de la drogue » font partie du public du « populisme pénal » à l'origine du soutien à la présidence de Duterte en 2016. La croisade morale face à l'augmentation du nombre de toxicomanes et de l'insécurité dans les quartiers a favorisé la résurgence de ce *penal populism* décrit par John Pratt pour désigner une approche qui consiste à adopter des mesures plus punitives contre la criminalité, en s'appuyant davantage sur les sentiments exprimés par la population que sur des preuves empiriques ou l'avis d'experts. C'est ce qui ressort des sondages d'opinion publiés par SWS à la fin de l'année 2019, selon lesquels Duterte a bénéficié d'un taux de satisfaction de 72% auprès des Philippines, et sa « guerre contre la drogue » d'un taux d'adhésion de 70%.

Avant la présidence de Duterte, des études menées par Gideon Lasco ont montré que les jeunes d'un quartier

“La question de la drogue aux Philippines ne doit pas être réduite à une bataille entre les bons et les méchants, entre les toxicomanes et ceux qui ne le sont pas, et entre les bons et les méchants flics”

portuaire des Philippines utilisaient le *shabu* comme *pam-pagilas*, c'est-à-dire comme optimiseur de performance dans leur travail au sein du secteur informel, par exemple comme vendeurs, porteurs, ou travailleurs du sexe. Les personnes que j'ai interrogées dans le cadre de mes recherches ont elles aussi reconnu utiliser le *shabu* pour lutter contre la fatigue, se maintenir éveillés et assumer des emplois pénibles ou qui impliquent de longues heures de travail imprévisibles (comme dans le cas des conducteurs de camions et de *jeepneys* ou des ouvriers du bâtiment). Ils refusaient d'être traités de « toxicos » car, selon eux, ils pouvaient s'arrêter quand ils le voulaient et avant que cela ne devienne une dépendance. Le fait qu'ils achètent la drogue avec leur propre salaire et non avec de l'argent provenant de vols, de cambriolages ou de tout autre crime confère au *shabu* la légitimité d'un bien de consommation disponible sur le marché. Dans l'analyse de son utilisation, il est donc nécessaire d'aller au-delà des notions de loisir ou de refuge et des théories représentant la toxicomanie comme une sous-culture, pour s'intéresser davantage à sa fonction comme moyen courant de supporter les difficultés liées à la pauvreté et à la précarité économique.

Malgré les justifications formulées au sujet de leur consommation de drogue, les personnes que j'ai interrogées finissaient par reconnaître que le *shabu* est un « destructeur de familles », « une source de criminalité », « un mal absolu » et « un problème national », qui nécessite d'être éradiqué. Un élément important de leurs témoignages est que la police, mal informée, faisait l'erreur de les capturer au lieu de cibler les véritables coupables : les toxicomanes qui commettent des crimes odieux pour financer leur addiction, les trafiquants avides d'argent qui les exploitent, et les policiers corrompus qui extorquent de l'argent aux toxicomanes et aux vendeurs de rue.

Mes entretiens préliminaires avec des agents de police au sujet de l'Oplan Tokhang semblent également indiquer un vécu mal compris par les organisations de défense des droits de l'homme, et représenté de manière trompeuse par les médias. Ils m'ont parlé de leur conviction quant à la nécessité d'honorer leur mandat et les idéaux

qui les appellent à protéger le pays et ses citoyens contre le fléau de la drogue « qui semble être sans fin ». S'ils reconnaissent que la drogue comble un vide créé par la pauvreté et que les barons de la drogue exploitent économiquement une population dépendante et appauvrie, ils considèrent aussi que les « personnalités de la drogue » sont des combattants, des personnes munies d'armes et prêtes à riposter. Qui plus est, rétrospectivement, ils perçoivent l'Oplan Tokhang comme une campagne qui a révélé « la véritable ampleur du problème de la drogue » et de quelle manière cela a « gravement corrompu les rangs de la police ». Si une « histoire profonde » – suivant l'approche utilisée par Arlie Hochschild pour tenter de comprendre le ressenti (*deep story*) des électeurs républicains de la droite américaine – peut être racontée à partir des récits des « délinquants de la drogue », la réalité philippine tirée des récits des agents de police risque d'être radicalement différente.

Les recherches en sciences sociales consacrées à la guerre contre la drogue aux Philippines peuvent ainsi contribuer à l'élaboration de politiques fondées sur des preuves, qu'il s'agisse d'apporter une expertise méthodologique pour mieux quantifier les niveaux de dépendance aux drogues, de reconceptualiser les typologies de consommation de drogue ou d'interpréter l'opinion de la population sur la criminalité. Pour la sociologie, la difficulté est de prendre garde aux schémas offrant des oppositions binaires, qui réduisent le problème de la drogue aux Philippines à une bataille entre les bons et les méchants, entre les toxicomanes et ceux qui ne le sont pas, et entre les bons et les méchants flics. Surtout, les sociologues qui font des recherches sur la guerre contre la drogue doivent faire attention à ne pas privilégier « l'élitisme pénal », terme que Victor Shammass utilise pour désigner une surévaluation de l'opinion des scientifiques ou des experts et la mise à l'écart d'une opinion publique considérée comme impulsive, irrationnelle ou simpliste. Enfin, cette autoréflexivité exige des sociologues qu'ils soient à l'aise pour débattre des récits au sein des groupes d'acteurs sociaux et entre les camps supposés former le spectre politique et moral représentatif de l'opinion publique. ■

Toute correspondance est à adresser à Filomin C. Gutierrez <fcgutierrez@up.edu.ph>

> Faire de la sociologie publique aux Philippines

Phoebe Zoe Maria U. Sanchez, SMAG/CriDIS, Université catholique de Louvain (Belgique) et Université des Philippines de Cebu (Philippines) et membre du comité de recherche de l'ISA « Sociologie politique » (RC18)



Des membres d'organisations religieuses, scientifiques et de la société civile se joignent à la manifestation contre la commémoration de la loi martiale en 2018.

Les cadavres s'amoncellent sous le régime actuel de Duterte (*Rappler*, décembre 2018). Plus concrètement, ce régime s'est engagé dans un impressionnant système d'arrangement politique avec tout un réseau de familles politiques féodales et de « compradores » présents dans la fonction publique, qui apportent leur soutien à Duterte en tant que puissant porte-parole, ainsi qu'avec la police et la bureaucratie militaire de l'État. C'est ainsi que Duterte a rassemblé une très large majorité des membres de la Chambre des représentants des Philippines et évincé un président de la Cour suprême en 2018.

C'est ce que les universitaires qualifient de « populisme autoritaire », sachant qu'il est censé en partie être parsemé d'attrayants programmes progressistes de développement, en dépit d'un choix délibéré du « meurtre » comme stratégie pour lutter contre la criminalité. Or le régime incarne une dynamique politique qui n'est autre qu'une forme pure et simple d'autoritarisme. Il a récemment accentué les mesures prohibitives policières, militaires et paramilitaires applicables aux communautés du pays, en même temps qu'il renforce les procédés politiques déloyaux comme la fraude électorale, les magouilles et la corruption, et se livre à un déchaînement brutal d'assassinats doublé d'un harcèle-

ment digne du maccarthysme pour justifier le meurtre d'activistes, de religieux, de défenseurs des droits de l'homme, d'avocats, d'enseignants, de professeurs d'université, de paysans, de jeunes et d'autres encore.

Depuis la première dictature du régime Marcos, les sociologues philippins ont eu largement recours à la « sociologie publique », comme une réponse nécessaire à ce qui était perçu comme une invisibilité de la sociologie auprès de la population philippine. Ce choix part de l'idée selon laquelle la société philippine, depuis le régime de Marcos jusqu'à celui de Duterte, est confrontée à une crise de dictature permanente. Cela soulève des questions sur la nature de la première révolution de 1986, connue comme la « révolution EDSA », qui a renversé la dictature de Marcos, et pose la question de savoir si cette révolution du peuple avait réellement ouvert la voie à une transition démocratique. Malheureusement, il semble désormais acquis que la première révolution EDSA n'a pas disposé des outils nécessaires à une véritable démocratisation puisqu'un ordre fasciste a été instauré 33 ans plus tard. Cette conclusion tend à indiquer une crise d'autoritarisme permanent, ce qui met la sociologie philippine de Cebu au défi de réexaminer si les années qui ont suivi la première révolution EDSA ont véritablement été des années de rodage d'une pleine transition démocratique.

tique, ou des années de préparation à la forme de dictature qui a été ravivée aujourd'hui. Sinon comment la pratique autoritaire qui a précédé aurait-elle pu revivre sous sa forme actuelle et avec des effets encore plus meurtriers ? En effet, en comparaison avec les quelque 3000 personnes tuées pendant la dictature de Marcos, le nombre actuel de victimes s'élève à une moyenne de 33 personnes tuées par jour, soit plus de 30.000 au cours des trois premières années de l'administration Duterte (*Rappler*, décembre 2018).

La sociologie publique telle qu'elle est pratiquée à l'Université des Philippines de Cebu relie : a) la sociologie savante universitaire, b) la sociologie critique et c) la sociologie de la mise en œuvre de politiques publiques. Cela va dans le sens de la sociologie publique de Burawoy (2004), qui s'appuyait sur les quatre divisions du travail sociologique, à savoir : a) la sociologie savante universitaire (*professional sociology*), b) la sociologie critique (*critical sociology*), c) la sociologie publique (*public sociology*, les multiples publics) et d) la sociologie appliquée (*policy sociology*). La sociologie savante universitaire fournit des mécanismes pour la sociologie moyennant l'emploi de méthodes et de techniques appropriées – études de cas, sociographies, ethnographies, observation participante, intégration avec les masses, etc. Cette approche permet aux sociologues et aux étudiants de mettre leurs thèses à l'épreuve et de débattre sur les politiques sociales et publiques, les institutions sociales, les cultures, les groupes, les organisations et les processus d'interaction entre les personnes qui travaillent ensemble. La sociologie savante universitaire invite par ailleurs les chercheurs en sciences sociales à aborder différemment les problèmes sociaux, au-delà du constructionnisme social, en étendant le débat public philippin à la rue et en fournissant des mécanismes permettant de faire connaître et publier des modèles d'expression d'intérêt public. Cette sociologie reste fidèle à la pratique politique indigène ou locale de gouvernance, où la sociologie critique permet de comprendre la lutte pour le pouvoir entre et parmi les groupes qui sont en conflit pour certaines ressources limitées. La sociologie critique évalue les structures – qu'elles soient dominantes ou dominées, c'est-à-dire, qui contrôle et qui est contrôlé. Son aboutissement est la création d'une masse philippine substantielle susceptible d'être mobilisée dans des manifestations publiques effectives, ayant pour objectif la création d'un mouvement social. Ce mouvement social devient à son tour le moteur nécessaire au lien final qui consiste à évaluer le contenu et le contexte des politiques publiques sous l'angle de la sociologie politique.

L'entrelacement complexe des liens mentionnés précédemment compose l'amalgame concret de techniques qui permet à la sociologie publique de fonctionner comme domaine scientifique. La sociologie publique intervient lorsque des dynamiques de démocratisation permettent à

des secteurs marginalisés de la société d'avoir accès aux ressources et de jouer un rôle important dans la société civile et au sein de l'État. Elle prend d'abord la forme d'un exercice théorique d'imagination sociologique, comme espace de débat entre étudiants et professeurs. Ensuite, elle s'étend au-delà des quatre murs de la salle de classe, pour servir d'outil social et de mécanisme d'habilitation afin de débloquent les cultures du silence parmi les communautés opprimées, par le biais de discussions approfondies, de théorisation et d'ingénierie sociale, et pour ce faire elle soutient les organisations qui se constituent parmi les personnes et les communautés pauvres, démunies, opprimées et violentées. La capacité des sociologues à rassembler une véritable force ou un véritable volume de personnes est un moyen de démasquer les façons dont l'État a servi directement et violemment d'instrument pour la protection et la préservation des intérêts de la classe dirigeante.

Aujourd'hui, en particulier aux Philippines, les sociologues publics doivent être encouragés en tant que précurseurs du processus de démocratisation, le pays étant confronté à un déficit démocratique et à l'absence d'un État de droit. Cette fois, comme à l'époque de Marcos, les Philippines ont besoin de formations de la société civile qui soient auto-organisées, volontaires, autogénératrices, véritablement autonomes par rapport à l'État et capables d'exprimer l'intérêt public, et liées par un ordre juridique ou un ensemble de règles communes. C'est pourquoi l'aboutissement de la sociologie publique peut être appelé *sociologie de la manifestation publique*. Cette sociologie de la manifestation publique est constituée de preuves, d'outils de persuasion, de mécanismes transactionnels et de coordination, d'appareils cognitifs et rationnels sous la forme de communicateurs collectifs savants sur des questions ou des revendications, et/ou de structures sociales de mobilisation et de compétition sous la forme d'une masse de personnes, ou de « banques de votes ». Cette sociologie de la manifestation publique permet de mesurer l'efficacité de la sociologie publique qui est pratiquée. Et le public dans les manifestations est un indice pour l'instrumentation de l'action gouvernementale dans la mesure où il donne la possibilité d'évaluer et de rendre compte de l'efficacité ou de l'échec de la politique publique d'un gouvernement.

Une des principales finalités de la sociologie publique est de synthétiser et théoriser les rapports entre gouvernants et gouvernés (Lascoumes et Le Galès, 2007 ; *The American Sociologist*, 2005). Du point de vue du Sud global, il s'agit de gouverner effectivement dans le cadre d'une logique autochtone ou de partage collectif et de relation solidaire entre communautés. À ce cadre sont ensuite adjoints la fabrication de moyens, une réglementation, la génération de taxes et une communication de masse des institutions gouvernementales soumises à un véritable contrôle public de la société civile et de sa manifestation publique. ■

Toute correspondance est à adresser à :
Phoebe Zoe Maria U. Sanchez <phoebe.sanchez@uclouvain.be>

> L'intégration de Mindanao dans la sociologie philippine

Mario Joyo Aguja, Université d'État de Mindanao (Philippines), Président de la Société philippine de sociologie (PSS) et membre des comités de recherche de l'ISA « Forces armées et résolution des conflits » (RC01), « Sociologie du vieillissement » (RC11), « Développement régional et urbain » (RC21), « Sociologie de l'art » (RC37), et « Sociologie des catastrophes » (RC39)



Les participants à la conférence de 2019 de la Société philippine de Sociologie. Crédit : Société philippine de sociologie.

Les îles de Mindanao, souvent appelées les Philippines du Sud, sont celles qui ont le plus souffert de la marginalisation au cours d'une histoire nationale emplies de récits de marginalisation. Autrefois sous les sultanats de Maguindanao et de Sulu, Mindanao avait développé, avant l'arrivée des Espagnols en 1521, un système de gouvernance centralisé et une civilisation plus avancée que dans le reste de la région. Les sultanats ont combattu les colonisateurs espagnols pendant 300 ans dans les âpres « guerres Moros » et n'ont pas été colonisés. Mindanao a brusquement été rattachée aux Philippines lorsque les Américains ont signé le Traité de Paris avec l'Espagne en 1898, et a été depuis lors « légalement colonisée ». Cependant, ce sont les États-Unis, en tant que puissance impériale, qui ont commencé le travail dévastateur de colonisation de Mindanao, entraînant sa marginalisation économique, politique et culturelle. De telles injustices historiques commises à l'encontre du peuple de Mindanao ont été reliées au combat acharné des groupes séparatistes Moros, et expliquent l'état déplorable du bien-être dans le sud des Philippines. Les injustices commises contre les peuples de Mindanao conti-

nent à poser jusqu'à aujourd'hui un problème de justice transitionnelle.

L'émergence de Manille (puis du Grand Manille) dans le Nord comme centre de facto du pouvoir économique, politique, militaire et culturel, aussi bien pour les régimes coloniaux que nationaux, a perpétué dans le pays une relation centre-périphérie inéquitable. La quête de la paix dans le Sud et la décentralisation du gouvernement en vue d'une plus grande autonomie économique et politique, restent difficiles à atteindre. Bien que bénéficiant de ressources naturelles abondantes, Mindanao connaît un taux de pauvreté élevé et se trouve confrontée à un séparatisme qui se double de conflits sous-jacents entre musulmans et chrétiens. La paix récemment instaurée par l'Accord global sur le Bangsamoro (AGB) de 2014, entre le gouvernement des Philippines (GPH) et le Front Moro islamique de libération (MILF), avec la menace d'un extrémisme violent toujours présente, fait du statut de périphérie marginalisée de Mindanao au sein de la nation philippine, un sujet et un objet d'enquête sociologique d'autant plus importants.

>>

> Le récit « centré » de la Société philippine de sociologie

Le récit national des relations entre le centre et la périphérie atteint différents domaines d'activité dans le pays, et notamment universitaire, scientifique et professionnel. La Société philippine de sociologie (PSS) en est un exemple. Le développement de la sociologie aux Philippines a été avant tout une initiative du centre/de la métropole. Ses membres et sa direction ont été dominés par les sociologues du centre. La revue de la PSS, *The Philippine Sociological Review*, publiait principalement des auteurs du centre sur des sujets qui intéressaient le centre, et ses conférences étaient principalement organisées dans le centre. Depuis peu, cependant, les choses ont commencé à changer.

La PSS a été organisée principalement par des personnes du centre, qui proposaient des cursus de sociologie dans leurs universités. La liste des membres de la Charte et de leurs affiliations institutionnelles est le reflet de cet état de fait. Lorsque la PSS a été créée en 1952, ses membres fondateurs étaient rattachés aux institutions suivantes, toutes situées dans la région métropolitaine de Manille, notamment l'Université de La Salle, l'Université des femmes philippines, le Rural Christian Fellowship, l'Université de l'Est, le Collège du Saint-Esprit, l'Union Theological Seminary, et l'Université des Philippines.

En conséquence, la direction de la PSS a été assurée depuis la métropole. Au cours de ses 69 années d'existence, la présidence de la Société a été assurée 54 fois par la métropole de Manille, sept fois par le reste de l'île de Luzon, et huit fois par Mindanao. Les îles Visayas n'ont pas encore assumé la direction de l'association. L'Université des Philippines et l'Université Ateneo de Manila se sont fait concurrence pour assurer la direction de l'association pendant 43 ans, tandis que Mindanao n'a été à la tête de l'association que pendant huit ans. La dernière fois que Mindanao a occupé ce poste, c'était dans les années 1980. Enfin, ce n'est qu'en 2019 et 2020 qu'elle a eu l'occasion d'assurer à nouveau la direction et d'apporter avec force le point de vue de Mindanao dans le discours sociologique du pays.

> Un mandat qui évolue

Depuis les années 2000, la PSS a pris de nombreuses initiatives à Mindanao. C'est en partie pour répondre à la conjoncture, mais aussi parce que des représentants de Mindanao ont finalement fait partie de la direction. Cela a permis à la PSS non seulement de faire venir ses membres à Mindanao mais aussi de les familiariser avec l'idée que

les discours de Mindanao font partie du récit national. Malgré les préoccupations sécuritaires, la conférence de 2014 de la PSS s'est tenue avec succès dans la ville de General Santos, la ville la plus au sud de Mindanao, sur le thème « Crises, résilience, communauté : La sociologie à l'ère des catastrophes ». Mieux encore, et d'une certaine manière dans la lignée de la « justice transitionnelle » revendiquée par l'association, la conférence de 2015 sur le thème « Sociologie de la paix et des conflits : Contexte et défis » a été à nouveau organisée à Mindanao, dans la partie nord de l'île, à Iligan. Le thème manifestait la prise en compte de la promesse de l'Accord global sur le Bangsamoro de 2014 entre le gouvernement des Philippines et le MILF ainsi que de la tragédie de Mamasapano, au cours de laquelle 44 membres de la Force d'action spéciale de la police philippine avaient été tués. Après l'arrivée au pouvoir du populiste Rodrigo Duterte en 2016, premier président philippin originaire de Mindanao, la PSS a tenu sa conférence dans sa ville, à Davao, sur le thème « Démocraties imaginées : Transformation du pouvoir et du savoir dans la société philippine ». Les conférences de 2017 et 2018 ont eu lieu dans les îles Visayas, et celle de 2019 à nouveau à Mindanao, dans la province de Bukidnon, sur le thème « Citoyenneté engagée et identités ».

Les conférences organisées à Mindanao ont permis aux établissements d'enseignement supérieur de l'île qui proposent des cursus de sociologie de servir d'hôte, et de se projeter en tant que partie prenante de l'histoire nationale par la formation de nouveaux sociologues. L'Université d'État de Mindanao (MSU)-General Santos a accueilli la conférence de 2014, suivie par l'Institut de technologie Iligan de l'Université d'État de Mindanao (MSU-IIT) en 2015 et l'Université Ateneo de Davao en 2016. C'est l'Université centrale de Mindanao (CMU) et l'Université d'État de Bukidnon qui ont accueilli la conférence de 2019. Pour ceux qui font de la sociologie à Mindanao, c'est également devenu une occasion de profiter de cette tribune pour présenter les résultats de leurs recherches, développer les échanges et participer à la transformation de la PSS dans le sens d'une sociologie véritablement nationale.

Aujourd'hui, les sociologues philippins ont mieux pris conscience de l'existence de Mindanao – de ses habitants, de ses lieux, de sa richesse culturelle et de ses débats. Mindanao a commencé à briser l'hégémonie de la métropole et s'est affirmée comme « l'autre Philippines », capable de discours sociologiques critiques et de leadership. Avec le travail de rupture effectué à Mindanao ces dernières années, la Société philippine de sociologie a considérablement contribué à faire de la sociologie philippine une sociologie véritablement nationale. ■

Toute correspondance est à adresser à :
Mario J. Aguja <mario.aguja@msugensan.edu.ph>

> La sociologie mondiale dans la pandémie

Geoffrey Pleyers, Université catholique de Louvain (Belgique), vice-président de l'ISA pour la recherche, ancien président du comité de recherche de l'ISA « Classes sociales et mouvements sociaux » (RC47), et membre des comités de recherche de l'ISA « Sociologie de la religion » (RC22), « Sociologie de la jeunesse » (RC34), et « Mouvements sociaux, action collective et changement social » (RC48)



La pandémie du COVID-19 est une crise sociale, écologique et politique à l'échelle mondiale qui exige une sociologie mondiale.
Source : Creative Commons.

Le coronavirus a fait revenir la science au centre de l'espace public, même dans des pays où les dirigeants populistes avaient l'habitude de la délégitimer. Les épidémiologistes, les médecins et les biologistes nous apportent des faits concrets : la pandémie progresse chaque jour, et le virus est bien plus grave qu'une « grosse grippe ». Les spécialistes des sciences sociales présentent des faits tout aussi concrets et incontestables : si le virus lui-même peut infecter n'importe qui d'entre nous, nous sommes, face à lui, profondément inégaux. Pour ce qui est des conséquences fatales du virus, les politiques de santé publique et les inégalités sociales ont au moins autant d'importance que la façon dont notre corps réagit. Les chercheurs en sciences sociales ont montré que la pandémie de Covid-19 n'est pas seulement une crise sanitaire. C'est aussi une crise sociale, écologique et politique.

La pandémie a entraîné une tendance à la « dé-mondialisation ». Des États ont fermé leurs frontières. Les déplacements ont brusquement diminué. De grands rendez-vous internationaux – comme le Forum de l'ISA – ont été annulés ou reportés. La priorité des gouvernements nationaux est de garantir l'accès aux équipements de santé et aux produits de première nécessité à « leur population ». Les sciences sociales ont souvent suivi cette voie, en se concentrant sur une échelle nationale. Des chercheurs et des experts ont mené des études statistiques nationales, analysé la différence d'impact du virus dans leur pays selon la classe sociale et la race, suivi de près les réponses de leur gouvernement à la crise et contribué au débat public national.

Ce retour du nationalisme méthodologique est un paradoxe, car la pandémie du Covid-19 est un phénomène profondément mondial. Elle ne s'arrête pas aux frontières, aussi

fermées soient-elles, et révèle à quel point nous sommes devenus interdépendants. La collaboration internationale est cruciale pour faire face à la pandémie. Cela est indéniable dans les domaines de la médecine et des sciences naturelles, pour parvenir à une meilleure compréhension du virus lui-même, améliorer les traitements et mettre au point un vaccin. Mais la collaboration internationale est tout aussi cruciale dans le domaine des sciences sociales. Nous devons tirer les leçons de l'expérience d'autres pays et d'autres régions du monde dans cette pandémie. Une telle approche mondiale ne doit pas conduire au « mondialisme méthodologique » et se limiter à des macro-analyses. Pour être utiles pendant le temps de la pandémie, il nous faut encourager le dialogue entre des spécialistes en sciences sociales de différentes régions du monde, pour ancrer le débat dans une réalité à la fois locale, nationale, régionale et mondiale.

>>

Bien que souvent écartées par les décideurs politiques, les contributions des sciences sociales dans la gestion de la pandémie de coronavirus ont été aussi importantes que celles des sciences exactes, et à bien des égards complémentaires de celles-ci. Ces contributions ont été principalement centrées sur quatre séries de débats.

1. La pandémie en tant que crise sociale

Les chercheurs en sciences sociales ont révélé que, si tout être humain peut être infecté par le virus, la pandémie nous affecte différemment, et la manière dont le virus est traité est étroitement liée à des facteurs sociaux. La pandémie de Covid-19 exacerbe les inégalités sociales et fait apparaître les structures sociales, notamment de classe, de race et de genre. Une approche intersectionnelle est fondamentale pour comprendre comment la crise est vécue et pourquoi la manière d'y faire face est profondément inégale et injuste. Dans les pays ou les bidonvilles dépourvus d'un système de protection sociale solide, la crise sanitaire se transforme rapidement en crise humanitaire, avec des conséquences tragiques, les organisations humanitaires nationales et internationales s'étant retrouvées dans l'incapacité de poursuivre leurs activités habituelles.

2. La gouvernance du Covid-19

Une deuxième série de contributions consiste à analyser la manière dont les décideurs et les régimes politiques gèrent l'épidémie. Les États-nations se sont imposés comme les principaux acteurs chargés de faire face à la pandémie. Les institutions internationales ont disparu dans la crise mondiale, notamment l'ONU et l'Union européenne. La pandémie a révélé les forces et les

limites des systèmes politiques nationaux. Le manque d'efficacité d'un gouvernement national ou les discours réitérés d'un chef d'État se moquant de la pandémie et retardant les mesures de confinement ont entraîné des centaines de décès supplémentaires. Face à la pandémie, chaque gouvernement a mis en place sa propre nécro-politique. La plupart d'entre eux n'ont pas doté leur personnel de santé des protections de base pour se prémunir contre la propagation du virus. Du fait de leurs politiques, les gouvernements offrent moins de possibilités à certaines personnes d'affronter le virus qu'à d'autres, tandis que les personnes qui meurent dans les maisons de retraite n'apparaissent pas dans les statistiques publiques de la plupart des pays.

La pandémie et le confinement ont transformé la relation entre les citoyens et le gouvernement. Les citoyens se tournent vers leur gouvernement national pour obtenir protection, soins et directives contre la pandémie. Ils sont nombreux à accepter un contrôle social plus fort de la part de l'État, ainsi que les nouvelles technologies de surveillance et la reconnaissance faciale, comme le prix à payer pour maîtriser la pandémie.

3. Comment la société réagit

Une troisième série de contributions s'intéresse à la manière dont les individus et la société civile gèrent la crise. Les sociologues étudient les répercussions profondes du confinement sur la vie et la subjectivité des personnes et sur leurs relations sociales. Les relations intergénérationnelles ont pris de nouvelles formes et de nouvelles significations. Les technologies numériques ont joué un rôle majeur dans le maintien des relations sociales. Les mesures de distanciation sociale ont mis la solidarité

à l'épreuve et ont souvent réduit le périmètre de la communauté au sein de laquelle elle s'exerce. Si de nouveaux réseaux de solidarité ont vu le jour dans les quartiers et les villes, on constate également que la solidarité s'est limitée à des communautés nationales fermées ou aux familles.

4. Un nouveau monde sortira-t-il de la crise ?

Une quatrième série d'analyses porte sur l'impact à long terme de la pandémie. En tant que crise mondiale, la pandémie de Covid-19 a ouvert le champ des possibles et pourrait être l'occasion de remodeler le monde différemment. De nombreux spécialistes des sciences sociales soulignent la nécessité d'un monde plus sensible aux êtres humains, aux soins et aux inégalités sociales, et doté de systèmes de santé publique plus solides. Toutefois, la crise peut également ouvrir la voie à d'autres modèles de société. Jusqu'à présent, dans la gestion de la crise, une concurrence accrue a prévalu sur de nouvelles solidarités. Les plans d'aide économique massifs se sont concentrés sur le sauvetage des entreprises nationales plutôt que sur le renforcement des services de santé publique. La pandémie pourrait également ouvrir la voie à une nouvelle ère autoritaire, avec une biopolitique reposant sur les nouvelles technologies.

La manière dont l'humanité va venir à bout de la pandémie de Covid-19 dépendra de la médecine et des sciences, notamment pour trouver un vaccin. Elle dépendra également de la manière dont la société, les décideurs politiques et les citoyens géreront cette crise et sèmeront les graines du monde d'après. ■

Toute correspondance est à adresser à :
Geoffrey Pleyers <Geoffrey.Pleyers@uclouvain.be>

> COVID-19 :

Premières leçons de la pandémie

Klaus Dörre, Université d'Iéna (Allemagne)



La pandémie a frappé particulièrement durement les petites entreprises, notamment les restaurants et les commerces de détail. Crédit : Russ Loar/flickr.com. Certains droits réservés.

En avril 2020, au moment où j'écris ces lignes, l'économie est en voie de récession. Personne ne peut faire de prévisions exactes sur l'évolution de la situation dans les mois à venir, car nous sommes dans l'incertitude quant à la durée de la pandémie. Mais il ne semble pas exagéré d'anticiper une grave crise économique. La seule question est de savoir quelle sera l'ampleur de cette crise.

> L'évolution économique et les impacts sur le travail

Dans le meilleur des cas, l'arrêt économique dans la plupart des pays prendra fin au bout d'un mois. Même dans ce cas, l'Allemagne, par exemple, devra compter avec une baisse de croissance du même ordre que celle qui a été observée lors de la crise de 2007-2009. Selon l'Institut

de recherche économique Ifo, un arrêt économique de trois mois pourrait entraîner en Allemagne une chute de la croissance pouvant atteindre jusqu'à 20%, avec jusqu'à 5,5 millions de personnes en chômage partiel (ce qu'on appelle *Kurzarbeit* en allemand, car les employés en Allemagne ne sont pas licenciés en période de récession mais leur temps de travail peut être réduit à zéro tandis que le gouvernement compense partiellement leur perte de revenu). Mais les nombreuses petites et micro-entreprises ne pourront pas survivre longtemps sans une aide financière directe. C'est un problème en particulier pour les régions dont les productions sont à petite échelle. Pour un champion de l'exportation comme l'Allemagne, il n'est pas certain qu'il y aura une reprise rapide de la croissance après la fin de la pandémie. Cela dépend de la rapidité avec laquelle d'autres pays,

comme la Chine et les voisins européens de l'Allemagne, se rétabliront. Les actions du gouvernement fédéral allemand sont contradictoires : il devrait être intéressé par une aide rapide au sein de l'UE, mais bloque en même temps les euro-obligations comme moyen de gérer la crise.

Les motifs de préoccupation ne manquent pas. Rien n'est bon dans cette crise. Des milliers de personnes risquent de mourir, des millions d'autres vont perdre leur emploi, et des milliards sont temporairement privés de droits fondamentaux. Plus cette pandémie durera longtemps, plus ses effets destructeurs sur la culture, la société et l'économie seront importants. C'est pourquoi les principes suivants doivent s'appliquer aux grandes et aux petites entreprises : pas de licenciements économiques, mais de préférence des licenciements temporaires subventionnés. D'une manière générale, il sera important de préserver l'emploi. En Allemagne, il existe des mesures qui ont déjà été testées et qui ont fait leurs preuves sous la forme de chômage partiel de longue durée.

Les processus de production dépendent de la coopération, qui implique le contact entre les personnes ; les contacts sociaux au travail sont importants pour beaucoup de gens. Même une activité monotone et exigeante sur le plan physique est plus facile à tolérer lorsque le courant passe bien entre les travailleurs. Cela a maintenant disparu. L'injonction de « garder ses distances » se traduit concrètement par une dé-socialisation radicale, voire une dé-communautarisation.

D'autre part, dans les emplois actuellement considérés comme abso-

>>

lument nécessaires dans les hôpitaux, les supermarchés, les maisons de retraite, l'agriculture, etc., les contacts physiques peuvent difficilement être totalement évités. On peut respecter certaines règles et protéger les vendeurs avec des parois en plexiglas, par exemple, mais pour tous ceux qui ne font pas du télétravail, le risque pour leur santé est disproportionnellement plus élevé. C'est une des raisons pour lesquelles les clients et la population en général reconnaissent désormais mieux la valeur des chauffeurs de bus, des caissiers et caissières, des soignants et du personnel infirmier. On ne peut qu'espérer que cela continuera et se traduira à l'avenir par de meilleurs salaires, plus de personnel et de meilleures conditions de travail dans ces catégories de professions. De toute façon, les États qui se sortiront le mieux de la crise sont ceux qui disposent d'un système de santé solide et d'une protection sociale à l'épreuve des crises. Cela permet également de savoir clairement quels pays du continent européen seront les plus touchés par les conséquences de cette crise – ceux du Sud et du Sud-Est. Les taux élevés de mortalité des personnes infectées par le coronavirus en Espagne et en Italie sont également liés aux coupes budgétaires dans le secteur de la santé imposées par les politiques d'austérité européennes.

> Un affaiblissement de la démocratie ?

Les États-Unis sont actuellement au centre de la pandémie mondiale. La droite radicale tente naturellement de tirer profit de la situation. Toutes sortes de théories du complot sont répandues en ligne. Ceux qui y croient mettent non seulement leur propre santé en danger, mais aussi celle d'autres personnes. Mais les gens verront que partout où des populistes de droite comme Trump ou des radicaux de droite comme Bolsonaro sont au pouvoir, la gestion de la crise

est un échec total. C'est pourquoi je pense que la crise va entraîner une énorme défaite pour les populistes et les radicaux de droite.

Concernant les processus démocratiques, la préoccupation est d'un autre ordre : Le changement climatique pourrait entraîner un certain nombre de chocs externes, qui requièrent également une gestion de crise à grande échelle. Nous devons donc veiller à ce que l'état d'urgence ne devienne pas la norme. La démocratie a besoin de débats publics, de manifestations et de grèves. Ces droits fondamentaux doivent être sauvegardés à perpétuité – en dépit des crises.

> Des changements nécessaires

Après le coronavirus, le monde – et le monde du travail – ne seront plus les mêmes. Les dogmes de politique économique qui étaient considérés comme incontestables au cours des dernières décennies sont désormais balayés : le plafonnement de la dette – oublié ! Le « zéro noir » de l'équilibre budgétaire, ou déficit budgétaire nul, prôné par le gouvernement – c'est du passé : la dette publique fait désormais fureur. Ce changement de paradigme se poursuivra après la pandémie. Il n'avait que trop tardé et la crise du coronavirus n'a fait qu'accélérer les choses. On se demandera aussi comment interpréter le fait que pour la deuxième fois en dix ans, l'économie de marché capitaliste a dû être sauvée au moyen de mécanismes qui appartiennent à l'économie non marchande. Il ne sera pas possible à l'avenir d'ignorer ces événements de type « cygne noir ». Il nous sera également plus facile à tous de décider ce dont nous avons réellement besoin. Même moi, je peux parfaitement vivre sans le football et la Bundesliga, en revanche on ne peut pas se passer des boulangers, des agriculteurs, des auxiliaires médicaux, des chauffeurs de camion, et de l'entraide entre voisins. Cela montre

que nous avons tous besoin d'une infrastructure sociale qui fonctionne bien. Elle doit devenir un bien public suffisamment financé. Si vous comparez le revenu mensuel d'un footballeur professionnel comme Jadon Sancho à celui d'une infirmière en gériatrie, il est évident que quelque chose ne va pas dans notre société. Les services sociaux doivent être revalorisés au plan financier, mais aussi en termes de reconnaissance et de statut social.

En ce qui concerne les enjeux du changement climatique, la crise a provoqué une décroissance subie et non choisie. Comme en 2009, les émissions nuisibles pour le climat et peut-être aussi la consommation de ressources vont diminuer. Suite à cette nouvelle crise, l'Allemagne pourrait même en fin de compte atteindre ses objectifs climatiques. Mais cela n'a absolument rien à voir avec la révolution de la durabilité dont nous avons besoin de façon si urgente. On peut maintenant constater très clairement que l'État est volontariste en temps de crise. Il peut restreindre les libertés que nous exerçons au détriment des autres, par le biais de règles obligatoires, pour le bénéfice de tous ! Mais, comme nous l'avons mentionné plus haut, il reste essentiel que l'action de l'État soit soumise à un processus décisionnel démocratique. La liberté entraîne des contraintes au plan social et cela s'applique également aux libertés entrepreneuriales. À l'avenir, ces libertés doivent être strictement liées aux objectifs de durabilité. La seule chose qui est meilleure que de ne pas conduire une grosse voiture, c'est de ne pas la fabriquer ! Et ce qui est mieux que de ne pas exporter des équipements militaires, c'est de ne pas les fabriquer. Ces exemples le montrent clairement : après la crise, nous avons besoin d'un débat fondamental sur notre ordre économique – et ce débat ne doit pas être mené exclusivement par des économistes et des politiciens de carrière. ■

Toute correspondance est à adresser à Klaus Dörre
<Klaus.doerre@uni-jena.de>

> La sociologie dans le monde post-Covid

Sari Hanafi, Université américaine de Beyrouth (Liban) et Président de l'Association Internationale de Sociologie (2018-2022)



À cause du coronavirus, le monde change, et avec lui, la théorie et l'analyse sociologiques. Source : Creative Commons.

L'atmosphère surréaliste pendant la pandémie de Covid-19 a révélé un manque de confiance chez les êtres humains, au sein des pays et entre les citoyens et les gouvernements. Cela nous incite à nous poser des questions essentielles sur nous-mêmes, sur nos relations sociales et sur la vie en général. Cette crise ne se limite pas seulement à la santé publique, à la qualité de notre environnement ou à l'économie ; ce à quoi nous assistons est un moment de vérité concernant la crise de la modernité tardive et de son système capitaliste à une échelle globale et de grande ampleur. Après avoir traversé cette crise, nous ne pourrions pas simplement revenir au « statu quo », et les sciences sociales devraient avoir pour ambition à la fois d'analyser et de s'engager résolument à traiter ces nouvelles réalités.

Que sera la sociologie dans le monde post-coronavirus ? J'aimerais mettre l'accent sur trois de ses missions : fixer des priorités à plusieurs niveaux qui se déclinent de la communauté à l'humanité, adopter une approche active dans la lutte contre les maux de l'Anthropocène et du Capitalocène, et, enfin, mieux définir comme enjeux prioritaires les questions de reconnaissance et d'obligation morale.

> Des priorités à plusieurs niveaux, de la communauté à l'humanité

Premièrement, la situation qu'a mise en lumière le coronavirus montre très clairement à quel point le monde est interconnecté, faisant passer l'image du village global de la métaphore à la réalité. Mais il nous faut encore mettre en œuvre une plus grande

solidarité mondiale et une mondialisation plus humaniste. Il faut pour cela une conceptualisation à différentes échelles. Gilles Deleuze a fait valoir que la gauche (dont la plupart des spécialistes de sciences sociales) perçoit le monde en termes de relations qui partent des plus éloignées vers celles qui sont les plus proches. Les inégalités sociales, par exemple, ont été analysées comme un vaste phénomène mondial d'exploitation que l'on retrouve en interne, à travers l'impérialisme et le colonialisme. C'est pourquoi la plupart des spécialistes de sciences sociales appellent à s'intéresser aux structures de l'impérialisme et du colonialisme afin de traiter de manière appropriée la souffrance des classes sociales (abstraites) concernées.

À l'opposé, certains mouvements identitaires (c'est-à-dire certains

>>

mouvements islamiques, et des mouvements conservateurs et d'extrême droite) considèrent que les relations commencent au plus proche et se déplacent vers ce qui est le plus éloigné. Ils croient au travail communautaire et aux relations familiales et de voisinage. Par exemple, les partisans de Trump croient en sa capacité à s'attaquer aux inégalités sociales auxquelles sont confrontées les communautés oubliées des Blancs de l'Amérique rurale. Et les organisations confessionnelles au Liban sont actuellement les ONG les plus enclines à prendre des initiatives, s'occupant des familles qui ont perdu leur emploi pendant le confinement. Dans le cas des autres mouvements identitaires (centrés sur l'appartenance ethnique, le genre, la sexualité, etc.), leur action peut varier considérablement en fonction du contexte, mais elle est souvent ancrée dans la lutte communautaire, armée de la doctrine universaliste des droits de l'homme. Pourtant, pour Richard Rorty, bien que cette « gauche culturelle » défende un programme reposant sur le pluralisme, la lutte qu'elle mène pour une justice sociale de classe est parfois très limitée (comme dans le cas des États-Unis).

Je considère que la sociologie post-coronavirus est capable de réinventer la manière dont elle a traditionnellement orienté ses priorités (de l'extérieur vers l'intérieur ou de l'intérieur vers l'extérieur) par le biais de méthodes créatives qui utilisent des priorités à plusieurs échelles : repenser l'importance de la famille, de la communauté, et de l'éthique de l'amour, de l'hospitalité et de l'attention aux autres, pour passer ensuite à l'échelle de l'État-nation et de l'humanité dans son ensemble.

> Lutter contre l'Anthropocène/ le Capitalocène

Le Covid-19 est une maladie non seulement de la mondialisation mais aussi de l'Anthropocène. Le credo du consumérisme humain épuise les ressources que notre planète

Terre ne peut pas renouveler, et ce virus n'est qu'un épisode (bien que significatif) de ce consumérisme. Comme nous le savons, ce virus a été transmis par des animaux non domestiques (comme les civettes, les pangolins et les chauves-souris) aux êtres humains par le biais de la consommation de ces animaux. Sont-ils vraiment si savoureux ? Bourdieu considérerait cela comme un signe de distinction, qui montre la quantité importante d'objets inutiles et de luxe que nous, la classe moyenne et la classe moyenne inférieure, consommons. Ici, pour de nombreux Libanais, les vacances deviennent synonymes de voyages à l'étranger.

Ce consumérisme vorace est induit par ce que le sociologue français Rigas Arvanitis a appelé l'*accès mythologique au bonheur*, qui sert finalement d'accélérateur aux problèmes de santé, aux épidémies, aux décès et aux catastrophes. L'examen de ces relations multi-échelles ne peut se faire sans reconnecter l'individu, la société et la nature. Par exemple, la lutte contre le changement climatique et le système économique et politique ne peut se faire sans une sensibilisation du public à la relation des gens à la terre et à l'humanité. Jason Moore propose la notion de « Capitalocène » comme une sorte de provocation décisive par rapport à la logique de l'Anthropocène. Pour lui, le capitalisme organise la nature comme un tout : c'est l'écologie-monde qui fait le lien entre l'accumulation du capital, la recherche du pouvoir et la coproduction de la nature à travers des configurations historiques successives.

Cette approche à de multiples échelles nécessite de reconnecter l'économique au social, puis au politique et au culturel. Nous devons reprendre le concept d'encastrement social de Karl Polanyi. Polanyi a introduit trois formes d'intégration de la société à l'économie : l'échange, la redistribution et la réciprocité. Nos sciences sociales devraient donc repenser sérieusement ces trois

termes, car le marché (en tant que lieu d'échange) doit être moralisé, ce qui implique d'établir un contrôle ferme de la société pour éviter toute forme de spéculation. La redistribution ne peut se faire sans prendre des mesures importantes pour empêcher la concentration de richesse au profit d'une minorité d'entreprises dans chaque secteur, sans instaurer une lourde taxation des niveaux élevés de capital et de richesse, et sans passer à une économie à croissance lente et à ses corollaires (notamment veiller au besoin de transports publics bon marché et à faible émission de carbone, considérer les services publics comme des investissements plutôt que comme des dépenses, et renforcer les garanties sur le marché du travail). J'aborderai la question de la réciprocité dans la prochaine rubrique de cet article.

Nous sommes conscients que la lutte pour l'environnement est inséparable de notre choix d'économie politique et de la nature du système économique auquel nous aspirons – et ces liens qui existent entre les êtres humains et la nature n'ont jamais été aussi immédiatement et étroitement reliés qu'actuellement. Nous assistons à une crise aiguë de la croissance rapide telle qu'elle a été exprimée très clairement par l'ancien président des États-Unis, Ronald Reagan, lorsqu'il a déclaré « Il n'existe pas de limite à la croissance, parce qu'il n'y a pas de limite à la capacité humaine d'intelligence, d'imagination et d'émerveillement ». Dans un [précédent numéro de Dialogue Global](#) (GD9.1, pp. 26-27), James Galbraith et Klaus Dörre ont fait valoir qu'il y a en fait des limites à la croissance et ont défini une nouvelle économie à croissance lente assumée, qui intègre les fondements biophysiques de l'économie dans ses mécanismes de fonctionnement.

> Une politique de reconnaissance et d'obligation morale

J'en viens maintenant à la question de la réciprocité dans l'encas-

tremement social de Polanyi. Polanyi l'a définie comme l'échange mutuel de biens ou de services dans le cadre de relations à long terme, où réciprocité, obligation morale et responsabilité viennent s'ajouter aux relations contractuelles. La réciprocité exige une politique de reconnaissance entre les groupes et/ou les réseaux qui acceptent l'identité des autres, ce qui va de pair avec le paradigme du pluralisme et du multiculturalisme. Le fonctionnement de la réciprocité dépend de la force ou de la faiblesse des obligations morales dans les relations sociales. De solides relations sociales peuvent être observées au niveau des réseaux de solidarité présentés par Mark Granovetter, qui pense que les solides relations de

réseaux peuvent reposer parfois sur des cadeaux. Dans le même ordre d'idées, et dans le prolongement de ce qui précède, Alain Caillé avance une hypothèse anti-utilitariste, selon laquelle le désir des êtres humains d'être valorisés en tant que donateurs signifie que nos relations ne sont pas fondées sur le seul intérêt, mais sur le plaisir, le devoir moral et la spontanéité.

La sociologie post-Covid n'aura de sens que si elle est dotée d'une utopie qui, même si elle n'est pas pleinement réalisable, orientera nos actions. Il n'y a pas de vie éthique sans utopie, et la différence entre la prédication cléricale et l'utopie du sociologue est que ce dernier ne dé-

nonce pas nécessairement la vision anti-utopique prônée par d'autres, et peut même chercher à travailler avec ceux qui y croient. Une telle sociologie devrait donc valoriser et promouvoir la relation de don de Mauss, et l'obligation morale qui lie les sciences sociales à la philosophie morale.

Cette crise mondiale a peut-être suscité de nouvelles stratégies visant à renforcer l'exploitation, la dépossession et le capitalisme néolibéral, et a accru le niveau de notre avidité et de notre égoïsme, mais elle nous a également offert une occasion d'explorer et de proposer de nouveaux moyens de comprendre et d'exiger à nouveau la justice sociale et l'humanité auxquelles nous aspirons. ■

Toute correspondance est à adresser à Sari Hanafi
<sh41@aub.edu.lb>

> L'espace urbain

genré au Bangladesh

Lutfun Nahar Lata, Université de Queensland (Australie) et membre du comité de recherche de l'ISA « Développement régional et urbain » (RC21)



Les femmes du bidonville de Sattola vendent des légumes dans les rues du bidonville. Crédit : Lutfun Nahar Lata.

Les mégalo-les qui connaissent la croissance la plus rapide à l'échelle mondiale ne parviennent pas à assurer des moyens de subsistance aux populations pauvres des zones urbaines. Par conséquent, l'informalité, qui concerne des activités qui restent largement ignorées des systèmes « institutionnalisés » et recouvre à la fois le logement et les pratiques de subsistance, caractérise une bonne partie des économies des villes du Sud. Les populations pauvres dépendent du secteur informel pour leurs revenus, avec un statut juridique souvent ambigu. L'économie informelle fournit 60 à 80% des emplois urbains et jusqu'à 90% des nouveaux emplois dans de nombreuses villes. Dhaka, une mégalo-les du Sud, ne fait pas exception. Mis à part ceux qui travaillent dans le secteur de l'habillement et ceux qui occupent d'autres emplois mal payés, la majorité des habitants des bidonvilles de Dhaka n'ont pas accès aux opportunités du secteur structuré de l'économie. Les recherches existantes montrent que la plupart des stratégies de planification et de développement du gouvernement à Dhaka se sont davantage concentrées sur les infrastructures et le développement immobilier pour pourvoir aux besoins des économies formelles et de l'élite en matière de logement, et moins pour répondre aux besoins de logement et d'emploi des citoyens les plus démunis. Le secteur informel est donc devenu le principal moyen de subsistance des pauvres. Mais les commerçants informels qui opèrent dans l'espace public à Dhaka rencontrent de nombreuses difficultés pour assurer leur subsistance.

L'informalité crée de nombreux obstacles qui réduisent les possibilités de gagner un revenu, et parmi ces obstacles on peut citer les difficultés pour accéder à l'espace public afin de mener des affaires, y compris dans des lieux proches des habitations et des implantations des populations pauvres. Un certain nombre d'études menées à travers le monde ont évalué l'importance de l'espace public pour les activités de vente et ont révélé que l'accès à l'espace public pour assurer sa subsistance revêt une importance capitale pour les pauvres des villes du Sud global. Pourtant, dans la plupart de ces villes, les pratiques de planification et de gouvernance urbaines n'ont laissé aucun espace au nombre croissant de pauvres des villes. De plus, en raison d'une croissance démographique continue, provenant principalement de l'exode rural, et de la demande de terrains pour des projets de développement immobilier, la pression sur les terres est très forte. Par conséquent, l'accès à l'espace public est l'un des principaux défis pour la recherche future sur les moyens de subsistance dans les mégalo-les.

L'espace urbain est socialement construit : différents acteurs ont des intérêts, des besoins et des désirs différents et un pouvoir différentiel pour dominer l'espace. Comme l'appropriation des espaces publics pour la vente de produits est officiellement illégale à Dhaka, les pauvres des villes sont régulièrement expulsés des espaces publics, en violation de la garantie des moyens de subsistance et de leur droit à la ville. Un autre problème persistant est l'utilisation genrée de l'espace. Le discours sur l'espace et le genre a considérablement évolué depuis les années 70, avec l'effondrement de l'ancienne représentation de l'homme dans l'espace public et de la femme reléguée à l'espace privé, les femmes accédant fréquemment à l'espace urbain et en faisant régulièrement usage. Néanmoins, l'accès à l'espace public pour gagner un revenu reste un problème pour les femmes. Pour elles, l'accès à l'espace public dépend de normes sociales, de valeurs, de pratiques religieuses et de vocations sexospécifiques qui sont socialement et culturellement déterminées. À Dhaka, la participation des femmes pauvres à l'économie informelle est importante pour la survie des ménages pauvres des bidonvilles, un seul revenu n'étant généralement pas suffisant pour subvenir aux besoins de la famille. Pourtant, l'accès des femmes pauvres à l'espace public est souvent limité, car selon les idéologies dominantes en matière de genre, la place des femmes reste à la maison.

Bien que la plupart des études sur les villes d'Asie du Sud révèlent l'implication des femmes pauvres dans le travail à domicile, quelques études ont examiné l'utilisation par les femmes de l'espace public pour assurer leurs moyens de subsistance. J'ai mené une étude ethnographique dans le bidonville de Sattola à Dhaka pour étudier les aspects sexospécifiques de l'appropriation de l'espace public urbain pour la subsistance. J'ai effectué un travail de terrain pendant quatre mois, de novembre 2015 à février 2016, au cours duquel j'ai interrogé 94 travailleurs du secteur informel (18 femmes et 76 hommes). Mes conclusions montrent la manière dont les femmes portent le triple fardeau de la stigmatisation sociale, des barrières religieuses et du patriarcat pour accéder à l'espace public afin de gagner un revenu.

Mes recherches ont révélé que la plupart des femmes de Sattola n'étaient impliquées dans aucune activité rémunérée ; elles sont découragées par les normes religieuses du *purdah* – une coutume musulmane qui restreint les mouvements, les choix vestimentaires et les activités professionnelles des femmes. La pratique d'activités rémunératrices à l'extérieur est également considérée comme un signe d'extrême pauvreté. C'est pourquoi dans le monde rural, seules 3% des femmes occupent un emploi salarié contre 24% des hommes ; et dans le secteur non agricole, le pourcentage de femmes rémunérées n'est que de 18%. Cela s'explique par le fait que le travail rémunéré des femmes n'est pas autant valorisé que leur fonction reproductive dans les soins aux proches et autres tâches domestiques. Les femmes, même âgées, qui ont franchi ces barrières genrées et sont sorties de chez elles pour gagner leur vie étaient confrontées au harcèlement sexuel et verbal et à d'autres types de harcèlement et de maltraitance. Les hommes disaient du mal d'elles pour avoir enfreint les normes sociales. La plupart des femmes interrogées, qui exerçaient le commerce dans le secteur informel, en avaient fait l'expérience même si elles vendaient au quotidien des marchandises et des légumes à proximité de leur domicile. Par exemple, une des participantes à mon étude a déclaré : « *Comme je suis une femme qui a une activité commerciale, beaucoup de gens disent du mal de moi. Et pourtant, je dois faire marcher ce magasin pour que mes enfants puissent aller à l'école* ». Une autre participante a dit : « *Lorsque je vends du thé, certains hommes m'embêtent. Ils touchent parfois mon corps pour me harceler* ». Certaines femmes ignorent tout simplement l'opinion des autres car elles sont trop pauvres et trop vulnérables pour en tenir compte. Comme l'a dit une vendeuse d'œufs durs : « *Des gens différents ont des mentalités différentes et ça m'est égal* ». Très souvent, les femmes pauvres faisaient du commerce dans la rue parce qu'elles n'avaient pas d'autres alternatives pour gagner leur vie. Par exemple, le mari de Moyna était malade et ne pouvait donc pas travailler, et leur fils était un toxicomane et ne vivait pas avec eux, alors c'est elle qui devait gérer leur commerce. Lorsque les responsables du Conseil

de la recherche médicale du Bangladesh (BMRC) les ont expulsés du trottoir attenant au BMRC, elle s'est mise à vendre sa marchandise dans la rue principale du bidonville de Sattola, à Dhaka.

Mon étude a en outre révélé que de nombreuses femmes sont confrontées à un harcèlement sexuel extrême de la part des hommes. Si les femmes circulent dans un espace particulier pour vendre des marchandises ou de la nourriture, les hommes les traitent parfois comme des « travailleuses du sexe ». Par conséquent, la plupart des femmes qui faisaient du commerce en dehors du bidonville étaient accompagnées de leurs frères aînés, de leurs voisins, de leurs maris ou de leurs enfants. Par exemple, lorsque Tahera a lancé un commerce de fleurs, son voisin de Noakhali l'accompagnait pour lui éviter le harcèlement verbal et sexuel d'autres hommes. On dit souvent que l'emploi et les revenus des femmes les rendraient autonomes. Pourtant, cela semble être un mythe pour les femmes les plus pauvres de Dhaka, dont la sécurité (physique) dépend de la présence d'un accompagnateur masculin.

Le gouvernement du Bangladesh est fier d'avoir atteint la 47^e place sur 144 pays dans le Rapport mondial sur l'écart entre les sexes de 2017. Cependant, le gouvernement a surtout fait porter ses efforts sur l'amélioration des conditions de vie et des moyens de subsistance des femmes pauvres des zones rurales et a pris des mesures pour offrir une formation génératrice de revenus aux femmes des zones rurales et des petites villes. À ce jour, le gouvernement et les ONG mettent l'accent sur les « intérêts stratégiques des femmes », qui émergent de l'identification par les femmes de leur position subordonnée par rapport aux hommes. Le gouvernement et les ONG se sont efforcés également de favoriser la participation des femmes au travail, en leur accordant de petits crédits pour répondre à leurs « intérêts pratiques de femmes ». Les « intérêts pratiques de femmes » apparaissent comme une réponse à un besoin immédiat ressenti par les femmes dans un contexte particulier lié au rôle qui leur est socialement attribué dans la société, plutôt que comme l'expression d'un objectif stratégique à long terme tel que l'émancipation des femmes. Toutefois, il est nécessaire d'améliorer les conditions de travail des femmes en milieu urbain et de fournir d'autres équipements, tels que des garderies, qui pourraient permettre la participation des femmes au marché du travail. Plus important encore, le gouvernement doit prendre des mesures pour assurer la sécurité physique des femmes et engager des initiatives pour développer avant tout une ville sûre. Si le gouvernement et les ONG ne parviennent pas à assurer la sécurité physique des femmes dans les espaces publics, tous leurs efforts – toutes les règles et réglementations que le gouvernement a introduites jusqu'à présent pour l'émancipation des femmes – ne produiront pas de résultats significatifs. ■

Toute correspondance est à adresser à Lutfun Nahar Lata <l.lata@uq.edu.au>

> Internationalisme du travail et libre circulation du capital

Raquel Varela, Université NOVA de Lisbonne (Portugal)



Photo : Nick Bastian/flickr.com. Certains droits réservés.

Au cours de l'été 2016, la multinationale américaine Dura Automotive – un important fournisseur de pièces automobiles opérant dans plusieurs pays – s'est engagée à livrer des pièces à Chrysler, Audi et BMW. Les commandes étaient en augmentation et Dura risquait de payer des amendes élevées si les travailleurs n'acceptaient pas de faire des heures supplémentaires pendant les week-ends pour honorer les commandes. Les travailleurs allemands du site de Dura à Plettenberg ont décidé qu'ils ne le feraient que si Dura acceptait de signer une convention collective avec IG Metall, le syndicat allemand des travailleurs de la métallurgie ; l'usine allemande de Plettenberg était menacée de délocalisation vers le Portugal et d'autres pays, et d'une réduction des effectifs de 1000 à 700. Les dirigeants de Dura ont réagi par une forme de dumping radical : ils ont demandé à 260 travailleurs portugais du site de Dura à Carregado de venir travailler en Allemagne en juillet 2016. Le voyage a d'abord été empêché par la pression locale, les travailleurs allemands menaçant de fermer l'usine. Mais en octobre 2016, après plusieurs négociations, environ 300 travailleurs portugais sont arrivés en Allemagne pour exécuter les commandes le samedi et le dimanche pendant près de deux mois.

De nombreux travailleurs les ont accueillis avec des protestations. Entre-temps, IG Metall avait porté l'affaire devant les tribunaux. Le Tribunal a prononcé une sentence sans précédent : l'opération était légale car pendant la semaine Dura en Allemagne était allemande, et pendant le week-end elle était portugaise ! Dans une interview, un

travailleur portugais a dit qu'à leur arrivée, l'ambiance était « tendue » et que les machines avaient été partiellement sabotées par des travailleurs locaux.

> La migration des travailleurs au cœur de la restructuration du travail en Europe

Dans une société marchandisée – où la main-d'œuvre elle-même est une marchandise – les travailleurs sont en concurrence non seulement au sein d'un secteur, mais aussi sur le marché du travail national et international pour vendre leur force de travail. La migration de main-d'œuvre est liée à un facteur objectif : le montant du salaire et la possibilité d'avoir un emploi. L'absence de partis politiques forts représentant les intérêts de la classe ouvrière au niveau international a laissé cette question à la merci de deux variantes de politique nationaliste : une tendance raciste/prohibitionniste (extrême droite) et une tendance défendant la libre circulation de la main-d'œuvre (partis libéraux, conservateurs et sociaux-démocrates), incluant parfois certains droits sociaux (dans le cas des partis sociaux-démocrates). Aujourd'hui, il n'existe pas de politique internationaliste radicale ayant sur cette question une réelle influence en Europe. Les politiques migratoires des États européens obéissent avant tout à des impératifs de gestion de la main-d'œuvre, et pas prioritairement à des considérations humanitaires ou multiculturelles. Sans réels liens de solidarité de ceux qui gagnent plus envers ceux qui gagnent moins, le racisme et la xénophobie continueront de trouver un terreau social où se développer.

La mondialisation a créé une concurrence entre les travailleurs en abaissant les salaires dans le monde entier, mais elle a peut-être aussi créé les conditions de son contraire : l'internationalisme. Si un groupe de travailleurs de l'usine Dura de Carregado peut briser une grève en Allemagne, les dockers à travers l'Europe peuvent, à moindre coût, faire grève pour les dockers du Portugal, et les aider à gagner la bataille.

> Soutenir une grève transfrontalière

L'Union internationale des dockers, qui compte aujourd'hui 140.000 membres, a été fondée il y a 20 ans à Liverpool, en Angleterre. Le 29 septembre 1995, 500 dockers de Liver-

pool en contrat à durée indéterminée ont refusé de franchir un piquet de grève formé par une cinquantaine de travailleurs précaires. La Mersey Docks and Harbour Company (MDHC) les a tous licenciés, déclenchant un conflit qui allait atteindre une dimension mondiale entre 1995 et 1998.

Le conflit de Liverpool peut être considéré comme le premier mouvement internationaliste de travailleurs en Europe contre le néolibéralisme – et de telles luttes ont été rares. Il s'agissait aussi d'un conflit qui allait unir dans un même combat des travailleurs précaires et flexibles et des travailleurs protégés sur la base d'actions collectives impliquant une solidarité active entre les deux groupes. La même stratégie et le même principe ont conduit à ce qu'en 2013, la liste dirigée par António Mariano, le docker portugais qui a participé le plus activement au soutien du mouvement de Liverpool, a remporté l'élection à la direction du syndicat à Lisbonne. Dès le début, l'Union internationale des dockers s'est caractérisée par de véritables gestes de solidarité internationale qui vont au-delà des paroles diplomatiques – trop fréquentes dans d'autres confédérations – avec des grèves de solidarité active au niveau international ou régional, des stratégies communes dans les réunions, et des assemblées organisées au niveau local et mondial.

Entre 2013 et 2016, le syndicat a engagé une série de grèves et de luttes qui ont permis de sécuriser dans le port de Lisbonne l'emploi de travailleurs jusqu'à présent précaires, à l'encontre de la loi qui avait libéralisé la sous-traitance des ports à la demande de la troïka formée par la Commission européenne, la Banque centrale européenne et le Fonds monétaire international pendant la crise financière portugaise.

Le 1^{er} août 2012, le gouvernement portugais a approuvé un nouveau Code du travail qui annulait la convention collective du travail et instaurait : une proposition pour de nouvelles relations entre les partenaires sociaux ; la fin de la limite à l'embauche de travailleurs occasionnels ; la suppression des catégories de travailleurs les plus qualifiés ; l'augmentation du temps de travail et la réduction de la rémunération de 1.700 euros à environ 550 euros ; et des licenciements. La direction du syndicat a réagi avec une stratégie claire : elle a subventionné les travailleurs précaires licenciés grâce au fonds de grève des travailleurs fixes, et elle a cherché à convaincre le Conseil international des dockers (IDC) d'organiser une grève dans toute l'Europe en février 2014.

Le 4 février 2014, à l'initiative de l'IDC, des assemblées se sont tenues dans différents ports d'Europe pour informer tous les travailleurs de ce qui se passait à Lisbonne. Lors de ces assemblées, le travail a été interrompu dans tous les ports en signe de solidarité. La grève, qui a duré deux heures, s'est terminée par une victoire pour les dockers du port de Lisbonne : la promesse que les 47 travailleurs précaires seraient réintégrés, certains dans de meilleures conditions qu'auparavant. Cette grève de solidarité internationale et la grève de Ryanair organisée à travers l'Europe en juin 2018 ont été, à notre

connaissance, les seules grèves internationales démontrant une solidarité à l'échelle européenne après la crise de 2008. Dans les autres cas, ce sont les approches nationalistes des syndicats dans chacun des pays qui ont prévalu.

À mon avis, ce qui a été déterminant dans la défaite chez Dura et dans le succès des dockers de Lisbonne, c'est l'évolution des syndicats et de leur direction politique et syndicale. Mais cette conclusion ne va pas de soi. La question est la suivante : quelles conditions historiques ont engendré un projet internationaliste à un endroit et une idéologie nationaliste à un autre ? Pour répondre, nous aurons besoin d'une analyse au cas par cas de chaque facteur particulier.

> La solidarité ne se limite pas à des mots

La mondialisation a créé un modèle de production qui s'étend au monde entier – nous n'avons jamais été aussi dépendants les uns des autres. Au XIX^e siècle, si une usine se mettait en grève et que le patron voulait l'arrêter, il payait sa propre police composée de quelques mercenaires locaux. Mais au XIX^e siècle, il n'y avait pas que la répression qui était locale. Tout ce qui était nécessaire à la production au quotidien l'était aussi : les matières premières, les ouvriers, les pièces, la maintenance, tout se trouvait dans la même usine ou à proximité. Ce n'est plus le cas aujourd'hui. Un porte-conteneur peut être construit en Corée du Sud, avec de l'acier venant d'Espagne, des moteurs d'origine finlandaise, des peintures produites en Allemagne, et avoir été conçu dans des universités américaines.

Les dockers ont compris à temps que la précarité des jeunes travailleurs occasionnels allait être pour eux une bombe à retardement et ont pris conscience de leur force. Parce que les sociétés complexes fonctionnent selon un modèle de chaîne, arrêter cette chaîne pendant un certain temps bloque toute la production à grands frais. Ainsi, le pays tout entier peut être arrêté et toute la production peut être ébranlée en profondeur. Ce ne sont pas seulement les travailleurs du secteur des transports qui ont ce pouvoir potentiel. Il en va de même pour les médecins, les enseignants, les fonctionnaires administratifs et les magistrats.

La place grandissante que peut prendre l'autodétermination des travailleurs à travers le monde a quelque chose à voir avec la reconnaissance des différences de besoins et de possibilités au sein du « mouvement social dans son ensemble ». L'analyse de la dynamique de l'accumulation capitaliste et de l'utilisation stratégique des frontières dans le marché mondial devrait nous conduire à une méthodologie véritablement internationaliste. Une telle perspective internationaliste doit être construite sur la base de l'organisation des travailleurs, indépendamment du capital. *Verba non sufficiunt ubi opus est factum*. Les mots ne suffisent pas, ils doivent être suivis d'actes concrets. ■

Toute correspondance est à adresser à Raquel Varela
<raquel_cardeira_varela@yahoo.co.uk>

> Le Portugal face à l'extrême droite

Elísio Estanque, Université de Coimbra (Portugal) et membre du comité de recherche de l'ISA « Classes sociales et mouvements sociaux » (RC47)



Manifestation à Lisbonne en 2012, pendant la période de mise sous tutelle par la Troïka. Photo : Elísio Estanque.

Dans son livre de 2017 *On Extremism and Democracy in Europe*, Cas Mudde soutient que la principale lutte des partis populistes de la droite radicale consiste à mettre au devant de la scène « leurs » problèmes, tels que la corruption, l'immigration et la sécurité. Le populisme d'extrême droite, en niant l'existence d'intérêts divergents dans une population et en imposant une notion monolithique et essentialiste du « peuple » contre une « élite » corrompue, conduit à une vision manichéenne et polarisée de la culture politique. Il mobilise également l'électorat contre l'élite politique en lui reprochant de ne pas faire barrage aux « menaces » extérieures, représentées par « l'autre », « l'étranger », « le Noir », « le gitan » ou « l'immigré ». Dans le contexte d'une main-d'œuvre industrielle en déclin, le déficit de reconnaissance dont sont victimes des secteurs de la classe ouvrière qui ne sont plus en mesure de défendre au plan économique des intérêts distincts peut donner lieu à des réactions subjectives de ressentiment. Comme l'a noté Klaus Dörre (2019), cette expérience spécifique de classe peut devenir « le terreau pour la formation d'un bloc populiste de droite ».

Si le Portugal était considéré jusqu'à présent comme un cas rare en Europe puisqu'il n'avait pas de partis ou de mouvements fascistes, cela pourrait être en train de changer. Je relève trois aspects sociologiques importants qui peuvent ex-

pliquer la nature de ce changement : l'histoire d'une longue dictature, la radicalisation de la révolution démocratique d'avril 1974, et la restructuration du cadre de classe qui en a résulté, conjuguée à une persistance des inégalités sociales.

> Le contexte historique

Sous le régime conservateur intégriste de l'État Nouveau (Estado Novo), officiellement institué en 1933 mais dont la genèse remonte au coup d'État militaire de 1926, le mouvement ouvrier de base impulsé par la chute du régime monarchique en 1910 a été la principale cible des attaques. Sous le couvert de l'Église catholique, qui a cherché à se venger de la remise en cause, tout au long des années 1920, de ses anciens privilèges par les républicains, les socialistes et les anarchistes, la conception moralisatrice de Salazar a maintenu le pays en retard sur les plans éducatif, culturel, économique et industriel, en pénalisant principalement les classes populaires et en persécutant, arrêtant et torturant l'opposition pendant plus de quatre décennies. Cependant, malgré l'appareil répressif et la censure, au début des années 70, des grèves ont été organisées et des structures syndicales clandestines ont été consolidées, en grande partie sous l'influence du Parti communiste portugais et de certains secteurs progressistes liés à l'Église. La guerre coloniale en Afrique et les manifestations d'étudiants à Lisbonne, Coimbra et Porto dans les années 60, sensibles aux vents venus de l'étranger, ont accru le mécontentement (en particulier parmi les jeunes, premières victimes de la guerre) et contribué à répandre dans le pays l'étincelle de l'espoir en la démocratie.

Le coup d'État militaire du 25 avril 1974 par un groupe de capitaines qui refusaient de poursuivre la guerre et se battaient pour un pays démocratique et plus développé a été crucial, mais c'est la phase suivante de mobilisation populaire (grèves et occupations, débats idéologiques et clivages politiques profonds) qui est devenue la grande « école » de la démocratie. Cependant, cette école de formation démocratique et civique s'est révélée pleine de contrastes, d'illusions et de conflits ouverts, avec le « socialisme » au centre de la controverse et le rejet du « fascisme » comme principal facteur d'unification. L'unité antifasciste n'a pas empêché la haine structurelle entre communistes et socialistes, une haine qui a duré jusqu'en

>>

2015, et qui n'a pris fin qu'avec l'avènement de l'alliance appelée *geringonça* (le machin).

> L'érosion de la démocratie

Tout au long de 46 ans de démocratie et de 35 ans d'adhésion à l'Union européenne (depuis 1986), le pays a été le théâtre d'importants progrès sociaux et institutionnels. Dans le domaine politique, les gouvernements ont toujours été soutenus par des majorités parlementaires qui oscillaient entre les partis de centre-droit (PSD et CDS) et de centre-gauche (PS). La droite parlementaire est essentiellement représentée par le CDS (Centre démocratique et social, inspiré de la démocratie chrétienne), qui sur le plan électoral a atteint 16% en 1976 (sous la direction du leader modéré Freitas do Amaral, fondateur du parti, qui dans ses dernières années s'est rapproché du parti socialiste) mais qui a perdu de l'importance et se situe aujourd'hui à 4,25%.

Le discours le plus radical, avec des références au salazarisme et aux pratiques xénophobes, était jusqu'à récemment réservé à des groupes très restreints : le PNR (Parti national de rénovation), fondé en 2000 (par la fusion de petits groupes radicaux), qui n'a jamais dépassé 0,2%, et a même été traduit en justice pour violence, xénophobie et possession illégale d'armes ; et le Nouvel ordre social, fondé en 2014, et dirigé par Mário Machado, un dissident du PNR précédemment condamné pour actes de violence xénophobe. En août 2019, une réunion qui avait été annoncée comme « le plus grand événement nationaliste au Portugal » a réuni quelques dizaines de personnes, dont des représentants de partis néofascistes européens. Cette réunion a fait l'objet d'une contre-manifestation qui a rassemblé des centaines d'activistes aux portes de l'hôtel où elle se déroulait.

Comme nous le savons, les programmes politiques de l'Union européenne, malgré leurs retombées positives au Portugal, ont, au fil du temps, cédé à une orientation générale allant dans le sens du capitalisme néolibéral et de l'union monétaire. Cela a créé de profondes perturbations dans l'économie du pays. Avec la récente crise, les inégalités sociales se sont accrues et, avec elles, la précarité, la pauvreté et la persistance d'une stagnation générale des salaires (le salaire moyen en 2018 était au niveau de 2008). Tandis que les attentes des classes moyennes et de larges segments de la classe des travailleurs ont régressé, la société portugaise a été submergée par la résignation et une secrète amertume, et a commencé à progressivement se déconnecter de l'action politique et des mouvements associatifs. On peut le constater avec l'augmentation du taux d'abstention aux élections législatives, qui est passé de 8,3% en 1976 à 51,4% en 2019. L'insécurité, la vulnérabilité et la peur ont conduit à une pré-

disposition à la vénération pour le pouvoir du peuple et pour les dirigeants opportunistes, un terrain particulièrement fertile pour l'épanouissement du populisme de droite.

> La menace populiste

La vie démocratique au Portugal n'est donc pas à l'abri d'un récit populiste. La couverture médiatique de la politique, le sensationnalisme des tabloïds et la popularité croissante des personnalités de la télévision (certaines en raison de leur présence systématique dans les programmes de divertissement et/ou d'émissions-débats sur le football, par exemple) ont déjà apporté des dividendes politiques à certains de ces protagonistes. Le président Marcelo Rebelo de Sousa en est un bon exemple, qui grâce à une émission de télévision hebdomadaire pendant plus de dix ans, a gagné une grande popularité dans tout le pays. L'un des protagonistes les plus controversés du populisme d'extrême droite aujourd'hui, André Ventura, a précisément émergé du spectre politique hégémonique (ancien membre du PSD, le parti social-démocrate, affilié aux libéraux au Parlement européen). Il a gagné en visibilité lorsque, en tant que candidat de ce parti pour une municipalité de la périphérie de Lisbonne, il a proposé de recourir à la violence policière contre la communauté rom et a même promis de stériliser les femmes roms, en affirmant que la communauté rom était fondamentalement violente, survivait grâce à des activités illicites et bénéficiait de politiques sociales qui sont financées par les deniers publics. Par la suite, il a quitté le PSD, et lors des dernières élections, a fondé un nouveau parti appelé *Chega* (« Ça suffit », légalisé en 2019), qui s'est présenté aux élections législatives ; il a été élu député unique, obtenant 1,3% des voix. Le parti de Ventura compte également sur le soutien d'anciens cadres et idéologues connus pour leurs liens avec les forces néo-fascistes adeptes de la violence et les groupes nostalgiques de Salazar.

Le discours nationaliste, xénophobe et anti-immigrés s'est radicalisé, et le langage radical et moralisateur à l'encontre de l'État a à plusieurs reprises pris pour cible les règles démocratiques et la dignité du Parlement. *Chega* encourage les agressions verbales et adopte une posture de victimisation constante contre l'élite politique. Outre l'augmentation de sa couverture médiatique rendue possible par sa présence au Parlement, les derniers sondages d'opinion indiquent déjà des intentions de vote de 6% (sondage Expresso/SIC, 14 février 2020). Il existe donc des signes inquiétants indiquant que le Portugal devrait cesser d'être considéré comme une exception pour ce qui est de la présence de partis néofascistes. ■

Toute correspondance est à adresser à :
Elísio Estanque <elisio.estanque@gmail.com>